



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1986/21  
7 février 1986

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Quarante-deuxième session  
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET  
DES LIBERTES FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE  
DANS LE MONDE, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET  
TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Exécutions sommaires ou arbitraires

Rapport présenté par M. S. Amos Wako, Rapporteur spécial nommé  
en application de la résolution No 1985/40 du  
Conseil économique et social,  
en date du 30 mai 1985

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
INTRODUCTION.....	1 - 9	1
I. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL.....	10 - 56	2
A. Consultations.....	11	2
B. Communications.....	12 - 20	2
1. Demandes d'informations.....	12 - 15	2
2. Allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires.....	16 - 20	3
C. Appels urgents adressés à des gouvernements.....	21 - 55	3
D. Auditions conjointes sur la situation en Afrique australe.....	56	17
II. SITUATIONS.....	57 - 145	17
A. Allégations communiquées en 1984.....	62 - 97	19
B. Allégations communiquées en 1985.....	98 - 145	41
III. PHENOMENES GRAVES APPELANT UNE ATTENTION PARTICULIERE.....	146 - 196	93
A. Meurtres commis dans des situations de conflit interne armé.....	150 - 172	94
B. Emploi abusif ou illégal de la force...	173 - 193	98
C. Morts en détention.....	194 - 206	102
IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	207 - 213	104

Annexes

- I. Résolution 1985/40 du Conseil économique et social
- II. Résolution 40/143 de l'Assemblée générale
- III. Note verbale datée du 16 août 1985 adressée par  
le Secrétaire général à des gouvernements

## INTRODUCTION

1. Le phénomène des "exécution sommaires ou arbitraires" a pu être observé dans diverses parties du monde et à divers stades de l'histoire contemporaine depuis que le droit à la vie est considéré comme un droit de l'homme inaliénable.

2. Le présent rapport est le quatrième du Rapporteur spécial, qui a été nommé pour la première fois en 1982, en application de la résolution 1982/35 du Conseil économique et social. Au cours des quatre dernières années, le Rapporteur spécial a présenté trois rapports à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1983/16 et Add.1, E/CN.4/1984/29 et E/CN.4/1985/17) et pendant cette période, une importante évolution s'est produite en matière d'exécutions sommaires ou arbitraires. On a pris de plus en plus conscience sur le plan national comme sur le plan international de la nature de ce phénomène de non-respect d'un droit de l'homme essentiel, et de sérieux efforts ont été déployés par les gouvernements et des groupements, tant à l'échelon national qu'international, pour recueillir des informations et établir les faits. Cette évolution a amené les communautés nationales et la communauté internationale à s'interroger sur la façon de traiter le problème et sur les mesures à prendre pour lutter contre une pratique si répandue. Le Rapporteur spécial est heureux de communiquer qu'il a été saisi d'un certain nombre de suggestions intéressantes à cet égard, ce qui est d'autant plus important que la question des exécutions sommaires ou arbitraires ne retient que depuis quelques années à peine l'attention de diverses instances internationales à titre de sujet de discussion distinct dans le domaine des droits de l'homme.

3. Le 30 mai 1985, le Conseil économique et social a adopté la résolution 1985/40 intitulée "Exécutions sommaires ou arbitraires" (voir annexe I) sur la recommandation de la Commission des droits de l'homme, qui avait elle-même adopté sans vote la résolution 1985/37 à sa quarante et unième session, le 13 mars 1985.

4. A sa quarantième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 40/143 intitulée "Exécutions sommaires ou arbitraires" (voir annexe II).

5. Le Septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, tenu à Milan (Italie) du 26 août au 6 septembre 1985, a examiné la question des exécutions extralégales, arbitraires et sommaires, et a adopté sa résolution 11 par consensus (A/CONF.121/22, chap. I, section E, par. 181 à 183, 185 d) et 190).

6. Le présent rapport, soumis en application de la résolution 1985/40 du Conseil économique et social, vise à informer la Commission des activités réalisées par le Rapporteur spécial au cours de l'année écoulée, à mettre à jour les informations contenues dans les rapports précédents et à examiner diverses situations de façon approfondie afin d'en déterminer les causes et de dégager les moyens de mettre fin aux exécutions sommaires ou arbitraires. On relèvera que, conformément au paragraphe 6 de la résolution 1985/40 du Conseil, l'accent a été mis davantage sur les activités du Rapporteur spécial relatives aux cas où de telles exécutions paraissaient imminentes ou prévisibles.

7. En conséquence, le Rapporteur spécial a mentionné dans son rapport les allégations qui lui ont été communiquées et dont il a fait dûment part aux gouvernements en cause, et il a reproduit le texte de toutes les réponses

qui lui ont été adressées par ces gouvernements. Ce faisant, le Rapporteur spécial s'est efforcé de faire ressortir l'étendue et la nature de ces allégations et de faire connaître les vues exprimées à leur sujet par les Etats intéressés, en rendant ainsi compte de la situation concernant le droit à la vie à partir des informations qu'il a reçues pendant la période considérée, y compris, éventuellement, sur des cas qui s'étaient déjà posés au cours de la période précédente, c'est-à-dire en 1984.

8. Ces informations constituent la base générale du chapitre III, où le Rapporteur spécial indique ce qu'il estime être des types classiques de situations graves entraînant, plus que d'autres, un niveau préoccupant de violations du droit à la vie. La revue de ces situations vise plutôt à illustrer le phénomène qu'à en donner une description complète. On a distingué, à cet effet, les situations de conflit armé interne, le recours abusif ou illégal à la force et les décès en cours de détention.

9. Le Rapporteur spécial présente enfin ses conclusions et ses recommandations sur la base de l'ensemble des informations qui lui ont été communiquées.

#### I. ACTIVITES DU RAPPORTEUR SPECIAL

10. Au cours de l'année écoulée, le Rapporteur spécial a réalisé, dans le cadre de son mandat, les activités ci-après.

##### A. Consultations

11. Le Rapporteur spécial s'est rendu au Centre pour les droits de l'homme en juillet et en octobre-novembre 1985 pour des consultations, et une nouvelle fois en janvier 1986, pour mettre définitivement au point son rapport.

##### B. Communications

##### 1. Demandes d'informations

12. Le 16 août 1985, une note verbale a été envoyée aux gouvernements afin d'obtenir des informations en matière d'exécutions sommaires ou arbitraires (annexe III). A la même date, une lettre a été adressée aux institutions spécialisées, aux organisations gouvernementales, aux organismes des Nations Unies, aux mouvements de libération et aux organisations non gouvernementales, pour leur demander des informations sur le même sujet.

13. Depuis que son mandat a été prorogé, le Rapporteur spécial a reçu des réponses des Gouvernements des pays suivants : Australie, Autriche, Belize, Brunéi, Danemark, Espagne, Panama, Pologne, République arabe syrienne, République centrafricaine et Tchad.

14. Le Rapporteur spécial a également reçu une réponse de l'Organisation des Etats américains.

15. Il a d'autre part reçu des communications des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ci-après : Amnesty International, Comité international de la Croix-Rouge, Commission internationale des juristes, Conférence des femmes de toute l'Inde, Conseil oecuménique des Eglises, Fédération internationale des droits de l'homme, Pax Romana et Union interparlementaire.

## 2. Allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires

16. Le 12 juillet 1985, des lettres ont été envoyées à 12 gouvernements concernant des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires dans leur pays et le 24 juillet 1985, des lettres ont été adressées à cinq autres gouvernements.

17. Le 22 juillet 1985, des lettres ont été envoyées à 14 gouvernements qui n'avaient pas répondu aux lettres que le Rapporteur spécial leur avait adressées en 1984 ou antérieurement concernant des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires dans leur pays. Le 15 octobre 1985, des lettres ont été envoyées à 23 gouvernements qui n'avaient pas répondu aux lettres que le Rapporteur spécial leur avait adressées en 1985 et antérieurement sur le même sujet. Dans ces lettres, le Rapporteur spécial demandait de nouveau des informations sur les prétendues exécutions sommaires ou arbitraires qui avaient déjà été portées à la connaissance de ces gouvernements.

18. Le Rapporteur spécial a reçu des réponses d'un certain nombre de ces gouvernements et a apprécié le concours que ce derniers lui ont ainsi apporté dans l'accomplissement de sa tâche.

19. Cependant, force est de constater que, malgré les rappels qui leur ont été envoyés les 22 juillet et 15 octobre 1985, certains autres gouvernements n'ont pas répondu.

20. Comme des réponses ont été obtenues de plusieurs gouvernements contactés en 1985 mais que d'autres ne se sont pas encore manifestés, le Rapporteur spécial est d'avis que ces derniers pourraient avoir besoin d'un délai supplémentaire pour enquêter sur les allégations qui leur ont été communiquées et que les réponses qui lui sont parvenues devraient être d'autre part soigneusement examinées. Pour pouvoir donc évaluer la situation dans les pays intéressés, le Rapporteur spécial aura sans doute besoin de plus de temps. Il s'est donc abstenu, dans le présent rapport, de mentionner ces gouvernements et les allégations dont ils ont été informés en 1985, à l'exception de celles faisant ressortir des cas systématiques d'exécutions sommaires ou arbitraires dont il lui a été fait part en 1984 et en 1985 et qui font l'objet du chapitre III.

## C. Appels urgents adressés à des gouvernements

21. Durant son mandat, le Rapporteur spécial a reçu des informations signalant comme imminentes ou prévisibles des exécutions sommaires qui, à première vue, semblaient relever de son mandat. Le Rapporteur spécial a donc adressé d'urgence un télégramme aux gouvernements en cause des pays ci-après leur demandant des renseignements sur ces allégations d'exécutions sommaires imminentes ou prévisibles : Afrique du Sud, Angola, Bangladesh, Guatemala, Guinée, Indonésie, Iran, République islamique d'Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Libéria, Pakistan, Somalie et Yémen démocratique.

22. Des réponses ont été reçues des gouvernements des pays suivants : Afrique du Sud, Guatemala, Indonésie, Iraq et Jamaïque.

23. Les passages essentiels des messages du Rapporteur spécial et des réponses des gouvernements en cause sont reproduits ci-après.

24. Le 9 avril 1985, le message suivant a été adressé au Ministre angolais des affaires étrangères de l'Angola :

[Original : français]

"... Mon attention a été appelée sur l'allégation qu'une personne pourrait être exécutée. Il s'agit de Afonso Biebi qui aurait été condamné à mort par fusillade par le Tribunal militaire régional à Huambo, le 15 février 1985. Il a également été prétendu que la procédure juridique de son jugement avait exclu ses droits à la défense ainsi qu'au recours."

25. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement angolais.

26. Le 10 décembre 1985, le message suivant a été envoyé au Ministre des affaires étrangères du Bangladesh :

[Original : anglais]

"... J'ai reçu des informations selon lesquelles les deux personnes dont les noms suivent auraient été condamnées à mort par des tribunaux militaires spéciaux : Mohiuddin, étudiant âgé de 22 ans, aurait été condamné à mort pour meurtre le 3 novembre 1985 par le tribunal militaire spécial No 8 de Jessore; Salim, étudiant âgé de 16 ou 17 ans, originaire de Mirpur, aurait été condamné à mort pour meurtre le 23 juin 1985 par le tribunal militaire spécial de Dhaka. Il a été également affirmé que les verdicts des tribunaux militaires spéciaux n'étaient pas susceptibles d'appel devant une instance supérieure."

27. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement du Bangladesh.

28. Le 18 novembre 1985 le message suivant a été adressé au Ministre des affaires étrangères du Yémen démocratique :

[Original : anglais]

"... Mon attention a été appelée sur l'allégation selon laquelle trois personnes pourraient être exécutées. Les noms de ces personnes seraient Ali Al-Sayyid Salih, Abdullah Ali Bashbil et Khalid Abdullah Al-Ribati. Selon les informations reçues, ces trois personnes auraient été condamnées à mort pour trahison par la Cour suprême de la République démocratique populaire du Yémen. En outre, selon des allégations qui me sont parvenues, les trois personnes susmentionnées faisaient partie d'un groupe de douze membres du Baath et auraient été tenues longtemps au secret avant leur procès. Il a été de plus prétendu que la procédure suivie ne prévoyait pas de droit de recours."

29. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement du Yémen démocratique.

30. Trois messages ont été adressés au Ministre guatémaltèque des affaires étrangères les 18 avril, 17 juillet et 1er novembre 1985, respectivement :

a) 18 avril 1985

[Original : anglais]

"... Mon attention a été appelée sur des informations faisant état de l'enlèvement et/ou de la disparition de personnes dont les corps ont été ensuite retrouvés. En particulier il a été fait mention du cas de

Carlos Ernesto Cuevas Molina qui aurait été enlevé par des hommes armés à Guatemala le 15 mai 1984 et dont on ignore toujours ce qu'il est devenu. Sa femme María Rosario Godoy de Cuevas, le frère de sa femme, Mynor Godoy Aldana et le fils de sa femme Auygusto Rafael Godoy, auraient disparu le 4 avril 1985 et auraient été ensuite retrouvés morts. Je crois donc qu'il y a de sérieuses raisons de craindre pour la vie de Carlos Ernesto Cuevas Molina. Un autre cas est celui d'un certain Joaquín Rodas Andrade. Selon les informations reçues, ce dernier aurait été enlevé par des hommes armés le 2 mars 1985 près de la caserne militaire Manuel Lisandro Barillas à Guatemala. Les militaires qui se trouvaient à proximité immédiate du lieu de l'enlèvement ne seraient pas intervenus. J'estime donc qu'il y a légitimement lieu de craindre pour la vie de Joaquín Rodas Andrade."

b) 17 juillet 1985

[Original : espagnol]

"... Mon attention a été appelée sur des informations concernant certain nombre de personnes qui auraient été enlevées le 18 juin 1985 à Patzun, Chimaltenango, par des militaires appartenant au détachement de Patzun et dont on craint que la vie ne soit sérieusement en danger. Il s'agirait de Juan Pablo Toj, Eustaquí Toj, Encarnación Bay, Florinda Yos, Juana Argip Coyzote, Esteban Pérez et Isabela Yos. Etant donné les allégations formulées antérieurement au sujet du massacre de 46 paysans en janvier 1985 dans le hameau de Xeatzan ainsi que de l'enlèvement de neuf paysans dans le même village et de 125 paysans en avril 1985 dans le hameau de Santa Anita de Las Canoas, San Martín Jilotepeque, Chimaltenango, je crois qu'il y a de sérieuses raisons de craindre pour la vie des personnes qui auraient été enlevées à Patzun. J'ajouterai qu'il m'a été communiqué que les habitants de Patzun seraient menacés de représailles par le commandant du détachement militaire, un certain capitaine Cabrera."

c) 1er novembre 1985

[Original : espagnol]

"... Mon attention a été appelée sur des informations concernant l'enlèvement par des membres de la police nationale, le 23 septembre 1985, à Guatemala, d'une personne dont le nom serait César Ramos et dont la vie serait sérieusement en danger. Selon ces informations, César Ramos aurait été blessé par balle à la tête au cours de sa détention au poste de police de La Parroquia, ce qui aurait été présenté par la police comme une tentative de suicide. Ramos aurait été transporté à l'hôpital où il serait resté sous la surveillance de la police. Compte tenu d'allégations analogues formulées dans le passé au sujet de patients disparus ou décédés après avoir été enlevés de leur chambre d'hôpital, il devrait y avoir de sérieuses raisons de craindre pour la vie de César Ramos."

31. La lettre suivante, datée du 22 juillet 1985, a été reçue de la Mission permanente du Guatemala auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original : espagnol]

"Je me réfère à votre télégramme du 17 juillet 1985 adressé au Ministre des affaires étrangères du Guatemala.

La série graves d'accusations énoncées dans ce télégramme contre mon gouvernement et les institutions de mon pays m'amène à vous exposer par écrit de façon aussi détaillée que possible la nature et l'origine des dites accusations.

Vous n'ignorez sans doute pas que le Guatemala, qui se trouve au centre du continent américain, est devenu, contre la volonté du peuple guatémaltèque, un pôle d'attention et un théâtre d'affrontement entre les intérêts géopolitiques et géostratégiques des superpuissances soucieuses d'affirmer leur hégémonie.

Il en est résulté une situation telle que, depuis 1962, des factions subversives se réclamant de l'idéologie de l'une ou l'autre des parties susmentionnées se livrent à des opérations militaires - souvent de caractère terroriste - sur le territoire et parmi la population guatémaltèques.

Dans ce contexte, il a été commis, au Guatemala, de nombreux actes de violence dont ces factions subversives - dans le cadre de leur guerre de propagande - attribuent régulièrement la responsabilité aux pouvoirs publics.

Les enquêtes qu'il a été possible de mener ont cependant montré que nombre de ces accusations étaient fabriquées de toutes pièces par ces factions subversives elles-mêmes chaque fois que doit se tenir une manifestation internationale afin d'avoir alors un prétexte pour dénigrer le Guatemala et son gouvernement.

Comme vous pourrez le constater vous-même d'après les photocopies de documents ci-jointes, une opération militaire menée par des éléments criminels subversifs des soi-disant Forces armées révolutionnaires (FAR) ayant entraîné le massacre de 11 personnes et l'enlèvement de neuf autres en décembre 1984 dans le département de Chimaltenango, a été utilisée par ces factions subversives elles-mêmes contre mon gouvernement à l'occasion de la quarante et unième session de la Commission des droits de l'homme.

En réponse à cette accusation, la Mission du Guatemala a adressé au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme une note d'explication, distribuée comme document officiel sous la cote E/CN.4/1985/60, dont vous avez certainement pris connaissance.

Beaucoup d'autres accusations contre mon gouvernement largement diffusées sur le plan international par les factions subversives sont du même ordre. Le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Guatemala et d'autres personnalités internationales soucieuses de faire la lumière sur les allégations des organisations subversives et de leurs alliés ont pu le vérifier par des enquêtes menées sur place.

Comme des accusations de ce genre peuvent être inventées par centaines par les factions subversives et que les enquêtes et les mises au point requises obligent mon gouvernement à dépenser des ressources dont il a un besoin urgent pour faire face à d'autres problèmes de caractère social, il importe de se demander s'il ne serait pas souhaitable que les organisations internationales compétentes n'examinent que les accusations fondées sur des preuves jugées valables par les membres de ces organisations chargés de les évaluer.



Je vous prie de bien vouloir tenir compte de tous ces facteurs pour évaluer toute accusation qui pourrait être portée à votre attention à l'avenir, ce qui permettra dans une large mesure d'établir de façon objective les faits qui se sont réellement produits au Guatemala..."

32. Le 23 juillet 1985, le Représentant permanent du Guatemala auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a rendu visite au Rapporteur spécial au sujet des allégations contenues dans les messages envoyés à son pays.

33. La lettre suivante, datée du 14 janvier 1986, a été reçue de la Mission permanente du Guatemala auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original : espagnol]

"... a l'honneur de se référer au télégramme du Rapporteur spécial du 17 juillet 1985 concernant certaines informations qui ont été portées à son attention.

A cet égard, la Mission permanente du Guatemala se permet de mentionner ce qui suit :

1) Enlèvements effectués le 19 juin 1985 à Patzun, Chimaltenango

Par la note 1442/DH/85 du 12 septembre, la Mission permanente du Guatemala a fait savoir au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires que les personnes ci-après dont la disparition avait été signalée ont bénéficié de mesures d'amnistie et ont actuellement réintégré leurs domiciles respectifs :

Santiago Toj Chirix  
Daniel Takera Muj  
Esteban Pérez Tuxal  
Alejandro Yoz Cum  
Juan Tzay Bajam  
Eugenia Yoz Muy  
María Anna Arcip Coyote et ses deux filles :  
Florinda Yoz Arcip et Isabel Yoz Arcip  
Leona Sisajan Bac.

Comme le Rapporteur spécial pourra le constater, certains de ces noms figurent dans le télégramme précité.

2) Massacre de 46 paysans indigènes en janvier 1985 dans le village de Xeatzan, Chimaltenango

Sur ce point, la Mission permanente du Guatemala a présenté à la Commission des droits de l'homme une note explicative sur les faits qui se sont véritablement produits, note qui a été distribuée comme document officiel de la quarante et unième session de la Commission (E/CN.4/1985/60) et qui est jointe à la présente communication pour information.

3) Massacre de 125 paysans à la fin du mois d'avril 1985 dans le village de Santa Anita de las Canoas, commune de San Martín Jilotepeque, Chimaltenango

A cet égard, la Mission permanente du Guatemala se permet de joindre à la présente communication un rapport circonstancié sur ce prétendu massacre d'où il ressort qu'un tel massacre n'a jamais eu lieu à l'endroit indiqué contrairement à ce que la presse locale a rapporté le 20 avril 1985 et à ce qui a été signalé au Rapporteur spécial.

La Mission permanente du Guatemala serait obligée au Rapporteur spécial de tenir compte des renseignements fournis ci-dessus dans le rapport définitif qu'il doit présenter à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-deuxième session.

Quant aux allégations mentionnées dans la note E/SO 214 (33-3) du 12 juillet 1985, la Mission permanente du Guatemala se permet de joindre à la présente communication une photocopie du rapport d'autopsie concernant Héctor Orlando Gómez Calito, rapport selon lequel la cause du décès a été "une hémorragie interne due à l'éclatement du foie..."

34. Les deux messages suivants ont été envoyés au Ministre guinéen des affaires étrangères.

a) 10 juillet 1985

[Original : anglais]

"... Mon attention a été appelée sur des allégations selon lesquelles un certain nombre de personnes pourraient être exécutées ... en tant qu'auteurs présumés d'une tentative de coup d'Etat le 4 juillet 1985. Il a en outre été affirmé qu'elles pourraient être exécutées sans jugement."

b) 18 juillet 1985

[Original : anglais]

"Me référant à mon télégramme du 10 juillet 1985 ... Etant donné la gravité des allégations formulées et la déclaration encourageante faite le 7 juillet 1985 par le Président Conte qui aurait invité, et je cite, ceux qui souhaitent intervenir pour défendre les droits de l'homme à le faire, fin de citation, j'espère fermement que des mesures positives ont été prises ou sont actuellement prises en vue d'assurer dans le cas susmentionné le respect des garanties prévues dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, notamment en ce qui concerne le droit de chacun de faire entendre sa cause équitablement par un tribunal, énoncé à l'article 14, dudit instrument. Je serais heureux ... de recevoir de votre gouvernement tous renseignements à ce sujet. En attendant, je reste à votre disposition pour le cas où votre gouvernement souhaiterait procéder à un dialogue constructif sur les questions ayant trait à la protection du droit à la vie."

35. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement guinéen.

36. Le 3 juin 1985, le message suivant a été envoyé au Ministre indonésien des affaires étrangères :

[Original : anglais]

"... Mon attention a été appelée sur l'allégation selon laquelle trois personnes dont les noms seraient Djoko Untung, Gatot Lestario et Rustomo pourraient être exécutées. Selon les informations reçues, ces trois personnes ont été arrêtées en 1968 et en 1969 à la suite de la tentative de coup d'Etat du 30 septembre 1965 qui a été attribuée au Parti communiste indonésien. Ces personnes ont présenté un recours à la Cour suprême et un recours en grâce au Président qui ont été tous deux rejetés en 1983 et 1984. Il a en outre été affirmé qu'un certain Mohammad Munir a été arrêté à la suite de la même tentative de coup d'Etat et exécuté le 14 mai 1985 et que 35 autres personnes ont été condamnées à la peine capitale pour leur participation à ladite tentative de coup d'Etat. Il a aussi été prétendu qu'un grand nombre des procès à l'issue desquels ces personnes ont été condamnées à mort se sont déroulés à huis clos et sans faire l'objet d'aucune notification préalable, qu'il n'a pas été accordé suffisamment de temps aux accusés pour consulter leurs avocats commis d'office, que les accusés ou leurs avocats n'ont eu que très peu de temps pour procéder à un contre-interrogatoire des témoins à charge ou pour faire comparaître des témoins à décharge et que la conduite de la procédure judiciaire n'a pas été impartiale."

37. Un communiqué de presse daté du 22 juillet 1985 a été reçu de la Mission permanente de l'Indonésie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Il contenait les renseignements suivants sur Mohammad Munir :

[Original : anglais]

"...

1. Bien que Munir fût un communiste notoire, il n'a pas été exécuté pour la simple raison qu'il était membre du Parti communiste indonésien (PKI) interdit mais parce qu'il a été condamné à la peine capitale en raison du crime impardonnable qu'il avait commis contre l'Etat et le peuple indonésien.

2. La condamnation à mort de Munir et de ses complices a été prononcée à l'issue d'une procédure judiciaire régulière dans le respect de la législation indonésienne en vigueur. L'affaire a été jugée en audience publique et portée devant les différentes instances prévues par la loi. Munir et ses coaccusés ont été admis à adresser un recours en grâce au Président, lequel, en vertu de la Constitution, est habilité à accorder ou à rejeter les recours en grâce qui lui sont présentés après avoir pris l'avis de la Cour suprême, du Ministre de la justice et du Procureur général. L'exécution des condamnés n'est donc qu'un aspect de la procédure légale normale qui est appliquée dans toute société civilisée et n'a rien à voir avec les droits de l'homme ou des sentiments vindicatifs quelconques de la part du Gouvernement indonésien à l'égard des membres du Parti communiste, comme certains le prétendent.

3. Le délai apparemment long qui s'est écoulé entre la condamnation et l'exécution est dû au temps qu'il a fallu aux autorités judiciaires

indonésiennes compétentes pour s'assurer que le droit avait été réellement respecté dans le cas de Munir et dans d'autres affaires analogues.

..."

38. Il a été signalé que Djoko Untung, Gatot Lestario et Rustomo avaient été exécutés entre le 1er et le 3 juillet 1985.

39. Le 9 avril 1985, le message suivant a été envoyé au Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran :

[Original : anglais]

"... Je me réfère d'autre part au télégramme du 29 août 1984 que j'ai adressé à Son Excellence concernant l'allégation selon laquelle 32 personnes pourraient être exécutées. Il a été annoncé ultérieurement que huit de ces 32 personnes avaient été exécutées. Des renseignements reçus dernièrement indiquent que trois des 32 personnes susmentionnées dont les noms seraient Farid Dhakiri, Mihran Tashakkur et Vahid Qudrat risqueraient d'être exécutées. Bien qu'ayant eu l'occasion de noter les déclarations faites par la délégation de la République islamique d'Iran au cours de la quarante et unième session de la Commission des droits de l'homme, je tiens à réaffirmer l'importance que j'attache à la protection du droit fondamental à la vie et à demander à Son Excellence tous renseignements que son gouvernement pourrait posséder sur les cas de ces personnes, en particulier les garanties dont elles bénéficient."

40. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement de la République islamique d'Iran.

41. Deux messages ont été adressés au Ministère des affaires étrangères de l'Iraq.

a) 24 septembre 1985

[Original : anglais]

"... Je voudrais aussi me référer à mon télégramme du 29 juin 1983 adressé à Votre Excellence concernant l'exécution, le 19 mai 1983, de six membres de la famille Al-Hakim et à ma lettre du 12 juillet 1985 adressée au Chargé d'affaires par interim de la Mission permanente de l'Iraq à Genève concernant l'allégation selon laquelle dix autres membres de la même famille, ainsi que de 15 membres du Parti démocratique kurde et trois membres de la Communauté chrétienne assyrienne d'Iraq auraient été exécutés.

J'ai pris note avec satisfaction des notes verbales des 5 janvier et 7 novembre 1983 et du 26 décembre 1984 par lesquelles votre Mission permanente à Genève me transmettait l'opinion de votre gouvernement sur la question des exécutions sommaires ou arbitraires. La note verbale du 7 novembre 1983 contenait des renseignements sur l'exécution des six membres de la famille Al-Hakim le 13 mai 1983, et précisait que celle-ci avait eu lieu, après une enquête et un jugement en bonne et due forme au cours desquels les accusés avaient bénéficié des garanties prévues par la loi, y compris le droit d'être assistés par un avocat. Tout en redisant combien j'ai apprécié l'attitude constructive que votre gouvernement a montrée à l'égard de mon mandat, je me vois dans

l'obligation d'appeler votre attention sur des informations qui me sont maintenant parvenues et qui seraient susceptibles de remettre en question la substance de la réponse qui m'a été adressée par votre gouvernement; il m'a en outre été rapporté qu'un autre membre de la famille Al-Hakim, Sayyid Muhammad Husain Al-Sayyid Muhammad Ali Al-Hakim, serait mort en détention au cours de la première semaine de juin 1985 des suites de tortures ou de mauvais traitements et que les membres des trois groupes de personnes qui avaient fait l'objet de ma lettre du 12 juillet 1985 n'avaient été ni inculpés ni jugés avant d'être exécutés. Ces allégations m'obligent à entreprendre à nouveau une démarche auprès de Votre Excellence pour lui demander des éclaircissements à ce sujet et lui faire part des graves inquiétudes qui ont été exprimées concernant la vie et le sort des membres de ces groupes de personnes détenues et en particulier des membres de la famille Al-Hakim arrêtés le 10 mai 1983 et qui seraient détenus depuis cette date sans aucun chef d'accusation..."

b) 6 décembre 1985

[Original : anglais]

"... J'aimerais appeler l'attention de Votre Excellence sur des informations qui me sont parvenues, selon lesquelles quatre personnes dont les noms ont été donnés comme étant Husam Ali Najim, Hazem Ali Najim, Haidar Ali et Saad Salem Youcif, seraient apparues à la télévision iraquienne le 23 novembre 1985 avec des traces de sévices sur le visage, et auraient avoué qu'elles avaient eu l'intention d'attaquer le territoire iraquien. Il était allégué en outre que ces personnes avaient été détenues au secret sans pouvoir communiquer avec leur Conseil et qu'aucune procédure judiciaire concernant cette affaire n'avait été rendue publique. Aussi craignait-on que ces quatre personnes n'aient été exécutées ou ne soient exécutées prochainement.

Sans vouloir aucunement prendre position sur ces allégations, je serais très reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir étudier cette question et de me communiquer aussi rapidement que possible toute information qu'elle pourrait posséder à ce sujet. J'apprécierais aussi de recevoir des informations sur les cas des membres de la famille Al-Hakim visés dans mon télégramme du 24 septembre 1985..."

42. Une lettre datée du 23 octobre 1985 contenant des informations sur les cas visés dans les télégrammes susmentionnés a été reçue de la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Le texte de cette lettre est reproduit au chapitre II, paragraphe 121.

43. Deux messages ont été adressés au Gouverneur général de la Jamaïque.

a) 8 mars 1985

[Original : anglais]

"... Mon attention a été appelée sur les cas de Louis Cooper et Elijah Kerr, qui, d'après les renseignements que j'ai reçus, risquent d'être exécutés de façon imminente. Je serais très reconnaissant à Votre Excellence de tout renseignement autorisé qu'elle pourrait me communiquer concernant ces affaires et lui demande instamment de différer pour l'instant ces exécutions."

b) 7 juin 1985

[Original : anglais]

"... J'ai l'honneur de me référer à mon télégramme du 9 mars 1985 dans lequel je demandais à Votre Excellence des renseignements autorisés sur les cas de Louis Cooper et Elijah Kerr, qui auraient été sur le point d'être exécutés. J'ai reçu récemment des informations selon lesquelles de nouveaux ordres auraient été donnés pour que ces deux personnes soient exécutées le 11 juin 1985 après qu'un sursis ait été accordé le 11 mars 1985. Je serais toujours très reconnaissant à Votre Excellence de toute information qu'elle pourrait me communiquer sur ces affaires."

44. La lettre ci-après du Gouverneur général de la Jamaïque, datée du 24 mai 1985, nous est parvenue par l'intermédiaire du Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le développement à la Jamaïque :

[Original : anglais]

"... J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 9 mars 1985 transmettant le télex de M. S. Amos Wako, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme pour la question des exécutions sommaires ou arbitraires.

J'aimerais que vous l'informiez que j'ai bien reçu son télex, et que vous lui fassiez savoir que les cas de Louis Cooper et Elijah Kerr n'entrent pas dans la catégorie des exécutions sommaires ou arbitraires.

Ces deux personnes ont été reconnues coupables de meurtre à l'issue d'un long procès conduit à la Jamaïque selon les formes et avec toutes les garanties reconnues par la loi, à savoir une enquête judiciaire préliminaire menée par un juge d'instruction, puis un jugement par un tribunal pénal itinérant avec juge et jury, qui les a déclarés coupables et condamnés à la pendaison, conformément à la loi. Ils ont interjeté appel et ont été déboutés par une cour d'appel composée de trois juges.

L'affaire a ensuite fait l'objet d'un recours devant le Comité judiciaire du Conseil privé en Angleterre, recours qui a été rejeté par les juristes éminents que sont les Law Lords.

Le Conseil privé de Jamaïque, que je préside et qui me donne des avis, a examiné très attentivement cette affaire à deux reprises et a décidé que la justice devait suivre son cours.

Depuis lors, d'autres procédures judiciaires ont été engagées mais avec le même résultat que celui que j'ai indiqué au paragraphe 5".

45. Les 23 août 1985, 18 novembre 1985 et 10 janvier 1986, trois messages ont été adressés au Ministère des affaires étrangères du Libéria :

a) 23 août 1985

[Original : anglais]

"... Mon attention a été appelée sur des informations concernant la comparution devant le tribunal militaire d'Ellen Johnson Sirleaf, une civile qui est jugée à huis clos par ce tribunal sans avoir eu le droit de se faire assister par un avocat de son choix, sous

l'inculpation de subversion. Toujours selon ces informations, il semblerait que si elle est déclarée coupable, elle pourrait être exécutée sans délai. Je me permets à ce propos d'appeler l'attention de Votre Excellence sur l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui prévoient les garanties propres à assurer un jugement équitable. Toute peine capitale prononcée à l'issue d'un procès conduit d'une manière incompatible avec les dispositions de l'article 14 du Pacte est considérée à priori comme une violation du droit à la vie proclamé à l'article 6 du Pacte..."

b) 18 novembre 1985

[Original : anglais]

"... Mon attention a été appelée sur des informations selon lesquelles, à la suite de récents événements, un certain nombre de civils innocents auraient peut-être été exécutés sommairement, ainsi que sur des renseignements d'où il ressort que le droit à la vie de plusieurs autres personnes pourrait être menacé. A cet égard, je me permets de rappeler l'appel pressant que j'avais lancé en ce qui concerne Mme Ellen Johnson Sirleaf dont on me laisse entendre que la vie pourrait à nouveau être menacée comme d'ailleurs celle de M. Byron Tarr, de M. Tuan Wren et d'autres personnes..."

c) 10 janvier 1986

[Original : anglais]

"... J'ai l'honneur de me référer à mon message du 18 novembre 1985... [concernant] diverses allégations selon lesquelles la vie d'un certain nombre de personnes pourrait être menacée et dans lequel j'exprimais le désir de recevoir toute information que votre gouvernement voudrait bien me communiquer concernant les faits allégués.

Je suis actuellement en train de terminer mon rapport à la Commission des droits de l'homme dont la session doit s'ouvrir le 3 février 1986 et j'espère donc que le Gouvernement de Votre Excellence sera en mesure de me fournir les informations demandées dans mon message du 18 novembre 1985. Si nécessaire, je serais disposé à engager des consultations directes à cet effet avec votre gouvernement et à me rendre à Monrovia à la date que vous jugerez appropriée..."

46. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement libérien.

47. Le 4 avril 1985, a été adressé au Ministre des affaires étrangères de la Jamahiriya arabe libyenne le message suivant :

[Original : anglais]

"... Mon attention a été appelée sur des allégations selon lesquelles une personne qui répondrait au nom de Fathi Ash-Sha'Iri aurait été condamnée à mort en février 1985 et pourrait être exécutée prochainement. Cette personne n'aurait pas eu le droit de se faire assister par un avocat ni le droit de faire appel. Par ailleurs, il semblerait qu'un certain nombre d'autres personnes risquent également d'être exécutées, certaines sans avoir été jugées."

48. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne.

49. Deux messages ont été adressés au Ministre des affaires étrangères du Pakistan.

a) 4 mars 1985

[Original : anglais]

"... J'ai l'honneur de me référer à mon télégramme Ref MSC 7495 du 9 novembre 1984, dans lequel j'appelais l'attention de votre Excellence sur des allégations concernant l'exécution éventuelle de quatre personnes dont les noms seraient Abdul Nasir Baluch, Mohammad Essa Baluch, Saifullah Khalid Lashari Baluch et Mohammad Ayub Malik. D'autres informations nous sont parvenues selon lesquelles Mohammad Essa Baluch, Saifullah Khalid Baluch et Mohammad Ayub Malik auraient bénéficié d'une commutation de peine. Toutefois, il semblerait que Abdul Nasir Baluch dont le recours en grâce n'a pas été accepté, devrait être exécuté prochainement."

b) 8 mars 1985

[Original : anglais]

"... Mon attention a été appelée sur des allégations concernant l'exécution éventuelle d'une personne dont le nom serait Ayaz Samoo. Selon ces renseignements, Ayaz Samoo aurait été condamné à mort pour meurtre le 3 mars 1985 par un tribunal militaire d'exception de Karachi. D'après ces allégations, le procès aurait eu lieu à huis clos et la procédure du tribunal militaire d'exception n'aurait pas assuré de garanties suffisantes des droits de la défense et en particulier du droit qu'a toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi. Toujours d'après ces allégations les aveux que Samoo aurait faits sous la contrainte auraient été acceptés comme preuve par ce tribunal militaire d'exception."

50. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement pakistanais.

51. Il nous a été rapporté que Ayaz Samoo avait été exécuté le 26 juin 1985 à la prison de Karachi.

52. Le 24 décembre 1985, a été adressé au Ministre des affaires étrangères de la Somalie le message suivant :

[Original : anglais]

"... Je voudrais appeler l'attention de votre Excellence sur le fait que j'ai reçu des informations selon lesquelles un certain nombre de personnes pourraient être jugées par la Cour de sûreté de l'Etat pour haute trahison et complot contre la sûreté de l'Etat en vertu de la loi No 54 de septembre 1970 sur la sûreté de l'Etat. A cet égard, on a exprimé la crainte que ces personnes ne soient exécutées immédiatement si elles étaient déclarées coupables. Parmi les personnes qui pourraient être jugées par la Cour de sûreté de l'Etat le 25 décembre 1985, on m'a



cité les quatre noms suivants : Omar Arteh Ghalib, Omar Habi Mohamed, Mohamed Aden Sheikh et Mohamed Yusuf Weirah. La date du procès de quatre autres personnes dont les noms seraient Asmail Ali Abokor, Osman Mohamed Ghelle, Abdi Ismail Yunis et Suleiman Nuh Ali, ne serait pas encore connue."

53. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement somali.

54. Deux messages ont été adressés au Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud :

a) 20 août 1985

[Original : anglais]

"... Mon attention a été appelée sur des informations concernant l'exécution par pendaison, prévue pour le 21 août 1985, de Benjamin Moloïse, condamné à mort le 6 juin 1983 par la Cour suprême de Pretoria après avoir été déclaré coupable du meurtre d'un membre des forces de sécurité. Les informations que j'ai reçues laissent planer des doutes sérieux quant au déroulement du procès à l'issue duquel M. Moloïse a été déclaré coupable, compte tenu en particulier du fait qu'il s'est déroulé à huis clos. Ces faits relèvent de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui prévoit des garanties propres à assurer un jugement équitable. Toute peine capitale prononcée à l'issue d'un procès conduit d'une manière incompatible avec les dispositions de l'article 14 du Pacte est considérée a priori comme une violation du droit à la vie proclamé à l'article 6 du Pacte ..."

55. La réponse ci-après datée du 13 septembre 1985 a été reçue du représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

[Original : anglais]

"... J'ai été chargé par les autorités sud-africaines compétentes d'accuser réception du télex No 1339 que le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la question des exécutions sommaires ou arbitraires a adressé au Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud au sujet de la condamnation prononcée le 6 juin 1983 par la Division de la province du Transvaal de la Cour suprême d'Afrique du Sud contre Malesela Benjamin Moloïse.

Ainsi que vous vous en souviendrez certainement, Moloïse a comparu le 5 mai 1983 devant la Division de la province du Transvaal de la Cour suprême d'Afrique du Sud sous l'inculpation de meurtre pour avoir, le 7 novembre 1982 ou aux alentours de cette date, à Mamelodi (district de Pretoria-Nord) ou près de cette localité, volontairement et illégalement causé la mort de Phillipus Selepe, un adulte de race noire. M. Selepe était membre de la police sud-africaine. Selon l'accusation, Moloïse aurait ouvert le feu sur la victime qu'il aurait atteinte à plusieurs reprises. Celle-ci est décédée des suites de blessures multiples par arme à feu. Huit balles au moins provenant d'une arme à feu lui avaient pénétré dans le corps.

Le 18 février 1983, après son arrestation par la police, Moloïse a fait devant un juge des aveux dans lesquels il reconnaissait notamment avoir tiré sur la victime à son domicile. Ces aveux ont été confirmés par Moloïse le 31 mars 1983 lorsqu'il a comparu devant le tribunal de Pretoria-Nord conformément à l'article 119 du Code de procédure pénale de 1977 pour y répondre d'une accusation de meurtre. L'affaire a ensuite été renvoyée devant la Cour suprême du Transvaal pour y être jugée.

Au cours de son procès, Moloïse a nié avoir tiré sur la victime et a fondé sa défense sur un alibi. L'accusation a notamment produit le témoignage du beau-frère de la victime qui a déclaré avoir assisté à la fusillade devant la maison, sans pouvoir identifier l'assaillant. Dans son jugement, le juge a rejeté les dénégations et l'alibi de Moloïse.

Le 6 juin 1983, Moloïse a été reconnu coupable sur la base de ses propres aveux corroborés, sur le plan matériel, par des témoignages indépendants.

Le 14 septembre 1983, le juge du fond a refusé à Moloïse le droit de faire appel devant la Cour d'appel, Moloïse s'est alors adressé au président de la Cour suprême pour obtenir l'autorisation nécessaire. Le 7 novembre 1983 celui-ci a refusé l'autorisation demandée. Lorsqu'il a prononcé la sentence, le juge du fond a déclaré qu'il n'y avait pas de circonstances atténuantes en faveur de Moloïse. Il a dit notamment :

'Il ressort très clairement des témoignages que l'accusé lui-même a fourni les raisons de son acte abominable, à savoir qu'il avait reçu l'ordre de l'ANC, ceux avec qui il frayait, d'éliminer un policier innocent - qui, pour autant que l'on puisse en juger d'après les éléments dont dispose le tribunal, était simplement en train de faire son travail - et qu'en fait il avait joué le rôle d'exécuteur des hautes oeuvres en tirant sur la victime.' (traduction).

Moloïse a été déclaré coupable de meurtre, crime punissable de la peine capitale, en vertu de la common law, s'il n'existe pas de circonstances atténuantes. Ce chef d'accusation, qui n'a aucun rapport avec la législation africaine sur la sûreté de l'Etat, est purement fondé sur des principes juridiques normaux.

Vous précisiez également dans votre télex que les informations que vous aviez reçues laissaient planer des doutes sérieux compte tenu du fait que le procès s'était déroulé à huis clos et que l'on se trouverait donc dans un cas relevant de l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, qui prévoit des garanties propres à assurer un jugement équitable. A cet égard, il m'a été demandé de vous faire remarquer que :

1. Un seul des 18 témoins a déposé à huis clos,
2. Le registre d'audience compte 548 pages, dont 39 seulement concernent une déposition à huis clos,
3. Le huis clos a été prononcé afin de protéger le témoin en question. Celui-ci était menacé et a donc été gardé en détention pour sa propre protection. La défense n'a d'ailleurs pas vu d'objections à ce que cette partie du procès se déroule à huis clos. Au cours de l'audience à huis clos, la procédure régulière a été respectée,

4. L'article 14, paragraphe 1, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques prévoit la possibilité de prononcer le huis clos;
5. La loi No 51 de 1977 de la République sud-africaine relative à la procédure pénale prévoit également cette possibilité.

Pour toutes les raisons susmentionnées, nous estimons qu'il n'y a pas eu violation de l'article 14, paragraphe 1 du Pacte, contrairement à ce que laissait entendre M. Wako dans son télex au Ministre des affaires étrangères."

b) 6 décembre 1985

[Original : anglais]

"... Je voudrais appeler l'attention de votre Excellence sur le fait que j'ai reçu des informations selon lesquelles, au cours des attaques qui auraient été perpétrées les 24, 25 et 26 novembre 1985 par des "vigilants" contre des résidents de la commune de Huhudi dans le nord de la province du Cap, une personne dont le nom serait Sylvester Gasebue aurait été sortie de force d'une maison et abattue à bout portant par un des "vigilants" le 25 novembre. Une autre personne dont le nom serait Thomas Seitsang aurait été assaillie par les vigilants le 26 novembre et son cadavre aurait ensuite été retrouvé à la morgue avec des traces de blessures par balles. Toujours selon ces allégations, les vigilants, y compris certains conseillers municipaux, agiraient avec la protection de la police, celle-ci n'aurait pris aucune mesure contre les assaillants et elle n'aurait pas non plus recueilli les dépositions des témoins oculaires. Dans ces conditions, on craignait que la vie d'autres résidents de Huhudi ne soit menacée."

#### D. Auditions conjointes sur la situation en Afrique australe

56. Le Rapporteur spécial, et le Président du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe se sont retrouvés à Lusaka, en Zambie, du 13 au 19 novembre 1985, pour y procéder à des auditions conjointes sur la situation en Afrique australe. Ces auditions faisaient suite à des consultations tenues entre le Rapporteur spécial et le Président au cours de la réunion d'urgence du Groupe spécial en août 1985. A cette occasion, le Rapporteur spécial et le Président étaient tombés d'accord sur le fait que, vu la gravité de la situation des droits de l'homme et les allégations de plus en plus sérieuses de violations des droits de l'homme en Afrique australe et en Namibie, et en particulier les allégations concernant le mépris généralisé du droit à la vie, il était de la plus haute importance d'obtenir à ce sujet des informations récentes et de première main. Les informations obtenues au cours de ces auditions conjointes sont reproduites au chapitre 3, paragraphes 179 à 183 et 192 à 195.

## II. SITUATIONS

57. Les renseignements reçus par le Rapporteur spécial pendant son mandat en cours comprennent des allégations faisant état d'exécutions ou de décès qui auraient pu se produire en l'absence des garanties visant à protéger le droit à la vie, qui sont énoncées dans différents instruments internationaux comme le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (art. 4, 6, 7, 9, 14 et 15), l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, le

Code de conduite pour les responsables de l'application des lois et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (résolution 39/46 de l'Assemblée générale du 10 décembre 1984) ainsi que dans les Garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort adoptées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1984/50 du 25 mai 1984.

58. En 1984, le Rapporteur spécial a communiqué à 21 gouvernements des allégations concernant des exécutions sommaires ou arbitraires qui auraient pu avoir lieu dans leurs pays. Au moment où le présent rapport a été achevé, des réponses avaient été reçues de 15 gouvernements.

59. Les allégations que le Rapporteur spécial a prises en considération concernent :

a) des exécutions effectives ou imminentes :

i) sans jugement

ii) avec jugement, mais sans que les droits ci-après aient été respectés :

- a. droit de l'intéressé à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial établi par la loi, et en particulier
- b. droit de l'intéressé d'être informé, dans le plus court délai, de l'accusation portée contre lui,
- c. droit d'avoir l'assistance et les conseils d'un défenseur,
- d. droit de ne pas être forcé de témoigner contre soi-même ou de s'avouer coupable,
- e. droit de former un recours auprès d'une juridiction supérieure, conformément à la loi,
- f. droit de ne pas être à nouveau jugé ou condamné en raison d'une infraction pour laquelle l'intéressé a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif,
- g. droit de ne pas être condamné pour des actions ou omissions qui, au moment où elles ont été commises, ne constituaient pas un acte délictueux d'après le droit national ou international et de ne pas faire l'objet d'une peine plus forte que celle qui était applicable au moment où l'acte délictueux a été commis.

b) Décès qui se sont produits :

i) par suite de tortures ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants au cours de la détention,

ii) par suite de l'emploi abusif de la force par la police, l'armée ou toute autre force gouvernementale ou paragouvernementale,

- iii) par suite de violences commises par des groupes paramilitaires sous contrôle officiel;
- iv) par suite de violences commises par des groupes non gouvernementaux.

60. En 1985, le Rapporteur spécial a communiqué des allégations faisant état d'exécutions sommaires ou arbitraires à 17 gouvernements. Au moment où le présent rapport a été achevé, des réponses avaient été reçues de 11 gouvernements.

61. Après examen approfondi des renseignements reçus, le Rapporteur spécial a décidé de demander un complément d'information concernant plusieurs de ces cas.

#### A. Allégations communiquées en 1984

62. Dans son rapport à la quarante et unième session de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1985/17), le Rapporteur spécial s'est abstenu de mentionner certaines allégations faisant état d'exécutions sommaires ou arbitraires (voir chap. III, par. 63 à 72 du rapport). Le Rapporteur spécial a estimé que les gouvernements intéressés pouvaient avoir besoin de délais supplémentaires pour effectuer des enquêtes sur ces allégations, car la majorité des gouvernements auxquels lesdites allégations avaient été communiquées n'avaient pas répondu avant l'achèvement du rapport. Au moment où le présent rapport a été achevé, la plupart de ces gouvernements avaient répondu aux allégations communiquées en 1984, que le Rapporteur spécial a donc été en mesure d'examiner. Dans certains cas, le Rapporteur spécial a reconnu les efforts positifs déployés par les gouvernements et a décidé de ne pas demander d'autres renseignements. Dans d'autres cas, ce sont les gouvernements qui ont demandé au Rapporteur spécial de leur fournir plus de précisions sur ces allégations afin de faciliter leurs enquêtes, et le Rapporteur spécial leur a répondu favorablement dans le cadre de sa politique de coopération permanente avec ces gouvernements.

63. Les paragraphes ci-après rendent compte des allégations communiquées aux gouvernements intéressés et des réponses à ces allégations qui ont retenu l'attention du Rapporteur spécial en sus des cas restés en attente depuis l'année précédente. Ces allégations sont présentées dans l'ordre alphabétique des pays concernés et se rapportent aux dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques concernant la protection du droit à la vie, à savoir les articles 4, 6, 7, 9, 14 et 15.

64. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant l'Afghanistan, qui se lit comme suit :

"Un certain nombre de personnes auraient été exécutées après avoir été condamnées à mort par un tribunal révolutionnaire d'exception sans avoir eu la possibilité de former un recours auprès d'une juridiction supérieure.

Parmi les personnes qui auraient été exécutées, figureraient celles dont les noms suivent :

#### En septembre 1984

Modir Nasrat, Mohammad Nasim, Mohammad Akbar, Khwaja Esma'il, Mohammad Wali, Ata Mohammad, Mohammad Ma'em, Ni'az Mohammad, Mohammad Akbar, Mohammad Jofar, Habiborrahman, Chaghal Mohammad, Mohammad Mahfuz et Habibollah.

En outre, un certain nombre d'autres personnes auraient été condamnées à mort par le même tribunal et dans les mêmes conditions.

65. Aucune réponse écrite n'a été reçue du Gouvernement afghan. Toutefois, le Rapporteur spécial a reçu le 14 janvier 1986 une communication téléphonique de la Mission permanente de l'Afghanistan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, selon laquelle il n'y avait pas d'exécutions sommaires ou arbitraires en Afghanistan.

66. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant le Brésil, qui se lit comme suit :

"Un grand nombre de personnes, qui seraient pour la plupart des paysans et des ouvriers agricoles, auraient été tuées par les forces de police ou par des personnes recrutées à cet effet dans différentes parties du pays au cours de dernières années, à la suite de litiges concernant la propriété foncière. Des dirigeants syndicaux et des avocats qui se seraient employés à défendre ces paysans et ouvriers agricoles dans ces litiges figureraient également parmi les victimes."

67. Le 15 janvier 1986, le représentant permanent du Brésil auprès de l'Office des Nations Unies à Genève est venu voir le Rapporteur spécial au sujet de ces allégations. Au cours de sa visite, il a remis au Rapporteur spécial la lettre suivante, datée du 16 janvier 1986 :

[Original : anglais]

"... Les allégations portées à l'attention du Gouvernement brésilien sont trop vagues pour que les autorités brésiliennes puissent tenter d'y apporter une réponse précise qui pourrait aider à élucider tel ou tel fait.

Toutefois, le Gouvernement brésilien apprécie à sa juste valeur l'oeuvre entreprise par le Rapporteur spécial et voudrait présenter quelques observations à caractère général.

Le gouvernement est pleinement conscient du fait que des tensions se sont développées dans plusieurs régions du pays à propos de problèmes de propriété foncière et que, malheureusement, ces tensions ont dégénéré en incidents graves avec violences et perte de vies humaines.

Le gouvernement est résolu à ne pas permettre que ces violences se poursuivent et il a entrepris une double action :

Tout d'abord, en intervenant aussi rapidement et efficacement que possible pour mettre fin aux violences et traduire en justice les responsables d'actions illégales.

Des mesures ont récemment été prises pour accroître l'efficacité de l'organisme national chargé de la protection des droits de l'homme (le Conseil de la défense des droits de la personne humaine). C'est ainsi qu'a été créée notamment une section particulière du secrétariat du Conseil, placée sous la responsabilité d'un rapporteur spécial ("défenseur") qui sera chargée de s'occuper des cas de violences dans les zones rurales. Le Conseil sera ainsi mieux à même d'axer son attention sur ces problèmes, afin que des mesures appropriées puissent être prises par le gouvernement.

Deuxièmement, le gouvernement a décidé de s'attaquer au problème des régimes fonciers, en vue d'éliminer les situations de tensions conduisant à des actes de violence. Le gouvernement est convaincu que l'application du plan national de réforme agraire qui a été adopté dernièrement constituera une contribution importante à la réalisation de cet objectif. Il a l'intention de continuer à oeuvrer résolument dans cette voie."

68. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant le Tchad, qui se lit comme suit :

"En septembre 1984, un certain nombre de personnes - des civils non combattants - qui étaient soupçonnées d'être des opposants au gouvernement, auraient été tuées dans les préfectures du Moyen-Chari et du Logone occidental dans le sud du Tchad par les troupes gouvernementales. On mentionne aussi un incident survenu le 27 septembre à Deli, dans la préfecture du Logone occidental, au cours duquel un certain nombre d'anciens opposants au gouvernement auraient été exécutés par les troupes gouvernementales.

Dans plusieurs de ces cas, les victimes auraient été exécutées au hasard, par mesure de représailles."

69. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement tchadien.

70. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant la Colombie, qui se lit comme suit :

"Plusieurs personnes auraient été tuées par l'armée, la police ou des forces paramilitaires, en particulier dans les secteurs où des activités de groupes de guérilleros étaient signalées. Le nombre de personnes tuées d'août 1982 à mai 1984 aurait été d'environ 900. Parmi les victimes se seraient trouvés notamment des paysans, des personnes s'occupant activement de la défense des droits de l'homme, des dirigeants syndicaux et des personnes qui avaient bénéficié d'une loi d'amnistie décrétée en novembre 1982; dans tous les cas, il se serait agit de civils non armés. D'après un communiqué officiel publié le 20 février 1983, le Procureur général avait fait un rapport sur la participation des forces de sécurité aux meurtres extrajudiciaires et sur leur responsabilité, accompagné de recommandations concernant les mesures légales à prendre à l'encontre de plusieurs membres des forces en question."

71. La lettre suivante, datée du 30 octobre 1984, a été reçue de la Mission permanente de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original : espagnol]

"...

Comme vous le savez, la Colombie est régie par des principes de droit qui sont exemplaires à maints égards, les moyens de la démocratie, notamment le droit d'opposition et le respect des libertés fondamentales des citoyens, y sont assurés conformément à notre système juridique et aux accords internationaux signés par le pays.

Il est, je crois, particulièrement opportun d'appeler votre attention, eu égard à vos fonctions officielles, sur la proposition que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a adoptée par consensus à sa 34ème séance tenue le 29 août 1984. Cette proposition portait sur la loi d'amnistie et sur le processus de paix, de réconciliation et de réinsertion des rebelles armés mis en oeuvre par le Gouvernement colombien.

Comme vous pouvez le constater, les experts indépendants de la Sous-Commission ont considéré non seulement que le Gouvernement colombien méritait des éloges pour avoir adopté cette loi et ce processus mais aussi que 'ce genre d'initiative, qui constitue un remarquable précédent, doit être encouragée, étant donné qu'elle transforme progressivement un processus de conflit en une dynamique de paix et crée des conditions propices à la réconciliation nationale dans la mesure où elle tient compte non seulement des effets mais également des causes économiques et sociales de la situation'.

Puis-je vous suggérer respectueusement de prendre ce précédent en considération pour vous faire une opinion sur la situation en Colombie en prévoyant un délai raisonnable pour que le processus d'amnistie et de réconciliation puisse porter ses fruits.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma très haute considération. Soucieux de coopérer avec vous à l'exécution de votre mandat, je transmets votre lettre du 24 octobre à mon gouvernement."

72. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant le Honduras, texte qui se lit comme suit :

"En 1983, plusieurs personnes auraient été tuées pour des motifs que l'on a qualifiés de politiques. La majorité des victimes étaient des dirigeants politiques ou syndicaux qui, quelques jours avant leur assassinat, auraient affirmé en public être poursuivis par des forces de sécurité du gouvernement. On a affirmé en outre que les auteurs de ces crimes se déplaçaient dans des véhicules sans plaques minéralogiques et qu'ils portaient des armes que les militaires et les membres des forces de sécurité sont seuls à posséder.

Vous trouverez ci-après quelques-uns des cas signalés :

Herminio Deras, mort le 29 janvier 1983 dans une rue du quartier de Las Flores à San Pedro Sula,

Ovidio Santos, mort le 10 mars 1983,

Dagoberto Padilla et plusieurs autres personnes, morts le 29 mars 1983 dans la bourgade d'El Balsamo, près d'El Progreso, Département de Yoro,

Juan Patron Frish, mort le 28 février 1983 à l'hôpital école de Tegucigalpa,

José Bustamante et trois de ses frères, tués après avoir été enlevés à leur domicile de San Esteban, département d'Olancho, le 18 avril 1983,



José Luis Alvarez Rivera, mort le 1er juin 1983 dans une clinique privée d'El Progreso, département de Yoro,

Margarita Lopez, morte le 11 février 1983 dans la région de Guanchias, département de Yoro,

José Leonel Chévez, ressortissant nicaraguayen, mort le 28 juin 1983 au commissariat de police de San Pedro Sula,

José Angel Pinto Palencia, mort le 10 mars 1983 dans la ville d'Ocotepeque."

73. La lettre suivante, datée du 15 janvier 1986, a été reçue de la Mission permanente du Honduras auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original : espagnol]

"...

J'ai l'honneur de vous faire parvenir par la présente note le texte d'un télex que le Ministère des relations extérieures du Honduras a envoyé à notre représentation diplomatique et dont le libellé est le suivant :

'Resutelex 005. En référence à la communication du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme pour la question des exécutions sommaires ou arbitraires, je tiens à réaffirmer la volonté du Gouvernement hondurien de poursuivre ses efforts pour faire la lumière sur les cas dénoncés.'

..."

74. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant l'Indonésie, texte qui se lit comme suit :

"Comme en 1983, on a de nouveau signalé l'assassinat de plusieurs personnes par les forces de sécurité dans la cadre de la campagne de lutte contre la criminalité, en particulier à Djakarta et dans la région occidentale de Java. On a évalué entre 4 000 et 8 500 le nombre total de personnes tuées depuis le début de cette campagne en avril 1983.

Il a été signalé qu'en 1983 et 1984 dans le Timor oriental plusieurs personnes seraient mortes en détention ou auraient été exécutées à l'issue de procès qui n'auraient pas été entourés de garanties permettant de protéger le droit à la vie des individus. Un nombre important de civils, non armés pour la plupart, auraient aussi été tués par l'armée. En outre, deux personnes auraient été tuées alors qu'elles étaient détenues au siège de la police de l'Irian Jaya, à Jayapura, en avril 1984. Leurs noms seraient Arnold Ap et Edward Mofu. Une autre personne qui répondrait au nom d'Azer Demotekai serait morte des suites de tortures, en février 1984, après avoir été enlevée et détenue par une unité de commandos parachutistes indonésienne."

75. La lettre suivante, datée du 10 janvier 1985, a été reçue de la Mission permanente de l'Indonésie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original : anglais]

"...

1. S'agissant des personnes qui auraient été tuées en 1983 par les forces de sécurité dans le cadre de la campagne de lutte contre la criminalité à laquelle vous faites référence dans votre lettre et dans son annexe, le Représentant permanent de l'Indonésie a fourni à ce sujet les éclaircissements appropriés dans sa lettre 141/POL-040/84 du 24 janvier 1984 qui est mentionnée dans votre communication. Nous n'avons pas d'autres renseignements à vous communiquer si ce n'est qu'il n'y a pas eu d'autres cas d'assassinat mystérieux depuis 1984. On peut penser que c'est là le résultat des mesures préventives efficaces prises par le gouvernement pour mettre un terme à ces assassinats.

2. Les allégations mentionnées dans l'annexe de votre lettre selon lesquelles plusieurs personnes seraient mortes en détention en 1983 et 1984 ou auraient été exécutées à l'issue de procès qui n'auraient pas été entourés des garanties permettant de protéger le droit à la vie des individus, et selon lesquelles un nombre important de civils auraient été tués par l'armée, sont tout simplement fausses. Elles s'inscrivent dans le cadre d'une campagne malveillante visant à jeter le discrédit sur l'Indonésie, menée par certains éléments opposés à la décision de la majorité des habitants du Timor oriental d'être intégrés à l'Indonésie. La Constitution et la loi garantissent une procédure régulière à tout Indonésien, y compris aux habitants du Timor oriental. A ce jour, 79 personnes ont été condamnées par le Tribunal de district de Dili (tribunal de première instance) à des peines de prison après avoir été reconnues coupables des infractions visées au paragraphe 1 de l'article 110 et à l'article 106 du Code pénal (participation à un complot visant à soumettre la totalité ou une partie du territoire national à un gouvernement étranger ou à amener une partie du territoire national à faire sécession). Ces personnes purgent actuellement leur peine d'emprisonnement à Dili et dans d'autres villes d'Indonésie.

3. Arnold Clemens Ap, ancien conservateur du Musée d'anthropologie de l'Université Cendrawasih de Jayapura, Irian Jaya, a été arrêté le 30 novembre 1983 parce qu'il était soupçonné d'avoir pris part à des activités subversives. Le 22 avril 1984, en compagnie d'autres prisonniers incarcérés pour les mêmes raisons, dont Edward Mofu, il s'est évadé de la prison où il était détenu après avoir maîtrisé les gardiens et s'être emparé de leurs armes. Leur tentative d'évasion par la mer, au cours de laquelle Edward Mofu s'est noyé, a échoué. Arnold Ap a été tué le 26 avril 1984 à Pasir Enam, Jayapura au cours d'un échange de coups de feu avec la police. L'allégation selon laquelle Azer Demotekai serait mort en février 1984 à la suite de tortures est fausse. Aucune affaire dans laquelle serait impliquée une personne du nom d'Azer Demotekai ne figure dans les archives du Gouvernement indonésien.

Nous espérons sincèrement que les observations qui précèdent feront la lumière sur les questions mentionnées dans votre lettre et vous permettront d'établir un rapport objectif à l'intention de la Commission des droits de l'homme."

76. Le Rapporteur spécial a rencontré le représentant du Gouvernement indonésien le 22 octobre 1985 et le représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève le 16 janvier 1986. Lors de ces deux réunions, il a été confirmé que le nombre d'assassinats liés à la criminalité attribués par le gouvernement à des rivalités au sein de bandes criminelles organisées avait été très sensiblement réduit et qu'il n'y en avait pratiquement plus. Le Rapporteur spécial a également appris que le Gouvernement indonésien et le Comité international de la Croix-Rouge s'étaient entendus au sujet d'un arrangement destiné à retrouver la trace des personnes disparues.

77. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant la République islamique d'Iran, qui se lit comme suit :

"Plusieurs personnes auraient été exécutées secrètement ou publiquement sans aucun procès ou à l'issue de procès où les droits de la défense n'auraient pas été garantis. De juin 1981 à ce jour, le nombre total d'exécutions en République islamique d'Iran aurait été de 40 000.

Parmi les personnes exécutées, 10 231 auraient été identifiées, dont 430 âgées de moins de 18 ans, 15 enfants et 18 femmes enceintes. Au nombre de victimes présumées se trouveraient plusieurs membres de l'organisation bahaïe et du parti Tudeh".

78. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement de la République islamique d'Iran.

79. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant la Jamahiriya arabe libyenne, qui se lit comme suit :

"Huit personnes auraient été pendues dans diverses localités de la Jamahiriya arabe libyenne entre le 3 et le 10 juin 1984. Elles auraient été exécutées sans procès à la suite d'une décision du Congrès populaire de base.

Les noms des personnes exécutées seraient les suivants :

1. Sassi Ali Sassi Zikri, pendu le 3 juin dans le Nalut central,
2. Ahmad Ali Ahmad Sulayman, pendu le 3 juin dans le Nalut central,
3. Mohammad Said Al Shaybani, pendu le 4 juin à Tamzin,
4. Othman Ali Al Zarti, pendu le 5 juin à Souk Al Juma',
5. Assadeq Hamed Al Shuweihdi, pendu le 5 juin à Birkah, Benghazi,
6. Al Mehdi Rajab Abdel Salam, pendu le 7 juin à Tobrouk,
7. Abdel Bari Omar Mansour Fannoush Al Mijbiri, pendu le 7 juin à Jalu,
8. Farhat Ammar Hlab, pendu le 10 juin à Zuwarah.

L'exécution d'Assadeq Hamed Al Shuweihdi et d'Othman Ali Al Zarti aurait eu lieu dans l'heure qui a suivi leur arrestation".

80. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne.

81. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant le Nigéria, qui se lit comme suit :

"Au cours de l'année 1984, plusieurs personnes auraient été exécutées dans divers Etats du Nigéria après avoir été condamnées à mort par les tribunaux d'exception créés en application du décret No 5 du Conseil militaire suprême intitulé Décret de 1984 sur le vol qualifié et les armes à feu (dispositions spéciales), édicté en mars 1984. La procédure appliquée par ces tribunaux d'exception ne reconnaîtrait pas le droit des condamnés de former un recours."

82. La lettre suivante, datée du 20 mars 1985, a été reçue de la Mission permanente du Nigéria auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original : anglais]

"...

Le procès des personnes accusées en vertu du décret No 5 de 1984 sur le vol qualifié et les armes à feu (dispositions spéciales) n'est ni sommaire ni arbitraire car l'annexe audit décret contient des règles détaillées de procédure qui garantissent à l'accusation comme à la défense, dans des conditions d'égalité, le droit d'être entendu et celui de procéder à des interrogatoires et à des contre-interrogatoires. L'accusé peut également se défendre lui-même ou par l'intermédiaire d'un avocat de son choix. S'agissant de la composition du tribunal constitué pour juger les personnes accusées en vertu de ce décret, celui-ci est présidé, en application des dispositions de l'article 6 par un juge de la Haute Cour. Si un accusé est reconnu coupable et condamné par un tribunal, la sentence ne prend effet ou n'est exécutée qu'avec la sanction du Gouverneur militaire de l'Etat considéré qui peut confirmer ou rejeter la condamnation si les faits et les circonstances de l'espèce le justifient. A cet égard, nombreux sont les cas dans lesquels un gouverneur militaire a commué une peine capitale en une autre peine ou a décidé une remise de peine d'emprisonnement ou même a totalement désavoué une condamnation et fait remettre l'accusé en liberté. Il ressort clairement de tout cela que le décret de 1984 sur le vol qualifié et les armes à feu contient des dispositions suffisantes pour garantir que la cause sera entendue équitablement et que la décision d'un tribunal constitué pour juger les affaires relevant du décret sur le vol qualifié et les armes à feu sera sujette à révision.

A la lumière de ce qui précède, le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria est sincèrement convaincu que les allégations de refus du droit de recours dans le cadre de l'application du décret No 5 sont sans fondement. L'application de ce décret est en tous points conforme aux dispositions pertinentes du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et en particulier au paragraphe 5 de son article 14 qui prévoit le droit de faire appel d'une condamnation auprès d'une instance supérieure.

Je tiens en dernier lieu à vous assurer que mon gouvernement est disposé à vous prêter son concours, dans toute la mesure de ses moyens dans l'exécution du mandat qui vous a été confié, chaque fois que vous le souhaitez."

83. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant le Pakistan, qui se lit comme suit :

"Plusieurs personnes auraient été exécutées après avoir été condamnées à mort par des tribunaux militaires d'exception dans diverses régions du pays. Les procédures utilisées par ces tribunaux ne comporteraient pas les garanties légales permettant de protéger certains droits de la défense, tels que le droit de toute personne à ce que sa cause soit entendue équitablement et publiquement par un tribunal compétent, indépendant et impartial, établi par la loi, le droit de toute personne de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et de communiquer avec le Conseil de son choix, et surtout le droit d'interjeter appel devant une instance supérieure. Il a en outre été allégué que l'Ordonnance constitutionnelle provisoire de 1981 interdisait aux tribunaux civils d'examiner en appel une décision prise par un tribunal militaire ou par l'administration de la loi martiale".

84. Les lettres suivantes datées des 14 novembre 1984 et 10 janvier 1985, ont été reçues de la Mission permanente du Pakistan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

a) 14 novembre 1984

[Original : anglais]

"...

J'ai l'honneur de vous informer que les allégations contenues dans l'annexe à votre lettre citée en référence sont sans fondement. Je vous signale, pour rétablir les faits, que les tribunaux militaires ont été habilités à juger les affaires de violation des ordonnances et des règlements sur la loi martiale ainsi que certaines affaires particulièrement graves relevant de la législation ordinaire. La compétence des tribunaux militaires a été étendue à ces dernières à la demande générale car les tribunaux de droit commun mettent plus longtemps que les tribunaux militaires pour juger une affaire. Cependant, la constitution de ces tribunaux militaires n'a nullement affecté dans la pratique le fonctionnement normal des tribunaux civils étant donné que seul un petit nombre d'affaires particulièrement graves sont renvoyées devant les tribunaux militaires.

Il est faux de prétendre que les droits de la défense ne sont pas respectés dans les procès qui se déroulent devant les tribunaux militaires. Les tribunaux observent, dans leur procédure, les normes judiciaires nécessaires pour administrer la justice. L'accusé a le droit d'être entendu personnellement et par l'intermédiaire d'un avocat de son choix, qui le représente. Il peut procéder au contre-interrogatoire des témoins et argumenter sur des points de droit et de faits. Les débats sont publics et tout le monde peut y assister dans les limites de la capacité de la salle d'audience. Il existe également un droit de recours auprès des administrateurs désignés de la loi martiale ou des lois annexes et, assez souvent, les auteurs de ces recours ont obtenu gain de cause et ont vu leurs condamnations annulées ou réduites".

b) 10 janvier 1985

[Original : anglais]

"...

Comme promis, je vous prie de trouver ci-joint pour  
information :

- i) Une note sur la constitution et la composition des tribunaux militaires,
- ii) Notre réponse à la déclaration écrite du Conseil mondial de la paix à la dernière session de la Commission des droits de l'homme,
- iii) Une note sur le programme d'élections et le retour à un régime civil,
- iv) La réponse du Pakistan aux allégations de persécution de la communauté Ahmadyya (nom qui figurait sur le mot que vous m'avez remis).

#### 'CONSTITUTION ET COMPOSITION DES TRIBUNAUX MILITAIRES

Il existe deux catégories de tribunaux militaires : les Special Military Courts (tribunaux militaires d'exception) et les Summary Military Courts (tribunaux militaires, jugeant en procédure sommaire) qui exercent la juridiction pénale depuis la promulgation de la loi martiale dans le pays. Conformément à l'Ordonnance No 4 de 1977 sur la loi martiale, la Special Military Court est réunie et constituée de la même manière, elle exerce les mêmes pouvoirs et elle suit la même procédure qu'une Field General Court Martial réunie et constituée en vertu de la loi de 1952 sur l'armée pakistanaise. L'article 87 de cette loi prévoit qu'une Field General Court Martial doit être composée d'au moins trois officiers. Cependant, ainsi qu'il est prévu dans l'ordonnance sur la loi martiale susmentionnée, toute personne exerçant les pouvoirs d'un magistrat de première classe ou d'un juge de la Cour suprême peut être nommée membre de ce tribunal et il n'est pas nécessaire que les fonctions de magistrat du parquet soient exercées par une personne de la loi de 1952, sur l'armée pakistanaise, elles peuvent l'être également par tout officier des forces armées pakistanaises ou de la police, procureur de la République ou avocat.

Une Summary Military Court exerce les mêmes pouvoirs et suit la même procédure que la Summary Court Martial constituée conformément à la loi de 1952 sur l'armée pakistanaise et les dispositions de cette loi et les règlements pris en application de celle-ci s'appliquent à cette procédure et la régissent, étant entendu que l'article 88 de la loi de 1952 sur l'armée pakistanaise qui prévoit que deux officiers ou deux officiers subalternes ou un officier et un officier subalterne doivent assister aux débats d'une Summary Court Martial ne s'appliquera pas dans le cas d'une Summary Military Court constituée en application de la loi martiale.

En ce qui concerne la comparution de l'avocat représentant l'accusé devant les Summary on Special Military Courts, il convient de relever qu'en vertu de l'article 23 du Règlement de 1954 relatif à la loi sur l'armée pakistanaise, un accusé bénéficie des facilités nécessaires pour préparer sa défense, qu'il est autorisé à communiquer librement avec ses témoins et avec tout ami, officier chargé de sa défense ou conseil qu'il peut souhaiter consulter et, sous réserve des règles susmentionnées, que son défenseur est autorisé à comparaître au nom de l'accusé.'

'EXTRAIT D'UNE REPONSE FAITE PAR LE REPRESENTANT DU PAKISTAN A  
UNE DECLARATION DU CONSEIL MONDIAL DE LA PAIX A  
LA QUARANTIEME SESSION DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
(E/CN.4/1984/NGO/9)

...

Qu'il me soit permis à présent de me référer à la déclaration écrite présentée par le Conseil mondial de la paix. Nous réfutons catégoriquement les accusations contenues dans le document E/CN.4/1984/9 daté du 9 février 1984. Les allégations concernant l'arrestation de milliers de prisonniers politiques sont dénuées de tout fondement et ont été réfutées à maintes reprises par mon gouvernement. Les prisonniers politiques dont les noms sont cités dans ce document, et notamment Mme Bhutto, sont tous en liberté. Le petit nombre de ceux qui sont toujours en détention pour avoir commis des infractions pénales, le sont parce qu'ils ont été condamnés par des tribunaux et non parce qu'ils sont la cible de persécutions politiques.'

'PROGRAMME D'ELECTIONS ET RETOUR A UN REGIME CIVIL

Au cours de la campagne pour le référendum de décembre 1984, le Président a déclaré que des élections aux assemblées nationales et provinciales seraient organisées conformément au programme qu'il avait annoncé le 12 août 1983 et que ce processus de consultation devrait être clos le 23 mars 1985. La Constitution qui est actuellement suspendue serait remise en vigueur d'ici là, une administration civile serait installée et la loi martiale serait levée. Les tribunaux créés en application de la loi martiale cesseraient alors de fonctionner et les règlements relatifs à la loi martiale seraient abolis.'

'REPONSE DU PAKISTAN AUX ALLEGATIONS DE PERSECUTION PORTEES PAR  
LA COMMUNAUTE AHMADIYYA AU PAKISTAN

Les allégations portées par certains membres de la communauté ahmadiyya méritent d'être examinées dans leurs perspectives historiques et socio-économiques. C'est en 1974 qu'à l'issue d'un débat prolongé à l'Assemblée nationale et après avoir étudié attentivement tous les points de vue, y compris ceux présentés par les responsables de la communauté ahmadiyya, que le parlement a décidé de déclarer que cette communauté constituait une minorité non musulmane. En dépit de la décision de l'Assemblée nationale, les membres de la communauté ahmadiyya ont continué de prêcher et de propager leurs croyances en se réclamant de l'Islam, ce qui a créé des tensions et aggravé les risques de conflit menaçant surtout leur propre sécurité. Le Gouvernement pakistanais a donc décidé de promulguer l'Ordonnance de 1984 relative aux activités anti-islamiques du groupe Qadiani, du groupe Lahori et des Ahmadis (interdiction et répression) qui, tout en interdisant à

la communauté ahmadiyya de se livrer à des activités pouvant porter préjudice à l'Islam, assure également la protection de ses droits. Aux termes de cette ordonnance, les membres de la communauté sont libres de pratiquer leur culte et ils n'ont fait l'objet d'aucune pression pour les faire changer de religion. La loi les empêche seulement de prêcher et de propager leurs croyances en se réclamant de l'Islam. Les membres de la communauté bénéficient des mêmes droits et privilèges que n'importe quel autre citoyen ou groupe du pays. Ils continuent de participer de plein droit aux affaires de la nation, certains d'entre eux occupant même des postes élevés dans l'administration.

Les droits de la communauté ahmadiyya, en tant que minorité sont entièrement protégés et les allégations selon lesquelles ils auraient été déchus de leurs droits civiques, limogés de postes élevés dans l'administration, écartés lors des promotions à des postes supérieurs, et refusés à l'entrée des universités ou d'autres établissements d'enseignement supérieur, sont totalement dénuées de fondement. Le gouvernement a pris une série de mesures complète pour protéger leur vie, leurs biens et leurs lieux de culte. Il n'y a eu aucun cas de mauvais traitement ou de harcèlement de membres de la communauté ahmadiyya du fait de leurs croyances.

L'ordonnance promulguée par le Gouvernement pakistanais doit être envisagée dans une perspective historique car elle constitue un prolongement de la décision prise par l'Assemblée nationale en 1974. Cette ordonnance a principalement pour objet d'interdire toute activité anti-islamique susceptible de choquer les sentiments de la société en général et de susciter des tensions entre diverses couches de la société. L'ordonnance prévoit une protection juridique intégrale de la vie, de l'honneur et des biens de la communauté ahmadiyya comme des autres communautés minoritaires. Tous les textes constitutionnels promulgués depuis l'indépendance du Pakistan en 1947 contiennent des dispositions qui garantissent les droits des minorités.

Dans les communications adressées par la communauté ahmadiyya au Secrétaire général, elle reconnaît elle-même que 'cette ordonnance n'a pas encore reçu une application étendue ...' et on n'y trouve aucune allégation ou indication de 'violation flagrante et systématique des droits de l'homme'. Il convient de souligner que, loin de les exacerber, le gouvernement s'est constamment efforcé d'atténuer les tensions qui pouvaient exister entre la communauté ahmadiyya et d'autres groupes sociaux et il est de notoriété publique qu'aucun incident important ayant causé des décès ou des pertes matérielles n'a été signalé."

85. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant le Pérou, qui se lit comme suit :

"En août 1984, plusieurs cadavres auraient été trouvés dans des fosses communes à Pucayacu, Huanta, Ancojasa et Pucayacu Gorge dans la région d'Ayacucho. Certains de ces cadavres auraient été identifiés comme étant les corps de personnes disparues après avoir été arrêtées par les forces de sécurité, ils auraient été mutilés et auraient porté des traces de tortures.

En outre, une personne qui se serait dénommée Jesús Oropeza Chonta aurait été trouvée morte le 10 août 1984 après avoir été arrêtée par des membres de la Garde civile d'Ayacucho."



86. Une lettre suivante, datée du 12 novembre 1984 a été reçue de la Mission permanente du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original : espagnol]

"... Je tiens à souligner que le Pérou a toujours attaché une importance particulière au problème des exécutions sommaires ou arbitraires, quel que soit le pays dans lequel elles peuvent se produire, et à vous redire combien son gouvernement apprécie tout ce que vous faites dans ce domaine et vous en sait gré.

En ce qui concerne les cas mentionnés dans les documents que vous avez adressés aux autorités péruviennes compétentes, je vous informe que les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire ont pris des mesures, dans leurs domaines respectifs de compétence, pour faire la lumière sur les faits allégués. Des mesures appropriées ont également été prises par le Procureur général, qui est l'équivalent de l'Ombudsman au Pérou.

La population coopère pleinement pour faire la lumière sur ces allégations. En outre les médias qui traitent de ces questions exercent la liberté d'expression très étendue qui existe au Pérou, comme le sait la communauté internationale.

En avril prochain, le peuple péruvien sera de nouveau appelé à participer à des élections générales, exerçant ainsi son droit de prendre part à tous les aspects des affaires politiques nationales. A ce propos, il convient de rappeler que l'organisation des dernières élections municipales au Pérou, à la fin de novembre 1983, a été universellement accueillie comme une manifestation authentique du climat de démocratie qui règne dans ce pays. A la suite de ces élections, la municipalité de Lima est devenue la première capitale sud-américaine ayant à sa tête un maire marxiste élu au suffrage populaire. C'est dans ce contexte de démocratie effective, qu'il faut considérer les allégations sur lesquelles il sera enquêté, allégations qui ont trait à la région d'Ayacucho.

Nous devons nous garder d'oublier qu'il est parfois difficile de parvenir à identifier certains individus car il existe dans la population notamment dans les régions rurales situées très à l'écart des centres urbains comme c'est précisément le cas d'Ayacucho, certaines catégories de personnes à propos desquelles on ne trouve aucun renseignement dans les registres de l'état civil. Cela retardant fréquemment les enquêtes, il serait des plus souhaitables que vous puissiez fournir aux autorités péruviennes des renseignements précis sur les personnes qui auraient été concernées par les exécutions sommaires alléguées.

Il convient également de relever que l'existence au Pérou d'un régime démocratique marqué notamment par la séparation et l'indépendance des pouvoirs ne permet pas au Gouvernement péruvien d'intervenir dans les affaires qui relèvent du pouvoir judiciaire.

En dépit des difficultés rencontrées, le gouvernement fait et continuera à faire tout ce qui est en son pouvoir pour coopérer davantage avec vous afin de faire la lumière sur ces allégations d'exécution sommaire. Vous trouverez donc ci-jointe une liste qui vous donnera des précisions complémentaires sur les allégations en question.

Je vous joins également, pour information, une copie des documents suivants :

- 1) Communication officielle sur les événements survenus à Pucayacu,
- 2) Communication officielle sur le cas de M. Jesús Oropeza Chonta,
- 3) Copie de la note No 39 du 21 août 1984 concernant le cas de M. Jesús Oropeza Chonta communiquée par cette Mission au Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires,
- 4) Communication officielle sur l'utilisation par des terroristes d'uniformes des forces de maintien de l'ordre,
- 5) Déclarations du Ministre de l'intérieur publiées dans le quotidien El Peruano du 23 octobre 1984,
- 6) Extrait du périodique Oiga du 20 août 1984 concernant le massacre perpétré à Sachabamba par des éléments terroristes,
- 7) Déclarations du Premier ministre adjoint de la République sur les massacres perpétrés par des terroristes et sur l'affaire Oropeza Chonta."

87. Le Rapporteur spécial a fait parvenir le résumé ci-après des allégations communiquées à propos des Philippines :

"Un certain nombre de personnes auraient été tuées depuis août 1984, principalement dans des zones urbaines, par des agents de la force publique appartenant à la police auxiliaire philippine, connus sous le nom de "policiers de la secrète". Ces agents auraient reçu l'autorisation de tirer sur les personnes soupçonnées de délits dans le cadre d'une campagne de lutte contre la délinquance.

Des incidents se seraient en outre produits dans diverses régions des Philippines, et en particulier à Mindanao, au cours desquels des civils auraient été tués par les forces armées et par des groupes paramilitaires. On a signalé au moins 384 cas de ce genre en 1983 et 108 pendant le premier semestre de 1984. Dans plusieurs cas, les victimes ont été d'abord arrêtées par les forces armées, puis trouvées mortes, les corps porteraient souvent des traces de torture. Certains des incidents qui seraient survenus en 1984 sont énumérés ci-après :

Benjamin Ybanez, âgé de 33 ans, a été tué le 23 juin 1984 par un commando à Buenavista, Agusan del Norte,

Pepito Deheran, Lito Cabrera et Rolando Castro auraient été torturés et tués le 31 mai 1984, après avoir été arrêtés le 28 mai 1984 par des gendarmes philippins dans la ville d'Angeles,

Ronelio Clarete, âgé de 21 ans, Ronelio Evangelio, âgé de 24 ans, et Ismael Umali, âgé de 26 ans, ont été trouvés morts le 31 mars 1984 à Silang, Cavite, ils auraient été soumis à la surveillance et aux tracasseries des forces de sécurité,

Antonio Oyas, âgé de 24 ans, Eulogio Aximar, âgé de 27 ans, Mario Jamin, âgé de 19 ans, Rodolfo Jamin, âgé de 18 ans, Alfredo Muñoz, âgé de 18 ans, Abundio Aldaya, âgé de 23 ans, Armando Guillermo, âgé de 17 ans, Alejandro Guillermo, âgé de 22 ans, et Viviano Fajardo ont été arrêtés à Tambo, au sud d'Inayawan, par la gendarmerie philippine le 14 mai 1984 et ont été tués le même jour. Certains des cadavres auraient porté des traces de torture,

Eddie Almonte, âgé de 18 ans, Francisco Bulacan, âgé de 21 ans, Pedro Callenero, âgé de 28 ans, Semion Dagape, âgé de 19 ans, Poping Damar, âgé de 18 ans, Ricardo Kipkipan, âgé de 26 ans, et Cenon Lage, âgé de 22 ans, auraient disparu le 17 mars 1984 à Tunango, dans la ville de Butuan, leurs corps décapités auraient été découverts le 11 avril 1984 dans des tombes creusées peu profondément, au camp du 36ème bataillon d'infanterie de la 4ème brigade d'infanterie de l'armée philippine."

88. La lettre suivante, datée du 26 janvier 1985, a été reçue de la Mission permanente des Philippines auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original : anglais]

"J'ai l'honneur de me référer à votre lettre datée du 24 octobre 1985, demandant des renseignements sur une exécution sommaire qui aurait eu lieu, et dont un extrait est donné ci-dessous :

'...le 14 mai 1983, un séminariste, qui porterait le nom de Asagani Valle, a été tué à Buenavista, Agusan de Sur, par des membres de la police locale. Son corps aurait été exhumé le 24 mai 1985 après que la famille eut reçu une lettre anonyme au sujet de son décès.'

En réponse à votre demande, j'ai l'honneur de vous communiquer les renseignements ci-après fournis par le Gouvernement philippin :

'Le 14 mai 1983, à 16 h 30 ou aux environs de cette heure-là, à Barangay Agonggong, Buenavista, Agusan del Norte, une patrouille de police conduite par le sergent-chef Manuel Meis, qui faisait fonction de chef du poste de police (Police nationale intégrée) de Buenavista, a rencontré des hommes armés, à la suite de quoi, trois de ces hommes identifiés plus tard comme étant Romeo alias Frank, alias le commandant Dimas, Mario Daguan et Isagani Valle, alias Dayan, ont été tués. On a récupéré, sur les lieux de l'affrontement, deux révolvers de gros calibre (22), 11 cartouches à balle et des brochures et documents subversifs. Ces trois hommes étaient en rapport avec le mouvement clandestin et étaient les principaux suspects dans un meurtre commis en 1981 sur la personne de trois membres de la Force de défense nationale civile intégrée.

Aucune action n'a été engagée devant les tribunaux, la mort de Valle et de ses compagnons étant la conséquence d'un affrontement armé. La patrouille de police était dans l'exercice effectif de ses fonctions.'

J'espère qu'il sera tenu compte des renseignements ci-dessus, lors de l'établissement de votre rapport à la quarante et unième session de la Commission des droits de l'homme, qui doit se tenir à Genève du 4 février au 15 mars 1985."

89. Le Rapporteur spécial a fait parvenir le résumé suivant des allégations communiquées au sujet de la Sierra Leone :

"Plusieurs personnes seraient mortes en cours de détention en 1983 et au début de 1984 dans la prison de Pujehun et celle de Koindu, par suite de malnutrition et d'une grave sous-alimentation."

90. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement de la Sierra Leone.

91. Le Rapporteur spécial a fait parvenir le résumé suivant des allégations communiquées au sujet de Sri Lanka :

"En 1984, deux incidents se seraient produits, au cours desquels des civils auraient été tués par les forces de sécurité. Le 28 mars, à Chunnakam, huit personnes auraient été tuées à la suite de coups de feu tirés au hasard par des hommes de l'armée de l'air. L'instruction a été abandonnée pour toutes ces morts. Entre le 9 et le 12 avril 1984, plusieurs personnes ont été tuées par les forces de sécurité à Jaffna et alentour à l'occasion d'incidents qui avaient commencé après l'attaque à la bombe d'un camion de l'armée le 9 avril. Dans 30 des cas signalés, il a été dit qu'aucune enquête n'avait eu lieu."

92. Le Rapporteur spécial a reçu du Représentant de la Mission permanente de Sri Lanka auprès de l'Office des Nations Unies à Genève l'aide-mémoire ci-après à l'occasion de la visite que les représentants lui ont rendue le 11 décembre 1984 :

[Original : anglais]

- "1. Les séparatistes 'terroristes' ont lancé une série d'attaques contre des objectifs civils et militaires dans le nord et l'est de Sri Lanka.
2. Ils ont aussi publié des déclarations depuis leur quartier général à Madras (Inde) selon lesquelles cette recrudescence d'activités terroristes visait à obtenir par la force la création d'un Etat séparé avant le 24 décembre. M. Uma Maheswaram, chef terroriste bien connu et qui se reconnaît comme tel, a déclaré : 'Une seule grande bataille nous sépare encore de l'établissement d'Eelam.' (Note : 'Eelam' est le nom que les séparatistes terroristes donnent à l'Etat qu'ils souhaitent se tailler dans le territoire démembré de Sri Lanka.)
3. Selon les articles parus dans la presse, cette stratégie a été approuvée lors d'une réunion tenue à Madras le 10 novembre 1984, à laquelle assistaient les chefs de presque tous les groupes terroristes connus. Un 'programme minimum' visant à 'libérer Eelam immédiatement' a été proposé et adopté, selon ces articles.
4. Dix jours plus tard (le 20 novembre), l'agence de presse britannique Reuter a annoncé de Madras qu'elle avait reçu le texte d'une déclaration faite dans cette ville par les représentants de

l'Organisation de libération tamoule d'Eelam (TELO), qui s'attribuait le mérite d'avoir tué 29 policiers dans l'attaque lancée contre un poste de police à Chavakachcheri au nord de Sri Lanka. Les chefs de l'Organisation assistaient à la réunion du 10 novembre.

5. L'attaque de Chavakachcheri a été un événement majeur dans la campagne d'intensification de la violence destinée à 'libérer' certaines régions de Sri Lanka. L'Etat d'Eelam serait proclamé dans ces régions 'libérées' et sa reconnaissance serait demandée à divers pays.
6. On trouvera ci-après une chronologie partielle des incidents qui ont marqué cette campagne :

- |                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <u>19 novembre</u>              | Les terroristes ont fait exploser une mine terrestre qui a tué l'officier commandant le détachement de l'armée à Jaffna ainsi que deux autres soldats. Le même jour, ils ont ouvert le feu sur un contingent de la police qui escortait l'express Jaffna-Colombo.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <u>20 novembre</u>              | Deux cent cinquante terroristes tamouls ont attaqué le poste de police de la ville de Chavakachcheri au nord du pays. Le poste de police a été détruit par des explosifs posés par les terroristes alors que des agents se trouvaient à l'intérieur, ce qui a entraîné la mort de 39 d'entre eux.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <u>du 21 au<br/>29 novembre</u> | Les succursales de plusieurs banques ont été cambriolées et toute la paie d'un hôpital a été volée dans le nord du pays, des routes ont été minées et les domiciles de fonctionnaires ont été attaqués sur une bande de territoire au nord et à l'est du pays.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <u>30 novembre</u>              | Un fort groupe de terroristes tamouls a attaqué des colons dans les exploitations agricoles, 'Kent Farm' et 'Dollar Farm', près de la ville de Padaviya, au centre-nord du pays, tuant une centaine de colons cingalais - hommes, femmes et enfants.<br><br>Dix-huit bateaux ont été aperçus au large de la côte de Mannar, tentant de débarquer des terroristes. Après qu'un avion de l'armée de l'air sri-lankaise eut ouvert le feu, les bateaux ont fait demi-tour et se sont dirigés rapidement en direction de Tamil Nadu. Dans un autre incident survenu au large de Delft, la marine a ouvert le feu sur un bateau de terroristes, en tuant neuf et en blessant un. Avant de succomber à ses blessures, le survivant a déclaré qu'il faisait partie d'une force d'invasion. |
| <u>2 et 3<br/>décembre</u>      | Au petit matin du 2 décembre, des terroristes venus par mer ont attaqué deux villages de pêcheurs dans le district de Mullaitivu au nord-est du pays, tuant 11 personnes et en blessant plus de 20 - hommes, femmes et enfants.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

Environ 3 000 à 4 000 personnes déplacées (Cingalais, Malais et Maures ou Moors) en provenance de ces villages et des environs ont fui leurs maisons et se trouvent dans des centres de secours d'urgence, qui ont été improvisés à Anuradhapura. Des civils appartenant au groupe ethnique majoritaire dans d'autres régions où les terroristes ont frappé se sont aussi réfugiés dans ces centres pour personnes déplacées; le Gouvernement sri-lankais reçoit l'aide d'organisations non gouvernementales et d'organisations bénévoles pour prendre soin d'eux.

Des terroristes ont attaqué de nuit le Poste de commandement commun des opérations des services de sécurité à Vavuniya, loin à l'intérieur de la partie nord du pays, tuant une sentinelle et en blessant une autre. Après avoir fait partir en les effrayant les pêcheurs de la région, environ 25 terroristes qui se trouvaient à bord de deux bateaux ont débarqué près de Talaimannar au nord-ouest de Sri Lanka.

Le 3 décembre, des terroristes ont attaqué un train de marchandises à Chunnakam, dans la région de Jaffna, et ont pris comme otages neuf passagers qui appartenaient au groupe ethnique majoritaire cingalais; parmi les otages se trouvait également une personne enlevée à l'hôpital de Tellipalai. Les terroristes ont exigé une rançon de 10 millions de roupies sri-lankaises (un million de francs suisses environ), la libération d'un chef terroriste important, actuellement détenu, et l'évacuation de tous les Cingalais de la cimenterie de Kankasanthurai (Jaffna).

du 4 au 7  
décembre

Les terroristes ont fait exploser une mine au passage d'une jeep de l'armée à Mannar, tuant une personne et en blessant sept.

Le Ministre sri-lankais de la sécurité nationale a annoncé lors d'une conférence de presse qu'il était enclin à croire que les neuf otages cingalais gardés par les terroristes à Chunnakam avaient été tués. Sans autre information des ravisseurs sur ces otages, les autorités pensent qu'ils auraient déjà pu être assassinés, avant même la demande de rançon, et que cette demande était un coup de publicité. Il est significatif que les ravisseurs n'aient pas donné le nom du chef terroriste dont ils demandaient la libération au gouvernement.

A la suite de la prise d'otages par les terroristes tamouls, le 4 décembre, quelques Cingalais ont pris 11 Tamouls comme otages à la cimenterie de Puttalam, dans le nord-ouest de Sri Lanka. La police a pu avoir l'avantage sur les ravisseurs et obtenir la libération des otages le 5 décembre. Les terroristes ont interrompu la session de l'examen du certificat général d'éducation (niveau ordinaire - dixième année)

dans le nord de Sri Lanka, en volant le texte de certaines questions et en menaçant les étudiants de façon à les éloigner. Ils ont pris d'assaut le centre d'examen de Vasivalan près de Jaffna et ont emporté les feuilles d'examen. Cela perturbera certainement les études des élèves dans la partie septentrionale du pays, car il faudra un certain temps aux services des examens pour organiser une autre session.

On n'a signalé dans les parties méridionale et centrale de Sri Lanka, où la communauté cingalaise majoritaire coexiste avec près de 600 000 Tamouls, aucun incident qui puisse être considéré comme le contrecoup des atrocités commises par les Tamouls séparatistes sur les civils cingalais dans le sud du pays. Les Tamouls indiens, qui représentent 5,6 % de la population totale de l'île et se distinguent des Tamouls sri-lankais, qui en représentent 12,6 %, vivent aussi dans ces régions et leur chef, M. S. Thondaman, est un des trois ministres tamouls du cabinet.

Un millier de jeunes gens ont été retenus ces derniers jours par la police pour être interrogés. La plupart sont venus du nord pour éviter de travailler pour les terroristes et la majorité de ceux qui ont été interrogés ont été libérés. Cependant, 160 environ continuent d'être gardés jusqu'à ce que leur identité soit établie.

7. Les attaques lancées contre les exploitations agricoles 'Kent Farm' et 'Dollar Farm' ont été particulièrement brutales. Les habitations ont été complètement incendiées, ou détruites par explosion, alors qu'il y avait des gens à l'intérieur. Les hommes ont été rassemblés, mains et pieds liés, et ils ont été tués par des balles tirées à la tête. Les enfants (dès 5 ans) ont été tués par des coups tirés dans le ventre. Les femmes ont été tuées par des balles tirées à la tête à courte distance.
8. Des Sri-Lankais de toutes les communautés vivent dans les exploitations agricoles 'Kent Farm' et 'Dollar Farm' ainsi que dans les villages de pêcheurs de Mullaitivu. Les survivants ont décrit comment les colons cingalais étaient délibérément et soigneusement choisis pour être tués par les agresseurs terroristes.
9. Les terroristes capturés au cours d'engagements ont avoué qu'ils recevaient une formation militaire à l'étranger. Les preuves de cette formation sont accablantes. Les explosifs et le matériel militaire qui ont été saisis portent les marques distinctes d'un pays étranger. Les armes saisies comprennent des roquettes et des fusils à chargement automatique qu'on ne trouve pas à Sri Lanka.

10. Le Gouvernement sri-lankais a pris des mesures promptes et énergiques pour que les atrocités terroristes n'entraînent pas de représailles dans d'autres régions du pays contre la population tamoule qui y vit. Ces mesures comprennent l'imposition de couvre-feux et le maintien en état d'alerte de la police et de l'armée dans les régions instables.
11. En réponse aux menaces qui pèsent sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de Sri Lanka, le Gouvernement sri-lankais a pris des mesures de sécurité préventives dans les régions menacées. Grâce à ces mesures, il n'y a pas de ralentissement dans la fourniture des ressources et facilités habituellement offertes aux citoyens de toutes les régions. L'approvisionnement en vivres de Jaffna, par exemple, se poursuit sans interruption et les pêcheurs sont dûment indemnisés de leur perte de revenu."

93. La lettre ci-après, datée du 8 janvier 1984, a été reçue de la Mission permanente de Sri Lanka auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original : anglais]

"J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 31 octobre 1984 et de vous transmettre les renseignements suivants, communiqués par le Gouvernement sri-lankais au sujet des questions mentionnées dans votre lettre :

- 1) Les pouvoirs publics à Sri Lanka n'ont fait procéder à aucune exécution sommaire ou arbitraire.
- 2) L'article 13 4) de la Constitution de Sri Lanka stipule : 'Nul ne sera condamné à la peine capitale ou à une peine d'emprisonnement si ce n'est sur décision d'un tribunal compétent rendue conformément à la procédure instituée par la loi'. Toutefois, la peine capitale consécutive à une action en justice devant des tribunaux compétents n'a même pas été appliquée depuis 1976.
- 3) Quant à la réglementation et à la pratique relatives à un comportement des forces armées et autres organes chargés de faire respecter la loi, de nature à garantir une protection adéquate du droit à la vie, aux termes du Code pénal sri-lankais, les forces armées ou autres organes chargés de faire respecter la loi ne disposent pas d'un droit de légitime défense plus grand que les civils. Les agents de la force publique ne peuvent causer la mort que pour éviter de mourir eux-mêmes ou d'être blessés ou pour éviter ce sort à toute autre personne. Cependant, pour déterminer si l'acte qui a eu pour effet de provoquer la mort a été fait de bonne foi dans l'exercice du droit de défense personnelle, on accordera probablement plus de poids à une telle affirmation si elle émane d'un agent de la force publique. Même dans le cas où une



législation d'exception est en vigueur, le membre des forces armées ou l'agent des forces de l'ordre, qui provoque la mort de quiconque autrement que dans l'exercice de son droit de défense personnelle ou pour défendre autrui, peut être traduit devant les tribunaux, avec l'autorisation du Procureur général.

Une série de conférences a été donnée par un fonctionnaire supérieur des Services du Procureur général, au cours desquelles il a parlé aux membres des forces armées et agents des autres forces de l'ordre de leur rôle dans la protection de la société. Il leur a été précisé qu'ils devaient agir avec discipline et retenue, même en présence de la plus grande provocation. Ces conférences ont été organisées conformément aux directives contenues dans le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois de l'ONU.

- 4) Au sujet des incidents précis mentionnés dans l'annexe de votre lettre, le Gouvernement sri-lankais souhaiterait indiquer ce qui suit :
- i) A propos de l'incident survenu le 28 mars 1984 à Chunnakam, une enquête menée par l'administration a révélé qu'à cette date, des hommes de l'armée de l'air revenaient de Chunnakam, après être passés à la banque et avoir fait des courses alimentaires. Sur le chemin du retour au camp, des groupes de terroristes semant la violence pour obtenir la création d'un Etat distinct, - 'Eelam' - à Sri Lanka, leur ont tendu des embuscades à deux endroits. La première embuscade a eu lieu au marché de Chunnakam et la seconde sur la route, entre Chunnakam et Tellipalai. Les deux fois, quand ces hommes ont été contraints de tirer pour se défendre - ils n'ont pas tiré au hasard, comme on l'a affirmé - cinq spectateurs, tragiquement pris entre deux feux, ont succombé à leurs blessures. Le gouvernement regrette beaucoup ces morts inutiles, mais se voit dans l'obligation de souligner qu'en choisissant à dessein des endroits encombrés pour leurs actes de violence, les terroristes accroissent délibérément le risque de blessures pour d'innocents membres du public. La délégation officielle du Gouvernement suisse, qui s'est rendue à Sri Lanka, en août 1984, pour constater par elle-même la situation dans le pays, a reconnu dans son rapport que les terroristes opérant dans le nord de Sri Lanka utilisaient la 'tactique de guérilla urbaine' et organisaient leurs opérations dans des lieux publics afin de disparaître parmi la foule et de se dérober aux recherches.
  - ii) En ce qui concerne les incidents qui ont eu lieu dans la péninsule de Jaffna, entre le 9 et le 12 avril 1984, on trouvera ci-après un récit de la succession des événements tels qu'ils ont transpiré.

Le 9 avril 1984, alors que le détachement de l'armée, qui avait reçu pour mission d'assurer la sécurité des passagers - des Tamouls pour la plupart - de l'express quotidien Colombo-Jaffna contre une attaque des terroristes, regagnait son camp à Jaffna, il a subi une attaque à la bombe, qui a grièvement blessé 14 soldats et a totalement détruit le véhicule à bord duquel ils voyageaient. L'explosion ne provenait pas d'une bombe lancée sur le camion de l'armée, ainsi qu'on l'a largement rapporté, mais d'une bombe qui avait été posée dans une voiture abandonnée, parquée sur le côté de la route. Comme c'était l'évidence même que la bombe placée dans la voiture piégée ne pouvait avoir été actionnée que par des personnes à couvert dans l'édifice voisin - l'église Notre-Dame du refuge - l'escorte armée, qui comprenait une voiture blindée, a instantanément engagé une action défensive, consistant à riposter au moyen d'armes à feu individuelles et à envoyer un seul obus depuis la voiture piégée. Il est regrettable que l'église elle-même ait été atteinte de ce fait, mais il faut nettement souligner que les dégâts causés à l'église - qui ont tout au plus porté sur quelques vitres et le toit, et non sur la totalité de l'édifice qui n'a pas été détruit, contrairement aux récits qui ont été largement diffusés à l'étranger, - ont été la conséquence d'une action défensive menée par le personnel armé immédiatement après l'attaque à la bombe mentionnée plus haut.

Au contraire, on peut clairement discerner des actes gratuits perpétrés contre des établissements religieux dans les attaques portées par les terroristes le 10 avril sur la Sinhala Maha Vidyalaya (école) et le Buddhist Naga Vihara (temple) et, le 11 avril, sur l'Arbre sacré des conseils dans l'enceinte du temple, attaques qui n'avaient rien à voir avec une opération militaire. A la suite de ces actes de terrorisme gratuits, le gouvernement a été contraint d'augmenter le nombre de patrouilles militaires surveillant les zones où les terroristes étaient connus pour agir. Ce renforcement de l'action militaire a entraîné des escarmouches avec des groupes terroristes dans diverses parties de la péninsule de Jaffna. S'il est exact que des spectateurs innocents soient morts au cours des coups de feu échangés au moyen d'armes individuelles, le Gouvernement sri-lankais doit réaffirmer la remarque qu'il a déjà faite à propos de l'incident survenu à Chunnakam, à savoir que les terroristes eux-mêmes mettent intentionnellement en danger le public en choisissant pour leur action les endroits où il y a foule. Si le gouvernement déplore à nouveau ces morts inutiles, il convient d'ajouter qu'un certain nombre de terroristes notoires, comme Kethiswaran et Kiriupanandan, membres éminents du groupe terroriste PLOTE - l'un de ceux qui ont pour objectif déclaré de créer par la violence à Sri Lanka un Etat séparé d'inspiration raciale - ont succombé aux blessures reçues au cours de ces incidents."

94. Le Rapporteur spécial a fait parvenir le résumé suivant des allégations communiquées à propos de l'Ouganda :

"Un grand nombre de personnes auraient été tuées par l'armée ougandaise dans la zone du triangle de Luwero en Ouganda au cours des cinq années écoulées depuis 1979. Plusieurs personnes seraient mortes de faim par suite du détournement des secours humanitaires par l'armée ougandaise.

Parmi les autres morts imputées à des membres de l'armée figurent le meurtre de 300 personnes environ, dont des femmes et des enfants, dans la ville de Namugongo à la fin de mai 1984, la mort de 18 personnes au village de Kigombe, qui a été signalée à la mi-août, et celle de 20 ecclésiastiques dans un collège théologique et séminaire anglican à Namugongo."

95. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement ougandais.

96. Le Rapporteur spécial a fait parvenir le résumé ci-après des allégations communiquées à propos du Zaïre :

"Plus de 100 prisonniers auraient été victimes d'exécutions sommaires dans deux centres de détention de Kinshasa au cours des deux années écoulées. Il est allégué que les exécutions ont eu lieu à la Deuxième Cité de l'OUA et au centre de détention du siège de la gendarmerie nationale, sous la supervision de la brigade spéciale de recherches et de surveillance. En janvier 1984, huit prisonniers environ auraient été tués dans ce centre."

97. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement zaïrois.

#### B. Allégations communiquées en 1985

98. En 1985, le Rapporteur spécial a communiqué des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires aux gouvernements concernés, en leur demandant de plus amples renseignements sur les cas signalés. La majorité des gouvernements ont répondu de manière positive à la demande du Rapporteur spécial et formulé des observations et/ou fourni des précisions concernant ces allégations.

99. Le Rapporteur spécial a aussi reçu la visite de représentants d'un certain nombre de gouvernements, au sujet des allégations qui avaient été communiquées à leurs gouvernements. Il a jugé ces visites extrêmement utiles, dans la mesure où elles permettent de parvenir à une meilleure compréhension de situations précises et des circonstances qui leur sont propres. En outre, il estime qu'il est important d'établir, aux fins de l'accomplissement de son mandat, un courant de communication avec les gouvernements.

100. On trouvera ci-après un compte rendu des allégations communiquées aux gouvernements intéressés, ainsi que le texte des réponses envoyées à ce propos par les gouvernements. On a classé par ordre alphabétique les pays visés par ces allégations, qui se rapportent à des violations des dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques concernant la protection du droit à la vie, à savoir les articles 4, 6, 7, 9, 14 et 15.

101. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant l'Afghanistan, qui se lit comme suit :

"Depuis que des allégations ont été communiquées au gouvernement par lettre datée du 31 octobre 1984, un certain nombre de personnes auraient été - d'après certaines informations - condamnées à mort par un tribunal révolutionnaire d'exception. Ces personnes auraient été déclarées coupables d'activités portant atteinte à la sûreté de l'Etat, telles que : activités hostiles à l'Etat et contre-révolutionnaires, résistance armée aux forces de sécurité, terrorisme et refus d'accomplissement du service militaire (voir liste ci-après).

Il a été allégué que les accusés n'avaient pas été admis à interjeter appel devant une juridiction supérieure.

Condamnations à mort passées par le tribunal révolutionnaire d'exception

- |    |                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. | Trois hommes non dénommés                                                                   | Condamnation rendue en novembre 1984, dans la province de Ghazni, sur la base d'accusations décrites de la manière suivante : "refus d'accomplissement du service militaire et participation à des attaques dirigées contre les forces gouvernementales de sécurité" |
| 2. | Mohammad Jan                                                                                | Condamnation rendue en janvier 1985 pour "meurtre de plusieurs personnes"                                                                                                                                                                                            |
| 3. | Deux hommes non dénommés                                                                    | Condamnation rendue le 12 janvier 1985, dans la province de Jozjan, pour "contrebande d'armes et lutte armée contre le gouvernement"                                                                                                                                 |
| 4. | Khan Gul                                                                                    | Condamnation rendue en janvier 1985, à Khost (province de Paktia), pour "lutte armée contre l'Etat, meurtre et pillage"                                                                                                                                              |
| 5. | Abdul Khaliq<br>Suleiman Khan<br>Abdul Hakim                                                | Condamnation rendue le 12 février 1985, à Mazar-i-Sharif (province de Balkh), pour "opposition à la révolution"                                                                                                                                                      |
| 6. | Mohammad Sharif<br>Mohammad Ali<br>Mohammad Hashem<br>Baz Mohammad (Bazo)<br>Mohammad Nasim | Condamnation rendue les 10 et 12 février 1985, à Mazar-i-Sharif (province de Balkh), pour "activités hostiles à l'Etat et contre-révolutionnaires, résistance armée aux forces de sécurité et refus d'accomplissement du service militaire"                          |
| 7. | Trois hommes non dénommés                                                                   | Condamnation rendue en avril 1985, à Kaboul, pour "meurtre de huit personnes et pose de bombes dans divers quartiers de Kaboul"                                                                                                                                      |
| 8. | Emamoddin (Mawlawi Ahmed)                                                                   | Condamnation rendue en avril 1985 pour "terrorisme, meurtre et résistance aux forces de sécurité"                                                                                                                                                                    |

9. Mohammad Taier  
Said Aref  
Ramazan  
Condamné le 4 juin 1985 à Kaboul pour  
"de graves actes terroristes"
10. Abdul Razzaq  
Fida Mohammad  
Condamnés en juin 1985 pour "meurtre  
de personnes innocentes et banditisme  
de grand chemin"

102. Aucune réponse écrite n'a été reçue du Gouvernement afghan. Toutefois, le Rapporteur spécial a reçu le 14 janvier 1986, une communication téléphonique émanant de la Mission permanente de l'Afghanistan auprès de l'Office des Nations Unies à Genève par laquelle il lui a été déclaré qu'aucune exécution sommaire ou arbitraire n'avait lieu en Afghanistan.

103. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant l'Angola qui se lit comme suit :

"Entre février 1984 et janvier 1985, 36 civils auraient été condamnés à mort par des tribunaux militaires. Ces personnes auraient été déclarées coupables de délits contre la sûreté de l'Etat, tels que trahison, espionnage et rébellion armée (voir liste ci-après).

Il a été allégué que les procès au cours desquels ces personnes ont été condamnées à la peine capitale par des tribunaux militaires n'avaient pas été menés par un tribunal indépendant et impartial, qu'on n'avait pas accordé aux accusés et à leurs avocats le temps et les facilités nécessaires à la préparation de la défense, que les condamnations étaient fondées sur des dépositions ou des déclarations que les accusés avaient faites sous la contrainte alors qu'ils se trouvaient en détention provisoire, et que la possibilité de faire appel devant une juridiction supérieure n'avait pas été garantie.

<u>Nom</u>	<u>Date</u>	<u>Tribunal militaire régional</u>	<u>Chef d'accusation</u>
NANGOLO, Isaias Jeremias	20 février 1984	4ème région, Huambo	Trahison et espionnage
QUINTAS, Simao	25 avril 1984	4ème région, Cuito	Trahison, espionnage et sabotage
SINDACO, Abilio SEGUNDA, Paulo	1er mai 1984	3ème région, Moxico	Rébellion armée
CHIMBAIA, Albino CHITUNBA, Felisberto Mateus PANDERA, Afonso Tchiamba	6 mai 1984	6ème région, Menongue	Rébellion armée
GANDO, Justo MANUEL, Joaquim	29 août 1984	5ème région, Lubango	Délits contre la sûreté de l'Etat et crimes contre la population

<u>Nom</u>	<u>Date</u>	<u>Tribunal militaire régional</u>	<u>Chef d'accusation</u>
CHIMUCO, Miguel MULANGUE, Cândido	7 septembre 1984	5ème région, Lubango	Rébellion armée
CAMBINDA, Daniel CATUCUTUCO, Paulino KESSONGA, Eduardo	13 octobre 1984	5ème région, Lubango	Rébellion armée et délits contre la sûreté de l'Etat
BANGO, Fernando ISALA, Antonio LINGUMBA, Manuel MANUEL, Floriano	24 octobre 1984	6ème région, Menongue	Rébellion armée
EPALANGA, Frederico MANUEL, José UMBA, Domingos Alberto	3 novembre 1984	9ème région, Malanje	Espionnage et trahison
FELISBERTO, Filipe SOMRI, Gaspar	9 novembre 1984	4ème région, Huambo	Espionnage et sabotage
CAMEQUE, Joao Domingos	29 novembre 1984	5ème région, Huila	Trahison et rébellion armée
BARROS, Antonio Quarta	5 décembre 1984	9ème région, Malanje	Trahison et rébellion armée
NUNDA, Antonio Calufele	28 décembre 1984	7ème région, Benguela	Rébellion militaire et sabotage
KATACU, Afonso KIAMBASSUCA, Alberto KIMBOTO, Adriano (jugé et condamné par contumace) SECANDO, Eurico	29 décembre 1984	9ème région, Ndalatanda	Trahison, rébellion armée et sabotage économique
LUQUEMBE, Fuastino TCHOQUILINHA, Xavier Félix UAIKA, Tiago	10 janvier 1985	9ème région, Dondo	Complot visant à provoquer des explosions dans la ville de Dondo
DUBA, Francisco JOAO, Augusto SEGUNDA, Geraldo	12 janvier 1985	6ème région, Menongue	Activités contre- révolutionnaires et appartenance à l'UNITA"

104. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement angolais.

105. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant le Chili, qui se lit comme suit :

"Selon des allégations, un certain nombre de personnes seraient décédées des suites de mauvais traitements subis alors qu'elles se trouvaient en détention sous la garde de la police du Centre National de renseignements (Central Nacional de Informaciones, CNI).

Les noms des personnes mortes en détention seraient les suivants :

Juan Antonio Aguirre Ballesteros (23 ans)  
arrêté le 4 septembre 1984 et amené au 26ème Commissariat, à Pudahuel, trouvé mort le 24 octobre 1984, décapité et mutilé.

Mario Fernández López (50 ans environ)  
arrêté le 17 octobre 1984,  
décédé le 18 octobre 1984 à l'hôpital où il avait été transporté, avec de graves lésions internes, alors qu'il se trouvait au centre de détention du CNI à Colo Colo (La Serena).

Patricio Manzano (21 ans)  
arrêté le 8 février 1985 à San Felipe,  
décédé le 9 février 1985 dans l'ambulance qui le transportait du premier Commissariat de Santiago à l'hôpital.

Carlos Godoy (23 ans)  
arrêté le 21 février 1985 à Quintero,  
décédé le 22 février 1985 dans l'ambulance qui le transportait du poste de police à l'hôpital".

106. La lettre suivante, datée du 29 octobre 1985, a été reçue de la Mission permanente du Chili auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original : espagnol]

"J'ai l'honneur de me référer à votre communication datée du 15 octobre 1985 dans laquelle il est fait état de la communication de M. Amos Wako, Rapporteur spécial pour la question des exécutions sommaires ou arbitraires, en date du 12 juillet 1985.

Je tiens à vous informer à ce propos que, d'après les renseignements reçus ce jour de mon gouvernement, les quatre cas évoqués par le Rapporteur spécial font actuellement l'objet de procédures distinctes devant les tribunaux en vue de déterminer les circonstances exactes des décès signalés et d'en identifier les responsables.

Les diverses procédures en question en sont au stade de l'instruction et on a entrepris plusieurs enquêtes préliminaires qui ont débouché, dans certains cas, sur des inculpations. Il en ressort donc que les tribunaux suivent ces affaires de près, afin de faire toute la lumière sur les cas signalés.

En tout état de cause, ces incidents regrettables rentrent dans la catégorie des délits de droit commun qualifiés d'homicide et sont traités comme tels par les tribunaux. Ils ne peuvent donc guère être inclus parmi les cas d'"exécutions sommaires ou arbitraires".

107. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant la Colombie, qui se lit comme suit :

"D'après certaines informations, plusieurs personnes auraient été trouvées mortes après avoir été détenues par la police, par des agents de sécurité et par l'armée; dans certains cas, leurs corps portaient des traces de torture ou de blessures par balles.

Les noms des personnes trouvées mortes seraient les suivants :

Luis Cardona

arrêté le 27 janvier 1985, trouvé mort une semaine plus tard à Antioquia

Alcides Santo

arrêté le 3 février 1985, retrouvé mort le 5 février 1985 à Antioquia

Augusto Suárez

arrêté le 3 février 1985, trouvé mort le 15 février à Caqueta

Guillermo Quiroz

arrêté le 12 avril 1985, trouvé mort le 14 avril 1985 sur la route allant de Cartagena à Barranquilla".

108. Les réponses suivantes, datées des 28 novembre 1985 et 3 décembre 1985, ont été reçues de la Mission permanente de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

a) 28 novembre 1985

[Original : espagnol]

"Le jour où un groupe terroriste a donné l'assaut au Palais de justice de mon pays et a procédé à l'exécution 'arbitraire', 'sommaire' et 'extrajudiciaire' du Président de la Cour suprême de Colombie et de 10 autres magistrats, j'ai eu l'occasion de vous rendre visite, comme convenu, pour vous fournir les renseignements que vous aviez demandés le 12 juillet de la même année, conformément au mandat qui vous a été conféré par le Conseil économique et social (résolution 1985/40 du 30 mai 1985).

J'ai l'honneur de vous communiquer à présent, au nom du Gouvernement colombien, une réponse écrite supplémentaire à votre note du 22 juillet 1985.

Qu'il me soit permis tout d'abord de souligner combien j'admire et je respecte le travail que vous accomplissez et de réaffirmer notre volonté d'y coopérer. Néanmoins, pour que ce travail serve plus utilement notre objectif commun, à savoir la protection des droits de l'homme, nous nous permettons de faire observer qu'on ne saurait formuler - ni étayer d'aucune manière - l'assertion générale selon laquelle les



autorités colombiennes auraient procédé à des exécutions sommaires ou arbitraires. En effet, il n'a pas été établi que les informateurs disposaient de renseignements de première main et dignes de foi sur de telles exécutions, et les recours internes visant à faire la lumière sur les accusations portées n'ont pas été épuisés.

Pour pouvoir fournir une réponse plus précise, nous souhaiterions obtenir des renseignements plus détaillés sur les sources et les témoignages sur lesquels sont fondées les annexes à vos notes des 22 juillet 1985 et 31 octobre 1984.

On ne peut pas appliquer à la Colombie la méthode consistant à se faire 'l'avocat du diable' en tenant pour vraies certaines allégations de violations des droits de l'homme par les autorités, pour la simple raison que lesdites autorités ne sont pas - pour le moment - en mesure de prouver le contraire. Suivant la tradition, et en vertu des normes actuelles du droit international et de celles qui sont appliquées par la Commission des droits de l'homme elle-même, la charge de la preuve revient à l'accusation, surtout lorsqu'interviennent des facteurs supplémentaires tels que l'existence d'éléments violents impliqués dans le trafic des drogues et le terrorisme, qui trouvent leur intérêt à se servir de la Commission des droits de l'homme pour jeter le discrédit sur un régime démocratique, un Etat fondé sur le principe de la primauté du droit, une république dans laquelle sont garanties toutes les libertés publiques reconnues à l'heure actuelle.

Il semble qu'on s'attache à jeter dans la perplexité et à duper les organismes et les personnes chargés de veiller au respect des droits de l'homme, en dénaturant les faits et en dissimulant les violences commises à l'encontre d'innocents, des autorités démocratiques légitimes et des juges eux-mêmes, par des allégations outrancières et déformées d'actes divers. Qui plus est, l'outrage infligé à la justice colombienne par une alliance ignoble et monstrueuse entre terroristes mêlés au trafic des drogues et criminels de droit commun qui s'efforcent de passer pour des opposants politiques représente le tragique paroxysme de menaces et d'attentats dont des juges avaient déjà été victimes en Colombie : le rapporteur objectif, pondéré et impartial que vous êtes ne peut manquer de prendre en considération de telles circonstances, qui expliquent en partie la difficulté de procéder à des enquêtes.

Vous conviendrez sans aucun doute qu'une démocratie fermement établie telle que la Colombie, fondée sur le principe de la séparation des pouvoirs et dotée d'un corps judiciaire indépendant (dont les membres sont cooptés sans la participation du pouvoir exécutif), d'une presse et de syndicats libres, d'une opposition dont les droits sont garantis, où des élections se tiennent à intervalles périodiques et où sont reconnues toutes les libertés d'un Etat constitutionnel moderne (en dépit des difficultés et des problèmes énormes que pose le sous-développement) ne saurait être jugée suivant les mêmes critères qu'une dictature dans laquelle le seul recours laissé à l'opposition est de prendre le pouvoir par la force et par un soulèvement armé illégal. Il convient de rappeler qu'en Colombie, l'opposition peut recourir à des procédures normales.

En ce qui concerne l'état de siège, Strachey en a donné une parfaite définition en faisant observer qu'un Etat totalitaire n'avait pas besoin de décréter l'état de siège, car un tel régime équivalait à

un état de siège permanent (et - ajouterai-je - éminemment développé). L'imposition de l'état de siège en Colombie révèle précisément la faiblesse de l'Etat lorsque celui-ci est confronté au phénomène terrible et implacable de la criminalité pseudo-politique, de la délinquance ordinaire et du trafic des drogues, phénomènes difficilement dissociables, liés par des connivences peu avouables et poursuivant un objectif commun, à savoir la déstabilisation de l'une des rares nations qui aient réussi - au milieu de difficultés que nous ne nions pas - à préserver, en dépit de la situation de conflit régnant en Amérique latine, les éléments essentiels du droit, de la liberté et de la démocratie.

Dans votre note du 12 juillet (page 2), il est indiqué que, dans certains cas (non souligné dans votre note), les garanties généralement prévues pour protéger le droit à la vie ne semblent pas avoir fonctionné de façon satisfaisante; cette assertion implique que les cas signalés ~~sont des cas isolés, qui ne sauraient être assimilés à des violations~~ systématiques ou flagrantes des obligations qui nous incombent en vertu des pactes internationaux auxquels nous avons adhéré et dont nous observons les dispositions. Nous admettons qu'il existe des situations de violence en Colombie. Nous jugeons déplorable et préoccupant que, dans certains cas, des autorités subalternes se soient trouvées impliquées dans le cercle vicieux de la violence. Mais de tels actes se sont produits en dépit des efforts déployés par le Gouvernement pour les prévenir et, de fait, contreviennent à ses instructions expresses. Il existe en outre en Colombie un Bureau du Procureur général, indépendant du pouvoir exécutif, qui - de manière inflexible - mène des enquêtes, exerce les poursuites et suit la situation de près. La magistrature, également indépendante du pouvoir exécutif, remplit sa mission au milieu d'énormes difficultés, dont certaines sont inhérentes au sous-développement. Les autres difficultés découlent du fait que nous nous sommes laissé déborder par la triple criminalité mentionnée ci-dessus, laquelle dispose de sources de financement et d'un appui extérieurs clandestins et n'hésite pas - comme nous l'avons vu - à s'attaquer directement aux juges et aux magistrats avec une brutalité qui atteste la nature des objectifs ainsi poursuivis.

En ce qui concerne les cas que vous mentionnez dans l'annexe à votre note ('Un certain nombre de personnes auraient été trouvées mortes après avoir été détenues par la police, par des agents de sécurité et par l'armée, les corps de ces personnes portant parfois des traces de torture ou de blessures par balles'), à savoir ceux de Luis Cardona, Alcides Santo, Augusto Suarez et Guillermo Quiroz, l'appareil judiciaire et le Bureau du Procureur général mènent actuellement des enquêtes dont les résultats vous seront communiqués. Nous nous permettons de faire remarquer dès à présent que les cas signalés se sont tous produits dans le courant de l'année, par ailleurs, je vous serais obligé de bien vouloir nous envoyer la preuve que ces hommes étaient bien détenus par les autorités, ainsi que la preuve que leurs corps portaient des traces de torture, et de laisser aux enquêtes - qui, pour les raisons évoquées plus haut, s'avèrent difficiles - le temps de suivre leur cours.

Dans une autre annexe à votre note, il est indiqué que 'plusieurs personnes auraient été tuées par l'armée, la police ou des forces paramilitaires, en particulier dans les secteurs où des activités de groupes de guérilleros étaient signalées' (non souligné dans le texte de l'annexe). Or Il est manifeste que ces personnes ont été tuées au cours de soulèvements armés, au moment où elles attaquaient des casernes, assiégeaient des villages, assassinaient des innocents et kidnappaient des femmes, des vieillards et des enfants en vue d'exiger une rançon.

On ne peut demander à un Etat constitutionnel de ne pas se défendre contre des attaques armées lancées par des bandes de criminels. L'annexe à votre note mentionne aussi que 'le nombre de personnes tuées d'août 1982 à mai 1984 aurait été d'environ 900 (en anglais : '... was said to be in the region of 900')'. De quelle région particulière est-il fait état ? Vous ajoutez : 'Parmi les victimes se seraient trouvés notamment des paysans, des personnes s'occupant activement de la défense des droits de l'homme, des dirigeants syndicaux et des personnes qui avaient bénéficié d'une loi d'amnistie décrétée en novembre 1982, dans tous les cas, il se serait agi de civils non armés'. Nous rejetons catégoriquement cette affirmation, étant donné qu'il est impossible de prouver que, dans tous les cas, les personnes concernées étaient des 'civils non armés'. Les 'civils non armés' qui malheureusement ont trouvé la mort en Colombie au cours de cette période ont été généralement tués par les forces de guérilla ou par des groupes subversifs, et non pas par des agents du gouvernement. Nous aimerions savoir quels sont les cas dans lesquels les victimes étaient 'des personnes s'occupant activement de la défense des droits de l'homme' (en anglais : 'human rights activists'). Qui sont donc ces 'activistes' sans armes ? Nous n'avons pas été informés de ces cas.

Des paysans ont certes été tués et terrorisés par des groupes des guérilleros. Nous ne connaissons cependant pas de cas dans lesquels des dirigeants syndicaux auraient trouvé la mort, hormis ceux qui ont été assassinés par les guérilleros eux-mêmes. Il est vrai que certaines des personnes qui avaient été graciées au titre de la loi d'amnistie ont été tuées, et ces cas font actuellement l'objet d'une enquête. Il semble toutefois que certains de ces cas soient le fait d'anciens compagnons d'armes, qui auraient condamné à mort ces personnes pour n'avoir pas poursuivi la lutte.

Vous faites observer par ailleurs que le 'Procureur général avait fait un rapport sur la participation des forces de sécurité aux exécutions extrajudiciaires et sur leur responsabilité en la matière, accompagné de recommandations concernant les mesures légales à prendre à l'encontre de plusieurs membres des forces en question', ceci démontre précisément que le Procureur général est une personnalité indépendante, qui n'a pas hésité à porter des accusations - et qui, d'ailleurs, s'y emploie à l'heure actuelle - dans des cas - rares et isolés - d'abus, sur lesquels les autorités judiciaires mènent des enquêtes, malgré les difficultés considérables que soulève la recherche de preuves.

Ainsi que vous le mentionnez, une loi d'amnistie, et une autre prévoyant des mesures de grâce, ont été promulguées en Colombie au cours de la période 1982-1985, leur portée était si généreuse que la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a, dans sa résolution 1984/16, adoptée par consensus, souligné le caractère positif du processus de paix qui se

déroulait en Colombie et même jugé 'que ce genre d'initiative, qui constitue un remarquable précédent, devait être encouragée, étant donné qu'elle transforme progressivement un processus de conflit en une dynamique de paix et crée des conditions propices à la réconciliation nationale dans la mesure où elle tient compte non seulement des effets mais également des causes économiques et sociales de la situation'.

Etant donné qu'il s'agissait là, précisément, d'un processus dans lequel la bonne foi du Gouvernement colombien était manifeste, la Sous-Commission s'est abstenue de donner suite à des allégations similaires à celles que vous avez mentionnées dans votre lettre de juillet 1985. En dépit d'incidents tels que ceux qui se sont produits au Palais de justice et dans lesquels étaient impliqués des criminels récemment libérés de prison au titre de la loi d'amnistie, le gouvernement poursuit ses efforts en vue de rétablir la paix et d'aider à la réconciliation. Je vous serais obligé de bien vouloir prendre ce fait en considération et d'en tenir dûment compte au moment de l'élaboration de votre rapport."

b) 3 décembre 1985

[Original : espagnol]

"D'ordre de mon gouvernement, et comme suite à ma note No 721, je tiens à vous communiquer les renseignements spécifiques ci-après, concernant des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires :

a) César Augusto Suárez Victoria

Vous trouverez ci-joint photocopie du mandat spécial de perquisition délivré par le tribunal d'instruction criminelle militaire No 129, sis à Larandia, Caqueta, dans l'affaire No 040 concernant le délit d'homicide commis le 8 février 1985 contre la personne de César Augusto Suarez, dont le soldat José Antonio Perdomo Justinico est accusé. Le mandat consiste en un document de trois pages, dont la dernière porte les cachets et signatures du chef de la division locale du Bureau du Procureur général, de l'officier de police judiciaire compétent et du greffier du tribunal (annexe 1).

Une procédure d'instruction a été ouverte contre un soldat en vue d'enquêter sur cette affaire et d'infliger les sanctions qui s'imposent.

b) Guillermo Enrique Quiroz Tietjen (annexe 2, p. 2 et 3)

Ce cas fait également l'objet d'une procédure d'instruction visant un agent du Département administratif de sécurité, dans les mêmes conditions que dans le cas a).

c) Luis Cardona et Alcides Santos (annexe 2, p. 3 à 6)

Ce cas continue de faire l'objet d'une procédure d'instruction préparatoire contre personnes non dénommées; en d'autres termes, rien n'indique que les coupables soient des membres des forces armées, de la police ou des forces de sécurité.

Comme vous pourrez le constater, des efforts considérables sont déployés pour élucider les faits et punir les coupables, conformément à

la volonté clairement exprimée du gouvernement de garantir l'application des lois et de prévenir tout abus d'autorité. Aussi suis-je convaincu que vous apprécierez ces efforts à leur juste mesure."

Pièces jointes à la lettre datée du 3 décembre 1985

"A : M. Jaime Hernandez Salazar  
Procureur général adjoint de la nation

Nous vous communiquons par la présente le rapport de la commission créée sur ordre du Procureur général en date du 13 août, qui complète le rapport daté du 16 août sur la même question.

**PLAINT**

La présente enquête se fonde sur le document signé du Secrétaire aux organisations et aux conférences internationales du Ministère des affaires étrangères de la Colombie, dans lequel il est indiqué : "... M. Wako demande aussi qu'aux fins de l'établissement de son rapport à la Commission des droits de l'homme, le Gouvernement colombien fournisse d'urgence des renseignements sur quatre cas particulièrement délicats de citoyens qui ont été trouvés morts après avoir été arrêtés par la police, par des officiers de sécurité ou par des membres des forces armées, et dont les corps portaient - pour certains - des traces de torture ou de blessures par balle. Ces cas sont les suivants : a) Luis Cardona, arrêté le 27 janvier 1985 et trouvé mort à Antioquia une semaine plus tard, b) Alcides Santos, arrêté le 3 février 1985 et trouvé mort à Antioquia le 5 février 1985, c) Augusto Suarez, arrêté le 3 février 1985 et trouvé mort le 15 février 1985 à Caqueta, d) Guillermo Quiroz, arrêté le 12 avril 1985 et trouvé mort le 14 avril 1985, sur la route allant de Barranquilla à Cartagena ..."

**ETAT D'AVANCEMENT DE L'INSTRUCTION**

A. Instruction ouverte sur l'enlèvement et la mort de  
Guillermo Enrique Quiroz Tietjen

L'affaire a été renvoyée par la sixième juridiction pénale devant la deuxième juridiction supérieure de Carthagène. Le 21 août, il a été demandé par voie de requête que soient recueillies les preuves demandées par l'agent spécial du ministère public ainsi que celles requises par le tribunal compétent, dont la déclaration de l'agent de police Alberto Grisales Henao.

Le tribunal compétent a accédé à cette requête et la sixième juridiction pénale itinérante de Carthagène a été chargée de l'instruction. C'est avec le concours de ce tribunal qu'il a été procédé comme suit :

- le 23 août, a eu lieu l'exhumation du corps de Guillermo Enrique Quiroz Tietjen, il s'agissait de déterminer si les blessures dont l'intéressé avait été victime étaient les causes premières, principales ou secondaires du décès, s'il avait été torturé (il avait un bras cassé aux dires d'Adolfo Quiroz) et s'il était décédé lentement des suites de ses blessures. L'autopsie a été confiée à un médecin légiste, le docteur Luis Pilonieta Rueda, qui remettra son rapport au tribunal le moment venu.

- déclaration de l'agent Alberto Grisales Henao, faite à San Andrés (Islas) en présence d'un magistrat du parquet. Il y a eu lieu de faire observer que l'ordre de recueillir la déclaration de l'agent en question avait été donné par le juge d'instruction dès le 29 avril, mais qu'il n'avait pu être exécuté, l'agent de police étant constamment transféré d'un poste à un autre. A la demande de l'agence spéciale, la déclaration a été recueillie le 24 août.

- Une inspection judiciaire a eu lieu à la section du DAS de Carthagène, où a été découvert un véhicule répondant à la description de celui qui aurait été utilisé lors des événements en cause. De plus, l'agent du DAS Edgar Trujillo Acosta se serait trouvé dans la région de San Jacinto la veille des faits en question. C'est pourquoi le juge d'instruction a été invité à étendre l'enquête à l'agent du DAS.

- En tant qu'agence spéciale du ministère public, la Commission a été priée d'établir des copies certifiées conformes afin de procéder à l'instruction ouverte contre Wilfrido Cervantes Beltran, Agustin Rafael Ariza Gonzales et Genaro Viloria pour violation de l'article 176 du Code pénal, des copies à la Procuration générale de Carthagène afin d'enquêter sur les agents des postes de police de San Jacinto et de Carmen de Bolivar, étant donné que dans la propriété Bajo de Oso se trouvaient des chevaux appartenant à ces deux postes et que des agents en uniforme surveillaient la propriété. En procédant à la perquisition en rapport avec les faits faisant l'objet de l'enquête, la police judiciaire de Bogota a découvert des armes à usage privé appartenant à des agents des forces armées et des armes à usage personnel, qui n'étaient pas accompagnées du permis nécessaire, ce qui a motivé la décision du commandant des forces navales de l'Atlantique, des copies afin que le bureau régional de la Procuration de Carthagène enquête sur l'agent du DAS Edgar Trujillo Acosta, car au moment où il se trouvait dans la propriété Bajo de Oso de Rodolfo Donado, il aurait effectué un versement de 2 000 pesos d'après le reçu établi au cours de l'enquête à l'occasion de la confiscation des armes dont il est question plus haut. De même, il a été demandé par écrit, en date du 29 août, de placer l'agent Alberto Grisales Henao, en détention, les conditions requises à l'article 439 du Code de procédure pénale étant réunies. On trouvera en annexe au présent rapport le texte des requêtes susmentionnées.

B. Instruction ouverte sur la mort de Luis Cardona et Alcides Santos

Pour ce qui est de la requête d'Alonso Nuñez, approuvée ultérieurement, concernant les circonstances dans lesquelles Luis Cardona et Alcides Santos auraient perdu la vie, il s'est avéré que deux instructions avaient été ouvertes contre X, victime de nom inconnu, par les instances judiciaires suivantes : la douzième juridiction supérieure de Medellín et la deuxième juridiction supérieure de Manizales. La douzième juridiction supérieure de Medellín est saisie de l'affaire sous le numéro 5629 : Instruction contre X, victime de nom inconnu : délit : homicide. Le 4 février 1985, à 17 heures, des agents de l'Inspection départementale de police de San Miguel-Sonson ont retiré un cadavre du Río La Miel. Le cadavre était immergé à une trentaine de mètres de la plage du Río La Miel, de la rive de la propriété San Miguel Viejo, à une centaine de mètres de la

route San Miguel - Totumo, à environ 2 km et demi du centre-ville de Corregimiento. Il y a une dénivellation de deux mètres pour descendre à la plage. Vêtements : pantalon rayé noir, slip rouge, tricot de corps bleu foncé, chaussettes à carreaux marron, chaussures de caoutchouc marron. A propos des blessures, le procès-verbal parle d'"orifice d'entrée produit par une arme de courte portée au côté gauche du thorax, avec sortie par l'aisselle gauche, blessure à la partie postérieure du bras gauche, hématomes aux mains provoqués apparemment par des liens, oreille mangée par les poissons ... Mains attachées dans le dos. Autopsie No 3, pratiquée le 5 février 1985 par le docteur Rodrigo Gaviria Obregón, directeur de San Miguel "... Examen externe du cadavre ... Il ressort que la mort est survenue moins de 24 heures plus tôt ... Conclusions : la victime jetée à l'eau, alors qu'elle était encore en vie, après avoir été blessée par une arme à feu, est morte noyée ...". D'après le procès-verbal, la victime était âgée de 45 ans.

Sous le numéro 12-732, la deuxième juridiction supérieure de Manizales a ouvert une instruction pour délit d'homicide contre X, victime de nom inconnu. Les faits : l'Inspection départementale de La Atarraya (La Dorada - Caldas) a effectué une enquête le 4 février 1985 à 20 heures, au lieu-dit "Enclos de la ferme Los Achilles", vêtements portés par la victime : "Pas de chemise, pantalon en tissu synthétique de couleur bleue, à rayures, slip blanc, chaussettes rouges, ceinture noire, bottes de cuir jaune. Age : 42 ans."

Nous, membres de la Commission, avons bavardé avec M. Alonso Nuñez, auteur de la requête qui a motivé la pétition du ministère des relations extérieures, tendant à ce qu'une enquête soit ouverte sur la mort d'Alcides Santos et de Luis Cardona. Il réside à Armero (Tolima) et a donné les renseignements suivants :

- Dans le secteur de la mine, M. Alcides Santos se faisait appeler Ramón. M. Luis Charry, qui réside dans le district de Lérída, à proximité de la propriété Los Laureles, a apporté des précisions sur son comportement et ses activités.

- Alonso Nuñez a promis que M. Luis Charry qui connaissait les deux victimes et travaillait même avec eux dans la mine prêterait son concours aux enquêteurs et les accompagnerait dans les démarches qui relevaient du district de San Miguel et de La Atarraya, afin de retrouver les témoins oculaires dont Alonso Nuñez parlait dans sa requête.

Nous nous sommes aussi rendus à l'Inspection départementale de San Miguel et avons dialogué avec le prêtre, Juval Casteblanco, curé de cette localité qui a déclaré avoir vu les cadavres, les mains attachées derrière le dos. Il a dit aussi que, d'après les paroissiens, les victimes n'étaient pas de la région et qu'apparemment elles étaient décédées le jour même aux endroits susmentionnés.

A l'Inspection départementale de La Atarraya, localité peu peuplée, nous n'avons pas obtenu plus de renseignements, ce village jouxte le district de San Miguel dont il est séparé par le Río La Miel. Au village de Puerto Boyacá, nous avons parlé avec Mme Eucaris Velasquez Yepez, (numéro d'identité : 24.893.840) de Puerto Boyacá et Mlle Aura Isabel Cardona Velasco (numéro d'identité : 46.642.561) de la même commune, domiciliée au No 5-15 de la deuxième rue, quartier du Pueblo Nuevo, fille de Luis Cardona, qui nous a appris les choses suivantes : son père se rendait de La Atarraya à La Dorada à bord d'un véhicule conduit par un homme connu sous le sobriquet de "l'oie",

deux individus l'ont fait descendre au lieu-dit de l'Indien, et depuis lors, elle ne savait pas vraiment ce qu'il était advenu de lui. Décrivant son père, elle a indiqué à titre de signes caractéristiques l'absence de plusieurs dents, les autres étant en mauvais état, une ankylose des doigts de la main gauche ainsi que plusieurs taches blanches sur la peau. Elle a ajouté que Mme Hohelia, sa dernière femme, qui résidait à La Dorada, pourrait fournir des renseignements plus précis.

Le gérant de la banque du crédit agricole de Puerto Boyacá nous a informés que M. Pedro Luis Cardona Trejos (numéro d'identité 129.59.59) de La Dorada, ferme "El Porvenir" (abandonnée) San Fernando Cimitarra, qui vivait avec Luceli Velasquez, avait des dettes d'un montant de 90 000 pesos, sans compter les intérêts accumulés, depuis le 19 mars 1983. Il a indiqué aussi qu'Aura Isabel Cardona, domiciliée au No 5-15 de la deuxième rue à Puerto Boyacá, procédait aux vérifications nécessaires pour accélérer les démarches afin de pouvoir réclamer la ferme en sa qualité de fille de Cardona Trejos.

OBSERVATIONS :

Premièrement, tout en respectant et en observant scrupuleusement la décision que vous voudrez bien prendre, nous sommes d'avis qu'il est nécessaire de poursuivre les enquêtes sur la mort d'Alcides Santos et de Luis Cardona. A cet effet, le concours d'un technicien et d'un avocat s'avère nécessaire, attendu que d'après les recherches dont nous avons fait état, il semble qu'il ne soit pas encore possible d'identifier avec certitude ni les cadavres découverts ni les responsables des faits.

Deuxièmement, nous apportons aux tribunaux compétents les résultats des enquêtes effectuées par la Commission. On trouvera en annexe les rapports pertinents.

Troisièmement, on trouvera également en annexe au présent rapport les photocopies du compte rendu des trois enquêtes.

Avec nos respects au Procureur adjoint,

(Signé)	José Osvaldo Carrero Hernandez	(Signé)	Ricardo Chavez Roa
	Avocat conseil		Criminaliste"

109. Le 8 novembre 1985, le Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a rendu visite au Rapporteur spécial pour s'entretenir avec lui des allégations susmentionnées.

110. Le Rapporteur spécial a transmis le résumé des allégations ci-après concernant le Ghana :

"En juin 1985, au lendemain d'une tentative de coup d'Etat, 70 personnes environ auraient été exécutées sans procès par les forces de sécurité parce qu'elles étaient soupçonnées d'être impliquées dans la tentative de coup d'Etat. En mars 1984, 11 personnes, des soldats pour la plupart, auraient été exécutées après avoir été condamnées à mort par contumace par les tribunaux publics pour avoir participé aux tentatives de coup d'Etat de 1982 et 1983 ou même sans aucune formalité juridique. Parmi les personnes exécutées sans procès figuraient les personnes suivantes :



Le soldat de deuxième classe Kwame Tekpor, l'adjudant Frimpong, le caporal Apatinga, le caporal Gyekye, le brigadier Sarkadie, le brigadier Bismarck et un civil, John Ofori Wilson.

Il était déclaré que jusqu'en août 1984, le tribunal public n'avait pas admis de droit d'appel et que les garanties de procédure devant assurer un procès équitable n'avaient pas été respectées, s'agissant notamment des critères d'indépendance et de compétence des juges, des règles relatives à la preuve adoptées par le tribunal et de la répartition du fardeau de la preuve."

111. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement ghanéen.

112. Le Rapporteur spécial a transmis le résumé des allégations ci-après concernant le Guatemala :

"Le corps de plusieurs personnes enlevées ou disparues a été découvert. Les cadavres portaient souvent des traces de torture. Il s'agissait des personnes suivantes :

Mayra Janeth Meza Soberanis (27 ans),  
dont le corps a été découvert le 28 janvier 1985 à Mazatenango

Neftalí Morales de la Cruz,  
dont le corps a été jeté du haut d'un hélicoptère en vol le  
10 janvier 1985 à Mazatenango

Aurelio Cotto Melgar,  
dont le corps a été découvert le 14 mars 1985 à Guatemala

Flavio José Quezada Saldaña (29 ans)  
tué par balle le 23 mars 1985

Carlos Enrique Cabrera García  
tué par balle le 27 mars 1985 à Guatemala

Manuel Sosa Avila  
tué par balle le 31 mars 1985

Hector Orlando Gómez Calito (32 ans)  
dont le corps a été découvert, mutilé, le 31 mars 1985

María del Rosario Godoy Aldana de Cuevas (24 ans)  
Augusto Rafael Godoy, son fils de 2 ans, et  
Mynor Godoy Aldana, son frère  
dont les corps ont été découverts le 4 avril 1985 en dehors de  
Guatemala".

113. Les réponses suivantes, datées des 15 juillet 1985, 28 novembre 1985 et 15 janvier 1986, ont été reçues de la Mission permanente du Guatemala auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

a) 15 juillet 1985

[Original : espagnol]

"... Je tiens à vous rappeler respectueusement que trois organisations militaires de caractère subversif, qui s'identifient elles-mêmes par les sigles EGP, ORPA et FAR, opèrent dans mon pays avec un soutien de l'étranger. Ces organisations qui cherchent à terroriser la population et à saper ainsi son esprit de résistance, commettent systématiquement des actes de violence, à savoir, attaques, meurtres, enlèvements, vols, etc.

Les autorités chargées de faire respecter la loi s'emploient avec zèle à empêcher de tels agissements, mais comme le montre amplement la propagation d'un bout à l'autre de la planète, pareille tâche s'avère impossible même dans les pays développés.

Les ressources et les méthodes utilisées par le terrorisme, qui a pris des dimensions internationales et qui dans de nombreux pays en développement se fait passer pour une lutte révolutionnaire, mettent sur la voie des autorités des embûches qu'elles ont du mal à surmonter.

Par ailleurs, vous n'aurez pas manqué de constater qu'il est très facile et commode à ces organisations d'accuser les gouvernements qu'elles cherchent à déstabiliser des crimes qu'elles ont commis elles-mêmes. C'est pourquoi il est mal venu de parler en l'occurrence d'exécutions sommaires ou arbitraires.

Je vous transmettrai en temps opportun les renseignements que je recevrai du Gouvernement guatémaltèque au sujet des personnes visées dans l'annexe à votre note.

..."

b) 28 novembre 1985

[Original : espagnol]

"... Me référant aux notes G/SO 214 (33-2) et (33-3) concernant la résolution 1985/40 du Conseil économique et social, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les observations formulées par le Gouvernement guatémaltèque à propos de la note G/SO 214 (33-3) en date du 12 juillet 1985, dans laquelle il est dit qu'il n'existerait pas dans notre pays de normes garantissant le respect du droit à la vie et de dispositions suffisantes pour assurer la sauvegarde de cette obligation universelle.

Le Gouvernement guatémaltèque se permet de déclarer en particulier que ces deux observations extrêmes sont erronées, étant donné que les lois guatémaltèques sont inspirées par le respect absolu des droits de l'homme et qu'en droit pénal guatémaltèque, sont qualifiés de délits tous les comportements qui portent précisément atteinte à la vie et à la sécurité de la personne et à ses droits. S'agissant là du bien protégé, les lois s'adressent tant aux particuliers qu'aux fonctionnaires quels qu'ils soient.

On peut indiquer à titre d'exemple que les délits suivants tombent sous le coup de la loi : homicide par imprudence, meurtre, agression et usage d'armes à feu, voies de fait, viol, débauche, enlèvement, plagiat et séquestration, détention illégale, appréhension illégale, perquisition de domicile, contrainte et menaces, extorsion, escroquerie, usurpation de fonctions, usurpation de titre, génocide, délits contre les devoirs de l'humanité, atteinte à la Constitution, terrorisme, association illégale de personnes armées, possession et port d'armes à feu, abus de pouvoir, refus d'assistance, détention illégale, abus commis contre des particuliers, accusation et dénonciation sans fondement, retard dans l'administration de la justice, déni de justice, etc. Tant la loi fondamentale de l'Etat guatémaltèque que le droit pénal, y compris les règles de procédure pénale, régissent pleinement sous tous ses aspects techniques la procédure pénale qu'est chargé d'appliquer l'un des trois pouvoirs de l'Etat, le pouvoir judiciaire qui jouit d'une indépendance absolue, mais respecte incontestablement les principes universels de cette branche du droit.

Il n'y a pas eu au Guatemala d'exécutions sommaires ou arbitraires, l'habeas corpus et la procédure d'amparo sont reconnus par une loi.

Sur le plan administratif, il existe au Guatemala une direction générale de la police nationale et une direction générale de Guardia de Hacienda, services chargés de maintenir l'ordre public, de protéger la vie, la sécurité des personnes et de leurs biens, de prévenir les délits et autres infractions à la loi, de coopérer aux recherches et enquêtes sur les délits et de déférer les délinquants devant les tribunaux compétents, en plus de toutes les autres fonctions de prévention, de répression ou de simple exécution qui relèvent normalement de la police. Dans le cadre de leur domaine de compétence et en fonction de leurs ressources techniques, humaines et budgétaires, ces deux directions générales exercent leurs fonctions avec zèle et responsabilité et sur le plan judiciaire sont subordonnées aux tribunaux de la République.

Il n'en faut pas moins ajouter qu'au Guatemala, comme dans d'autres pays, il peut arriver que certaines situations de fait échappent au contrôle direct des autorités, observation qui s'applique tant aux notes G/SO 214 (33-2) et (33-3) qu'à celles qui pourraient à l'avenir faire état d'allégations du même ordre.

En consignant ce qui précède, la Mission permanente du Guatemala souhaiterait que ces observations soient communiquées à M. S. Amos Wako, Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme pour la question des exécutions sommaires ou arbitraires.

..."

c) 15 janvier 1986

[Original : anglais/espagnol]

"...

En ce qui concerne la note No 031/DH/86 datée du 14 janvier de l'année en cours, je me permets d'annexer à la présente les documents suivants qui malheureusement n'avaient pas été joints à la note susmentionnée.

1. Document No E/CN.4/1985/60 1/
2. Rapport circonstancié : Santa Anita de las Canoas
3. Rapport d'autopsie : M. Héctor Orlando Gómez Calito (A/40/865, appendice IV) 1/.

Santa Anita de Las Canoas

Le 20 avril, à la veille de la visite au Guatemala d'une délégation d'Amnesty International, un journal local, La Razón, a relaté le massacre de 125 paysans du village de Santa Anita de Las Canoas dans le département de Chimaltenango. D'après ce journal, les victimes auraient été contraintes de creuser une fosse commune au pied d'une falaise et, après les avoir tuées, leurs meurtriers auraient déclenché une explosion à la dynamite pour recouvrir la fosse commune de pierres. Deux jours plus tard, le journal El Imparcial reproduisait une déclaration du Commandant de la zone militaire de Chimaltenango niant qu'un tel événement ait jamais eu lieu et prétendant que la nouvelle du massacre s'inscrivait dans le cadre d'une action menée pour embarrasser le Guatemala. Un troisième article paru dans La Razón, le 23 avril, ne renvoyait pas à la nouvelle du 20 avril mais citait un rapport de police dont il ressortait qu'une "série de vols, attaques et destruction de biens" avaient eu lieu dans le village de Santa Anita de Las Canoas. Etant donné la gravité de la nouvelle du massacre et l'intérêt manifesté pour la question par la délégation d'Amnesty, des enquêteurs privés ont cherché à établir ce qui s'était effectivement passé.

Après examen de cartes détaillées de Chimaltenango, il s'est avéré que le village s'appelait en fait Finca (ferme de) Santa Anita de Las Canoas et qu'il était situé dans une région extrêmement montagneuse au nord du département. Santa Anita fait partie de la commune de San Martín Jilotepeque. Cette ferme n'est pas desservie par une route carrossable par tous les temps, mais reliée par une route de terre à San Martín dont elle est séparée probablement d'environ un peu plus de 18 km. Etant donné la nature montagneuse du terrain, en 1980-1982, au moment où l'insurrection était à son comble, Chimaltenango a été le théâtre de violents combats entre l'EGP et l'armée. Bien que dans l'ensemble le département soit pacifié, il est encore fait état ici et là de coups de main de l'EGP.

Selon le premier rapport, l'un des survivants du massacre aurait été hospitalisé à l'hôpital départemental de Chimaltenango. C'est pourquoi les enquêteurs privés ont pris contact avec un ressortissant américain qui tient un dispensaire dans cette région et ont demandé à un médecin qui avait fait son internat dans cet hôpital en 1983 de chercher à savoir si quelqu'un de Santa Anita s'était fait soigner dernièrement ou si l'on avait entendu des rumeurs dudit massacre. Dans les deux cas, la réponse a été négative. L'Américain n'avait entendu parler de rien et d'après les fiches de l'hôpital, passées en revue pendant deux semaines, personne de Santa Anita n'était aller se faire soigner à l'hôpital départemental.

---

1/ Document disponible à part.

Le 26 avril, les enquêteurs privés accompagnés de deux autres personnes se sont rendus en hélicoptère à Santa Anita. En l'absence de tout point de repère - cette région montagneuse est parsemée de petits villages et de quelques maisons isolées - ils ont atterri à la ferme voisine de Santa Rosario, à quelque 4 km de là, où ils ont demandé des indications pour se rendre à Santa Anita. Les villageois leur ont fait bien meilleur accueil que la plupart des autres villages indiens visités, et après avoir donné les renseignements voulus, se sont lancés dans des généralités à propos du temps et des prochaines semailles. Alors que la conversation tirait à sa fin, ils ont été interrogés sur les incidents qui avaient pu se produire à Santa Anita. Ils ont répondu qu'il ne s'était rien passé, à part les vols commis un mois auparavant. Ils ont aussi raconté que dans un village voisin, quatre hommes avaient été arrêtés par l'armée pour vol.

De Rosario, les enquêteurs privés se sont rendus à Santa Anita et ont atterri du côté où se trouvait la plus forte concentration de maisons, une quarantaine éparpillées sur une vingtaine d'hectares. Au milieu du terrain occupé par des maisons, se trouvaient plusieurs bâtiments, dont une école. L'exploitation comprenait quatre secteurs, peuplés d'environ 1 200 habitants dont 400 adultes. Une centaine d'enfants seulement étaient inscrits à l'école et beaucoup d'entre eux n'y allaient d'ailleurs pas régulièrement. Les forces de défense civile locales (CDF) comptaient 145 membres, dont la plupart, mais pas tous, des hommes de l'exploitation "bons pour le service". La route de terre était le seul moyen de communiquer avec l'extérieur et quand celle-ci était praticable, un ou deux autocars ou camions faisaient chaque semaine le trajet.

Au cours de leur visite, les enquêteurs privés ont parlé à environ 25 adultes et 6 enfants de l'école, y compris à l'instituteur, au commissaire militaire et au chef des CDF. Six entretiens, dont celui avec l'instituteur, ont eu lieu en privé. Les autres ont eu lieu en présence de deux ou plusieurs personnes. Comme à Rosario, les habitants ont été sensiblement plus ouverts et expansifs qu'on ne l'est habituellement dans les villages indiens. Tout en étant d'origine indienne, tous les hommes et pratiquement tous les enfants, y compris les petites filles, parlaient couramment espagnol.

Aux dires des villageois, un seul incident s'était produit à Santa Anita depuis 1982, date à laquelle un nombre indéterminé de guérilleros et de leurs partisans auraient été tués lors d'affrontements, à savoir les cambriolages qui avaient eu lieu la nuit du 18 mars. Cette nuit-là, une bonne vingtaine d'hommes équipés d'armes automatiques avaient pénétré dans le village, dévalisé quatre maisons, dont une servait aussi de bazar et en ont incendié une autre dont le propriétaire avait opposé de la résistance. Les voleurs avaient emporté de la nourriture, des vêtements et de l'argent. Ils étaient habillés en civil et parlaient espagnol entre eux et aux Indiens (Santa Anita se trouve dans une région où l'on parle cachiquel). Pour presque tous les villageois, il s'agissait de "desconocidos" (inconnus), mais l'un d'eux a parlé d'insurgés. Personne n'avait été blessé au cours de cette opération mais la famille dont la maison avait été incendiée était partie à San Martin habiter soit chez des amis soit chez des parents.

Une fois reparti, l'hélicoptère a survolé la région avoisinante et les enquêteurs privés ont recherché, en vain, des traces récentes d'éboulement, d'explosion ou de roches qui se seraient disloquées.

Après ces constatations, les enquêteurs privés se sont aperçus qu'un événement du même ordre était relaté dans le rapport de mars sur les violences. Fin mars, la presse locale avait fait état de cet incident. D'après ces rapports, 26 guérilleros auraient incendié neuf maisons du village de Las Canoas et s'en seraient enfuis sans se heurter à l'armée.

OBSERVATIONS. Quoi qu'il se soit passé à Santa Anita, il semble tout à fait certain qu'aucun massacre n'y ait eu lieu au cours des dernières semaines. Les villageois n'ont parlé avec aucune réticence des événements de 1982, mais ont nié qu'aucun autre incident ait eu lieu dans leur région entre 1982 et les vols à main armée du mois de mars. La version donnée des événements par les enfants concordait pour l'essentiel avec celle des adultes et comme on dit au Guatemala "seuls les ivrognes et les enfants ne disent jamais que la vérité". Les enfants avaient aussi l'air tout à fait heureux et ne donnaient pas l'impression d'avoir perdu de proches parents peu de temps auparavant. Ni les voisins ni les hôpitaux n'ont donné à entendre que quoi que ce soit d'extraordinaire se soit passé dans la région au cours des dernières semaines. Ainsi, bien que nous ne sachions pas qui a commis les vols à main armée à Santa Anita, les enquêteurs privés qui se sont rendus dans la ferme sont tout à fait convaincus qu'aucun massacre n'y a eu lieu comme la presse l'avait indiqué à l'origine. Fin des observations."

114. Le 23 juillet 1985, le Représentant permanent du Guatemala auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a rendu visite au Rapporteur spécial pour s'entretenir avec lui des allégations susmentionnées.

115. Le Rapporteur spécial a transmis le résumé des allégations ci-après concernant l'Indonésie :

"Au cours des dernières années, au Timor oriental, plusieurs personnes, après avoir été arrêtées par les autorités indonésiennes qui les soupçonnaient de sympathiser avec la Frente Revolucionaria de Timor Este (FRETILIN) ou d'être en rapport avec elle, ou en représailles d'attaques qu'auraient lancées des agents de la FRETILIN, auraient été tuées en détention. Le nom de 44 personnes parmi celles dont on saurait qu'elles avaient été tuées en détention en 1984, était cité. Ont été identifiés notamment les cas suivants :

1. Jaime Castelo  
exécuté en février 1984 alors qu'il était détenu au poste de commandement militaire du district (KODIM) de Los Palos
2. Moises Arango, Laurence Arango, Joao Xavier et Oscar  
exécutés le 29 mai 1984
3. Vicente Freitas, Jacinto da Silva, Tomas da Silva  
exécutés le 30 mai 1984 à Baubau

En outre, une centaine d'hommes environ auraient été exécutés en mars 1984, alors qu'ils se trouvaient sous la garde des forces indonésiennes à proximité du village de Hamba, près de Bobonaro.

Par ailleurs, les forces de sécurité continueraient à tuer de nombreuses personnes, comme les années précédentes, à l'occasion d'une campagne de lutte contre la criminalité. On a découvert le cadavre de personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes en particulier au nord de Sumatra, à l'est et à l'ouest de Java et à Djakarta."

116. La lettre suivante, datée du 22 octobre 1985, a été reçue du Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original , anglais]

"...

Me référant à votre lettre du 12 juillet 1985, No G/SO 214 (33-3), concernant votre mandat de Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme pour les exécutions sommaires ou arbitraires, je tiens à vous communiquer les observations suivantes du Gouvernement indonésien :

1. Comme par le passé, le Gouvernement indonésien honore solennellement toutes les dispositions de la Constitution et des lois concernant la protection des droits de l'homme, y compris le droit à la vie. Le Gouvernement indonésien est résolu à assurer scrupuleusement l'application des lois et règlements tendant à protéger les droits des individus en matière d'arrestation, de détention, de procès et d'exécution des peines.
2. Le Gouvernement indonésien tient à déclarer une fois de plus que les allégations faisant état du meurtre de plusieurs personnes détenues dans la province du Timor oriental ainsi que d'exécutions qui auraient eu lieu dans la voisinage du village de Hamba en 1984 sont purement et simplement dénuées de tout fondement. Dans sa lettre No 43/POL-10/85, datée du 10 janvier 1985, le Représentant permanent de l'Indonésie a déjà donné des éclaircissements à ce sujet. Nul n'est besoin de renouveler en détail ces explications, car il est incontestable que ces allégations s'inscrivent dans le cadre d'une campagne menée contre l'Indonésie, pour des raisons politiques, par d'anciens membres de la FRETILIN en exil et leurs partisans à l'étranger. Qui plus est, ces allégations ne font que déformer les faits, ne sont que des rumeurs et des on-dit, que des sources indépendantes ne sauraient confirmer. Le fait que les personnes soupçonnées d'avoir commis des délits criminels soient jugées par des tribunaux civils est une preuve parmi d'autres du respect que le Gouvernement indonésien a pour la loi et les droits des individus, et ce, plus encore dans la province du Timor oriental que dans toute autre province du pays. Au Timor oriental, 160 personnes environ ont été condamnées de décembre 1963 à mars 1985 au titre d'inculpations fondées sur le paragraphe 1 de l'article 110 et sur l'article 106 du Code pénal indonésien. Cent vingt huit d'entre elles ont été condamnées à des peines de moins de sept ans de prison. Par ailleurs, une cinquantaine de personnes, détenues auparavant à la prison de Comarca, ont été libérées en avril 1985, après que le tribunal eut jugé les preuves insuffisantes.

3. Pour ce qui est des "mystérieux massacres" dénoncés, le Gouvernement indonésien tient à rappeler l'opinion déjà émise par le Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève dans sa lettre No 141/POL-040/85, datée du 24 janvier 1984, à savoir que le Gouvernement indonésien n'ordonne ni n'excuse en aucune façon ces massacres. En effet, les méthodes illégales de lutte contre le crime telles celles dont il est fait état non seulement violent les dispositions de la Constitution, mais sont contraires aussi aux garanties d'une procédure régulière dont jouit tout Indonésien.

Nous espérons sincèrement que les observations ci-dessus répondent aux allégations visées dans votre lettre et vous permettent par conséquent d'établir un rapport impartial et objectif à l'intention de la quarante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme."

117. Le 5 novembre 1985 et le 15 janvier 1986, le représentant du Gouvernement indonésien et le Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève ont rendu visite au Rapporteur spécial pour s'entretenir avec lui des allégations susmentionnées.

118. Le Rapporteur spécial a transmis le résumé des allégations ci-après concernant la République islamique d'Iran :

"En 1985, plusieurs personnes auraient été exécutées secrètement ou publiquement sans procès ou après des procès au cours desquels les garanties nécessaires à la protection des droits des défenseurs n'étaient pas assurées. En 1984, 580 personnes auraient été exécutées de cette manière. En avril et en mai 1985, plus de 300 personnes auraient été exécutées à la prison Evin de Téhéran."

119. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement de la République islamique d'Iran.

120. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant l'Iraq, qui se lit comme suit :

"Plusieurs personnes auraient été exécutées sans inculpation ou sans jugement en février et en mars 1985. Il s'agirait de membres du Parti démocratique kurde (PDK), de membres de la famille Al-Hakim et de membres de la communauté assyrienne. Les noms des personnes exécutées seraient les suivants :

1. Membres du PKD exécutés en février :

- a) Muhammad 'Al Zahir
- b) Hadji Ahmad Osman
- c) Yahya Yunis
- d) Ali Aziz Muhammad
- e) Hussain Salih Mustafa
- f) Behir Sinjari
- g) Abdallah Hemed 'Abdallah



2. Membres du PDK exécutés pendant la deuxième semaine du mois de mars :
  - a) Kamal Rassoul
  - b) Saleh Muhammad Amin Abd Al-Karim
  - c) Gaffour Muhammad Saleh
3. Membres du PDK exécutés le 31 mars :
  - a) Karim Isma'il
  - b) Muhammad Ibrahim Salih
  - c) Ahmad Yasin 'Abdallah
  - d) Mahmud Hasan Yunis
  - e) Hamad Hussain
4. Membres de la famille Al-Hakim exécutés le 5 mars :
  - a) Sayyid 'Abd Al-Hadi Al-Hakim
  - b) Sayyid Hassan Al-Hakim
  - c) Sayyid Hussain Al-Hakim
  - d) Sayyid Muhammad Rida Al-Hakim
  - e) Sayyid Muhammad Al-Hakim
  - f) Sayyid Sahib Al-Hakim
  - g) Sayyid Dhia Al-Hakim
  - h) Sayyid Baha Al-Hakim
  - i) Sayyid Muhammad Ali Al-Sayyid Jawad Al-Hakim
  - j) Sayyid Majid Al-Sayyid Mahmud Al-Hakim
5. Membres de la communauté assyrienne :
  - a) Yussuf Toma Hurmuz
  - b) Youbert Benyamin Shleiman
  - c) Yuhanna Isho Jajo."

121. La réponse ci-après, datée du 23 octobre 1985, a été reçue de la Mission permanente de l'Iraq auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original : arabe]

"... En réponse à la note du Centre pour les droits de l'homme datée du 12 juillet 1985 concernant les allégations selon lesquelles des personnes auraient été exécutées sans jugement ou sans inculpation, les autorités irakiennes font savoir ce qui suit :

Nous affirmons n'avoir aucun renseignement sur les membres en question du prétendu Parti démocratique du Kurdistan, à l'exception de :

1. Yahya Yunis Qasim
2. Kamal Rassoul Ahmad
3. Ali Aziz Muhammad

qui ont été condamnés à mort et exécutés pour avoir commis des actes de sabotage punissables en vertu de la loi iraquienne. Au moment de leur arrestation, ils étaient en possession d'armes et d'explosifs et ils ont été pris en flagrant délit de sabotage.

Hussain Salih Mustafa a été condamné par contumace pour crimes contre la sécurité et l'intégrité de l'Etat après s'être soustrait à ses obligations militaires. Il est toujours recherché par la justice.

Quant aux autres allégations concernant les exécutions intervenues le 31 mars 1985, nous informons le Centre que les personnes suivantes :

1. Abdul Karim Ismail
2. Mahmoud Salih Ibrahim
3. Mahmoud Hussain Yunis

ont été condamnées à mort et exécutées pour sabotage, transport d'armes et d'explosifs et attentats contre les demeures d'habitants de villages paisibles. Au cours de leurs attentats, ils ont assassiné l'un des chefs de village. Ils ont aussi participé à des actes de sabotage visant à porter atteinte à la souveraineté et à la sécurité du pays.

Les membres ci-après de la communauté assyrienne :

1. Yusuf Toma Hurmuz
2. Yubert Benyamin Shleimun Al-Ashuti
3. Yuhanna Ishu Shimoun

ont été condamnés à mort et exécutés pour complot criminel contre l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriale de l'Iraq qui avait abouti à la création d'un mouvement hostile visant la sécession par la force. Ils avaient transporté des armes et des explosifs et commis des actes de sabotage contre des institutions et établissements publics et privés.

A cet égard, nous tenons à souligner que dans chaque cas, le verdict a été rendu par un tribunal compétent qui a respecté toutes les garanties et les procédures juridiques prescrites pour la défense des inculpés, conformément à la Constitution iraquienne et aux lois en vigueur. Le tribunal a aussi commis des avocats pour la défense.

... Quant à l'exécution des 10 membres suivants de la famille Al-Hakim :

1. Abdul Hadi Muhsin Mahdi Salih Al-Hakim
2. Hasan Abdul Hadi Muhsin Mahdi Al-Hakim
3. Hussain Abdul Hadi Muhsin Mahdi Al-Hakim
4. Muhammad Ridha Muhammad Hussain Said Al-Hakim
5. Muhammad Muhammad Hussain Said Al-Hakim
6. Abdus-Sahib Muhammed Said Al-Hakim
7. Dhia ud-Din Kamal ud-Din Yusuf Muhsin Al-Hakim

8. Baha ud-Din Kamal ud-Din Yusuf Muhsin Al-Hakim
9. Muhammad Ali Said Jawad Mahmoud Al-Hakim
10. Majeed Mahmoud Mahdi Salih Al-Hakim

ils ont été condamnés à mort et exécutés pour conspiration criminelle visant à fomenter la sédition, à encourager un esprit séparatiste sectaire et odieux et à créer une organisation hostile appelée "Mouvement des moudjahidins irakiens", dont le but principal est de renverser par la force le régime constitutionnel légitime actuel de l'Iraq. Ils avaient introduit de l'étranger dans le pays des armes et des explosifs et les avaient distribués à des saboteurs en vue de susciter le trouble et la sédition et d'exacerber criminellement le fanatisme sectaire. Ils avaient espionné pour le compte du régime iranien, lequel est en guerre avec l'Iraq, et s'étaient donc rendus coupable de haute trahison à l'égard de leur pays. Ils avaient aussi organisé, en temps de guerre, la défection dans le camp iranien de personnel militaire irakien se trouvant sur le front."

120. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant le Nigéria, qui se lit comme suit :

"En 1984, au moins 66 personnes auraient été exécutées après un jugement rendu par des tribunaux spéciaux qui ne serait pas susceptible d'appel auprès d'une instance supérieure. Le 10 avril 1985, trois personnes condamnées à mort par l'un des tribunaux spéciaux, appelé "tribunal des délits divers", auraient été exécutées à Lagos. Leurs noms seraient les suivants : Bernard Ogedengbe, Bartholomew Azubike Owoh et Akanni Ojelope. Le "tribunal des délits divers", institué par le décret No 20 du Conseil militaire suprême promulgué en juillet 1984, ne donne pas aux inculpés le droit de former un recours auprès d'une instance supérieure."

123. La lettre ci-après, datée du 25 septembre 1985, a été reçue de la Mission permanente du Nigéria auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

[Original : anglais]

"En réponse à votre lettre datée du 24 juillet 1985 (Réf. : G/SO 214 (33-3)) et à son annexe concernant les personnes condamnées pour délits divers (décret No 20), je voudrais vous rappeler notre lettre datée du 20 mars 1985 (Réf. : GIO.11/CON/VOL.XIV) et réaffirmer que ce tribunal, présidé par un magistrat d'une juridiction supérieure, est dûment constitué en vertu des lois de la Fédération. Son code de procédure garantit aussi, au ministère public comme à la défense, l'égalité des droits d'audience, d'interrogatoire et d'interrogatoire contradictoire. Par ailleurs, conformément à la section 1(2) pertinente, c'est le Conseil militaire suprême (désormais dénommé "Conseil de gouvernement des forces armées") qui est juridiquement compétent en matière de recours et qui est habilité à confirmer, à modifier ou à annuler purement et simplement un verdict rendu par le tribunal.

En ce qui concerne les trois personnes mentionnées dans la communication annexée à votre lettre, qui ont été exécutées le 10 avril 1985, elles ont été jugées et reconnues coupables par un

tribunal dûment constitué et présidé par un magistrat d'une juridiction supérieure. En outre, leur exécution n'a eu lieu qu'après la confirmation de leur peine par le Conseil militaire suprême, qui est compétent en matière de recours conformément aux dispositions mentionnées plus haut. Il faut relever, toutefois, que dans un cas analogue, le Conseil militaire suprême a commué la peine capitale en détention à vie.

Dans ces circonstances, les allégations selon lesquelles le droit de faire appel serait dénié en vertu du décret No 20 sont sans fondement.

..."

124. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant le Paraguay, qui se lit comme suit :

"En février 1985, une personne dénommée Pablo Martínez Díaz, 26 ans, serait morte en détention après avoir été rouée de coups de façon continue par le personnel de la police après son arrestation à Pirayú. Un certificat médical aurait indiqué comme cause de décès un "traumatismo craneo-encefálico" (traumatisme crânien). D'après la version officielle, Pablo Martínez Díaz s'était suicidé en se pendait dans sa cellule, mais sa famille aurait intenté une action en justice pour déterminer la cause et les circonstances du décès."

125. La lettre ci-après, datée du 6 septembre 1985, a été reçue du Ministère des affaires étrangères du Paraguay :

[Original : espagnol]

"J'ai l'honneur de me référer à votre communication G/SO 214 (33-3) du 24 juillet 1985 nous demandant des informations sur le cas de Pablo Martínez Díaz, qui serait mort alors qu'il était détenu par la police à Pirayú, dans le département de Cordillera.

J'ai l'honneur de vous informer que M. Martínez Díaz a été détenu au poste de police de Pirayú, où l'on a constaté qu'il était en état d'ébriété. D'après le rapport de police, le décès de l'individu en question serait dû à un suicide par pendaison. Le médecin du dispensaire de Pirayú partageait cet avis mais n'excluait pas dans son certificat médical la possibilité d'une autre cause de décès. Le corps du défunt a été par la suite, sur l'initiative du Commandant du poste de Pirayú, transféré à l'hôpital d'Asunción, où l'autopsie a révélé que le décès avait été provoqué par une lésion cérébrale. En raison de la contradiction manifeste entre les deux certificats, qui a jeté le doute sur la cause du décès de M. Martínez Díaz, et afin d'élucider les responsabilités dans cette affaire, le parquet du département a engagé des poursuites contre le Commandant du poste de Pirayú.

L'affaire a été portée devant le Tribunal pénal de première instance et est instruite par le troisième juge, M. Edmundo Vittone, le greffier de la Cour étant M. Cáceres. J'espère que ces renseignements vous donnent satisfaction.

..."

126. Le 1er novembre 1985, le Représentant permanent du Paraguay auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a rencontré le Rapporteur spécial au sujet de l'allégation mentionnée plus haut.

127. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant le Pérou, qui se lit comme suit :

"Comme c'est le cas depuis plusieurs années, un certain nombre de personnes, pour la plupart des civils, ont été tuées ou retrouvées mortes dans une zone d'état d'urgence qui comprend les départements d'Ayacucho, d'Apurímac et de Huancaavelica et où un groupe de partisans mène des activités de guérilla. Plusieurs de ces décès seraient imputables à ce groupe et d'autres aux forces de sécurité (police ou armée). Certaines de ces personnes qui avaient été arrêtées par les forces de sécurité ou avaient disparu ont été retrouvées mortes dans des décharges publiques et des fosses communes, portant souvent des marques de tortures. On a donné plus de 400 noms de personnes qui auraient été détenues et dont le corps aurait été par la suite retrouvé dans la zone soumise à l'état d'urgence depuis janvier 1983."

128. Le Rapporteur spécial a reçu de la Mission permanente du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies à Genève le texte du discours d'investiture prononcé par le Président du Pérou le 28 juillet 1985. Le passage pertinent de ce discours se lit comme suit :

[Original : espagnol]

"...

Le recours à la mort comme moyen en vue d'une fin est inacceptable dans un régime démocratique. Le fait que nous sommes ici pour lutter pour le peuple et pour la justice prouve que la justice sociale est réalisable dans une démocratie. La loi sera appliquée dans toute sa rigueur aussi bien à ceux qui violent les droits de l'homme par le meurtre, par la torture et par les exécutions extrajudiciaires que ceux qui le font en abusant de leurs fonctions; car il ne faut pas combattre la barbarie par la barbarie. Nous savons, cependant, que de nombreux innocents injustement accusés de terrorisme n'ont pas pu prouver leur innocence en raison de la lenteur des procédures judiciaires. J'annonce aujourd'hui qu'une Commission pour la paix entièrement indépendante va être désignée, sans retard, elle sera composée de juristes et de représentants des groupes politiques et des organismes qui s'occupent des droits de l'homme. Cette commission aura une double tâche : elle devra, en premier lieu, examiner la situation des personnes qui s'estiment innocentes et proposer une solution immédiate aux autorités afin d'établir une claire distinction entre ce qui constitue des actes de terrorisme ou une complicité avec le terrorisme et ce qui doit être considéré comme des délits politiques, pour lesquels des militants de partis démocratiques sont actuellement emprisonnés et injustement accusés de terrorisme. En deuxième lieu, elle servira d'organe de communication et de dialogue avec ceux qui se sont fourvoyés pour les amener par la persuasion, à revenir à la démocratie. Compte tenu de ses propositions et conclusions, et dès que les conditions nécessaires seront réunies, nous serons disposés à examiner les recours en grâce et les demandes d'amnistie présentés par ceux qui ont effectivement commis des actes de terrorisme, et l'Etat appliquera des mesures visant à favoriser la compréhension entre Péruviens."

129. Les réponses ci-après, datées du 18 juillet, du 17 septembre [2], du 20 septembre, du 18 novembre, du 26 novembre, du 9 décembre et du 10 décembre 1985, ont été reçues de la Mission permanente du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

a) 18 juillet 1985

[Original : espagnol]

"...

J'ai le devoir de réaffirmer... la position de principe du Pérou sur la question des droits de l'homme et l'importance particulière que mon pays attache au problème des exécutions sommaires ou arbitraires, dans quelque pays que celles-ci aient lieu. Le Gouvernement péruvien tient aussi à exprimer à nouveau sa satisfaction de la tâche dont vous vous acquittez. Etant donné la gravité de l'accusation qui a été formulée, il est nécessaire que toutes les allégations qui sont transmises au Gouvernement péruvien contiennent tous les détails pertinents en votre possession, pour qu'il soit possible de confirmer ou de démentir lesdites allégations. Le Gouvernement péruvien qui attache la plus grande importance au respect des droits de l'homme, ne peut en effet continuer à tolérer que cette question soit manipulée par des organismes ou des personnes intéressées dans un organe aussi important que la Commission des droits de l'homme qui risquerait de devenir un lieu de propagande pour des mouvements terroristes et leurs activités qui visent, par des violations massives des droits les plus fondamentaux de l'homme, à déstabiliser un gouvernement démocratique légalement élu.

Dans le système juridique péruvien, c'est au pouvoir judiciaire qu'il appartient de se prononcer sur la culpabilité ou l'innocence des accusés. Par conséquent, afin de mener une enquête sur ces allégations, je dois vous demander à nouveau, comme je l'ai fait dans la note NNUU/50 du 12 décembre 1984, de bien vouloir fournir des renseignements précis sur les personnes en cause et sur les circonstances dans lesquelles les exécutions sommaires présumées auraient eu lieu dans la zone soumise à l'état d'urgence.

Je vous rappellerai que le simple fait de communiquer ces allégations porte indûment atteinte à l'image de régimes qui, comme celui du Pérou, sont l'expression de la volonté de leurs citoyens et sont donc conformes à l'un des droits essentiels de l'homme, celui d'élire librement un gouvernement, qui constitue à la fois le fondement et la garantie de la réalisation des autres droits de l'homme.

..."

b) 17 septembre 1985

[Original : espagnol]

"...

A ce propos, j'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la résolution suprême No 221/85/JUSTICIA du 14 septembre 1985, la Commission pour la paix a été constituée en tant qu'organe consultatif du Bureau de la Présidence de la République, avec la composition ci-après :

M. Mario Suárez Castaneyra, président,  
Mgr Augusto Beuzeville Ferro,  
M. Diego García Sayán,  
M. César Rodríguez Rabanal,  
M. Alberto Giesecke Matto, et  
M. Fernando Cabieses Molina.

La Commission sera chargée des tâches suivantes :

a) examiner la situation juridique des personnes arrêtées pour actes terroristes qui affirment être innocentes, et proposer une solution aux autorités en vue d'établir une distinction entre les actes de terrorisme ou la complicité avec de tels actes et les actes qui devraient être considérés comme des actes politiques.

b) sans préjudice de l'indépendance du pouvoir judiciaire, accélérer les procès des personnes inculpées de terrorisme,

c) ouvrir la voie au dialogue afin de persuader ceux qui ont recours à la violence et au terrorisme de revenir à la démocratie et de reprendre place dans la société conformément à la Constitution et aux lois de la République,

d) coordonner et transmettre aux autorités les plaintes qui ont été ou peuvent être déposées concernant les violations des droits de l'homme telles que meurtres, exécutions extrajudiciaires, disparitions, tortures et abus du pouvoir par les autorités,

e) examiner le décret-loi No 046 et proposer toutes modifications utiles,

f) faire rapport sur les conditions et les circonstances prévalant dans les lieux de détention,

g) faire rapport sur la situation des personnes victimes d'actes de violence, ainsi que celle de leurs familles, et proposer des mesures à adopter,

h) conseiller le Président de la République sur toutes les questions à propos desquelles celui-ci est consulté en relation avec le problème de la subversion et du respect des droits de l'homme,

La Commission pour la paix organisera comme bon lui semble ses propres travaux et est habilitée à créer des sous-comités et à nommer des conseillers pour l'aider à s'acquitter de ses tâches.

..."

c) 17 septembre 1985

[Original : espagnol]

"...

J'ai l'honneur de vous transmettre, pour votre information, deux communiqués publiés par le Gouvernement péruvien les 12 et 15 septembre 1985 à propos des faits survenus récemment dans le district de Pacayacu,

'Communiqué de presse publié par le secrétaire du Bureau de la Présidence de la République :

1. Le gouvernement est fermement déterminé à veiller à ce que seuls des moyens constitutionnels et légaux soient utilisés dans la lutte contre le terrorisme.
2. A la suite de la découverte d'une fosse commune contenant sept corps dans la région de Pacayacu, le Président a ordonné l'ouverture d'une enquête approfondie, dont les résultats doivent être annoncés dans les 72 heures à venir.
3. Quant aux allégations concernant la mort de 69 personnes imputable à l'action des forces de sécurité dans le district d'Ancosmarca, le Bureau de la Présidence de la République a de même ordonné l'ouverture d'une enquête, dont les conclusions circonstanciées doivent être présentées dans les sept prochains jours et, en outre, a demandé :

Au général de division Sinesio Jarama Dávila, commandant de la deuxième zone militaire, au général de brigade Wilfredo Mori Orzo, commandant politique militaire de la zone, et aux responsables des opérations effectuées dans le district d'Ancosmarca et dans les régions voisines, de faire rapport sur la question au Parlement, le Comité de la défense nationale et le Comité des droits de l'homme des deux Chambres ayant été invités à tenir une séance commune à cette fin. Le Bureau de la Présidence fait actuellement les démarches nécessaires à cet effet auprès des Présidents de la Chambre des représentants et du Sénat.

4. Le gouvernement réaffirme sa volonté de punir toute mesure arbitraire ou violation des droits de l'homme qui a été commise ou qui peut l'avoir été.

Lima, le 12 septembre 1985.'

'Communiqué officiel du Gouvernement péruvien :

1. Le Président de la République et le Conseil des Ministres d'Etat ont reçu aujourd'hui du Commandement interarmées le rapport écrit demandé concernant les sept corps découverts à Pacayacu.

Ce rapport fait clairement ressortir la responsabilité de trois officiers et d'un chauffeur de l'armée, qui ont été traduits en justice.

2. Il ressort en outre du rapport verbal que, sur les directives du gouvernement précédent, les faits relatifs à la lutte contre la subversion ont été tenus secrets. Les modalités de recrutement des forces subversives n'ont pas été rendues publiques. Il n'y a pas eu de rapport sur la manière dont ces forces avaient opéré en utilisant de nombreux civils peu armés, ni sur le nombre élevé des personnes décédées au cours des trois dernières années, de sorte que celles-ci n'avaient ni été identifiées ni fait l'objet d'enquêtes et avaient été portées disparues. L'armée a donc été accusée de génocide, ce qui a gravement nui à sa réputation, laquelle ne devrait pas être ternie, de l'avis du gouvernement.



3. Il est donc établi que le gouvernement précédent porte une lourde responsabilité devant la nation pour l'avoir mal informée et le gouvernement actuel estime que l'adoption d'une telle stratégie engage la responsabilité du chef du Commandement interarmées dans la mesure où celui-ci est membre du Conseil de la défense nationale.

Pour cette raison, le gouvernement a décidé, en vue d'une réforme profonde de la stratégie de lutte contre la subversion, de remplacer le chef du Commandement interarmées, qui a donc demandé l'autorisation de prendre sa retraite.

4. Le gouvernement rappelle qu'il est déterminé à poursuivre vigoureusement sa lutte contre la subversion, sans commettre d'excès, et invite aussi le pouvoir judiciaire à accélérer les procès des personnes inculpées de terrorisme qui, à quelques exceptions près, n'ont pas encore été passées en jugement jusqu'à présent.

Lima, le 15 septembre 1985.'

..."

d) 20 septembre 1985

[Original : espagnol]

"J'ai l'honneur de vous transmettre un communiqué du Commandement interarmées du Pérou concernant les faits intervenus à Accomarca ;

'1. D'après un rapport de l'Inspection de la Deuxième division d'infanterie (Ayacucho), il a été établi à 17 heures aujourd'hui que le sous-lieutenant Telmo Hurtado Hurtado, officier subalterne commandant une patrouille, était responsable de la mort d'une quarantaine de civils survenue dans la région d'Accomarca le 14 août dernier.

2. Il ressort de l'enquête que l'officier responsable a omis ce fait dans son rapport sur l'opération, de sorte que, n'en ayant pas connaissance, le général de division Sinesio Jarama Dávila et le général de brigade Wilfredo Mori Orzo n'ont pas mentionné l'incident dans leurs rapports présentés aujourd'hui aux comités du Parlement.

3. Le Commandement interarmées a ordonné qu'une enquête approfondie soit effectuée afin d'élucider toutes les circonstances de l'affaire et de traduire les responsables en justice.

4. Le général de division Sinesio Jarama Dávila, commandant de la zone centrale soumise à l'état d'urgence et le général de brigade Wilfredo Mori Orzo, commandant politique militaire de la 5ème division de cette zone, ont été relevés de leurs fonctions aujourd'hui.

5. La demande de mise à la retraite présentée au grand Etat-major de l'armée par le général de brigade Wilfredo Mori Orzo, commandant politique militaire de la 5ème subdivision de la zone soumise à l'état d'urgence a été acceptée aujourd'hui.'

..."

e) 18 novembre 1985

[Original : espagnol]

"...

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, à titre d'information, le texte des communiqués officiels Nos 17 et 19, datés respectivement du 22 et du 27 octobre dernier, du Commandement interarmées du Pérou concernant la reddition d'un groupe important d'éléments terroristes ayant déposé les armes pour se livrer aux forces de l'ordre.

'Communiqué officiel No 017-CCFFA/RRPP

1. Le 19 octobre 1985, au cours d'une opération des forces de l'ordre à Llochegua, un groupe important d'éléments subversifs a déposé les armes pour se rendre.

2. Le groupe de terroristes qui s'est rendu sans condition était composé comme suit : 51 combattants, 64 femmes, les unes participant aux combats et les autres appartenant à la base, 14 enfants âgés de plus de dix ans et 45 autres de moins de dix ans. Ces personnes sont actuellement réparties entre les centres antiguérilla de Llochegua et de Pago de Corazón de Pampa, où elles sont protégées et prises en charge en attendant qu'une décision soit prise qui leur permette de reprendre le travail en toute sécurité.

3. Les membres de ce groupe ont déclaré que leur défection était principalement motivée par le fait que le "Sendero Luminoso", ne tenait jamais ses promesses, ce qui avait fini par provoquer chez eux lassitude et désillusion, et le sentiment de l'inutilité de leur lutte. Ils ont exprimé le souhait de retourner aussitôt que possible à leurs travaux agricoles et de contribuer de manière productive au développement du pays dans la paix et le respect de l'ordre et de la loi.

Lima, le 22 octobre 1985.

Bureau des relations publiques du CCFFAA.'

'Communiqué officiel No 019-CCFFA/RRPP

1. Le 25 octobre 1985, des membres de la "Défense civile" de Corazón de Pampa ont délivré de l'emprise subversive du "Sendero luminoso" 21 hommes et 43 femmes, qui ont été conduits au centre antiguérilla de Llochegua pour être pris en charge par l'infanterie de marine.

2. Par la suite, trois chefs guérilleros se sont rendus au personnel du centre antiguérilla de Llochegua. Un matériel abondant de propagande subversive, des grenades de fabrication artisanale et trois carabines ont été saisis sur les transfuges et sur les personnes délivrées.

3. Les forces de l'ordre assureront la protection de ce groupe et le prendront en charge en attendant qu'une décision soit prise pour leur permettre de reprendre le travail en sécurité, et pour mettre à la disposition des autorités compétentes les personnes dont la responsabilité aura été établie.

Lima, le 27 octobre 1985

Bureau des relations publiques du CCFFAA'.

..."

f) 26 novembre 1985

[Original : espagnol]

"...

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, à titre d'information, le texte du communiqué officiel No 11-CCOMIN, daté du 8 courant :

'Le Ministère de l'intérieur informe l'opinion publique de ce qui suit :

Poursuivant les efforts de pacification déployés par le Gouvernement, il a été décidé au Conseil des ministres aujourd'hui de ne pas reconduire l'état d'urgence dans la province de Pasco du département de Cerro de Pasco.'

..."

g) 9 décembre 1985

[Original : espagnol]

"...

J'ai l'honneur de vous informer que le Ministère de la justice au Pérou a adopté la résolution ministérielle 280-85-JUS datée du 29 novembre 1985 et publiée dans le Journal officiel "El Peruano" du 7 courant, en vertu de laquelle le texte officiel de la Constitution du Pérou ainsi que celui de la Déclaration universelle des droits de l'homme seront publiés à partir de 1986 dans l'annuaire des téléphones.

Cette mesure s'inscrit dans la vaste campagne de vulgarisation et d'information lancée par le Gouvernement péruvien au sujet des principes constitutionnels et des normes relatives aux droits de l'homme.

..."

h) 10 décembre 1985

[Original : espagnol]

"...

J'ai l'honneur de vous informer que le 6 de ce mois, l'Assemblée générale de l'Organisation des Etats américains a approuvé une résolution concernant la situation des droits de l'homme en Amérique, dont j'ai le plaisir de citer ci-après le paragraphe 9 :

'Exprime sa satisfaction des mesures prises par le Gouvernement constitutionnel du Pérou depuis le 28 juillet 1985 en vue de garantir le plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de renforcer le règne du droit et de la démocratie sur le territoire national'.

..."

130. Le 25 juillet 1985, le 4 novembre 1985 et le 15 janvier 1986, le Représentant du Gouvernement péruvien a rencontré le Rapporteur spécial pour s'entretenir des allégations mentionnées plus haut.

131. Le Représentant permanent du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a rencontré le Rapporteur spécial le 15 janvier 1985 et, parmi les mesures actuellement prises pour créer les conditions permettant de diminuer le nombre des exécutions sommaires ou arbitraires, mentionnées dans la lettre citée, a mis l'accent sur les aspects suivants :

a) Les mesures prises par le Président pour limoger les officiers portant une responsabilité quelconque dans des cas d'exécutions sommaires ou arbitraires;

b) L'ouverture d'enquêtes sur les cas d'exécution sommaire ou arbitraire;

c) Les poursuites engagées contre certaines des personnes impliquées dans des exécutions sommaires ou arbitraires;

d) La création de la Commission pour la paix qui a notamment pour objectif de coordonner et de transmettre aux autorités les plaintes concernant les violations des droits de l'homme débouchant sur des meurtres, des exécutions extrajudiciaires, etc.;

e) L'instauration du dialogue avec les personnes ayant recours à la violence et au terrorisme.

132. Le Rapporteur spécial a en outre reçu de la Mission permanente du Pérou auprès de l'Office des Nations Unies à Genève diverses informations, dont des articles de journaux, concernant la situation au Pérou.

133. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant les Philippines, qui se lit comme suit :

"Un nombre considérable de personnes auraient été tuées comme les années précédentes par les unités militaires et les unités paramilitaires placées sous le commandement de l'armée. La plupart des victimes étaient des agriculteurs ou d'autres civils dont des hommes politiques. Elles ont été abattues sur place ou ont été retrouvées mortes après avoir été arrêtées ou détenues. En 1984, plus de 400 personnes auraient été éliminées de la sorte. Les indications ci-après ont été données sur plusieurs des assassinats qui ont été commis au cours de l'année écoulée ;

1. Elvie Degit (16 ans) (Himamaylan, Negros Occidental) enlevée et trouvée morte en janvier 1985,
2. Leonardo Tagapan (28 ans) et Arcelos Babion (28 ans) (Cagayan de Oro, Mindanao), arrêtés en février 1984, leurs corps sur lesquels on a relevé de multiples blessures par balles et une fracture du crâne, ont été remis à des salons mortuaires en mars 1984,
3. Jojie Paduano et Janilyn Enriquez (Visayas), elles auraient été tuées en 1984 après avoir été violées par des membres de la 47ème brigade d'infanterie de l'armée et de la Integrated Civilian Home Defence Force (ICHDF) (Force de défense nationale civile intégrée),
4. Danilo Deldoc et Jose et Perlita de la Cruz (Palayan City, Nueva Ecija) arrêtés à Manille en mai 1984 et dont les corps ont été trouvés pendus sur un pont à Palayan City,
5. Julian et Marcelina Bonane et leurs enfants, Henrieta (20 ans), Daniel (17 ans) et Carlito (15 ans) (Lopez Jaena, Misamis Occidental), ils auraient été tués le 17 mars 1984 par un membre de la gendarmerie philippine et quatre membres de l'ICHDF,
6. Orlando Viernes et ses deux enfants, Ronaldo (huit ans) et Marietta (six ans) (Carmen, Jimenez, Misamis Occidental), ils auraient été tués en mars 1984 par des membres de l'ICHDF,
7. Ernesto Pijeda (25 ans) (Isabela Negros Occidental), arrêté en décembre 1984 par le troisième détachement de gardes montés et trouvé mort le 23 décembre 1984, son corps portait des marques de tortures et était lardé de coups de couteau,
8. Neuf personnes (Langoni, Negros Occidental), elles auraient été abattues par la gendarmerie philippine,
9. Alexander Orcullo (38 ans) (Mandug, Davao, Mindanao), il aurait été abattu le 19 octobre 1984 par la People's Liberation Organization (PLO) - Organisation de libération du peuple, contrôlée par les militaires,
10. Cinq membres d'un groupe de squatters qui occupaient une chapelle à Davao (Mindanao), ils auraient été abattus le 27 novembre 1984 par l'ICHDF,

11. Le père Tullio Favali (38 ans) (Cotabato Septentrional), abattu le 11 avril 1985 par des membres de l'ICHDF."

134. Les réponses suivantes, datées du 10 décembre 1985, du 12 décembre 1985 et du 17 janvier 1986, ont été reçues de la Mission permanente des Philippines auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

a) 10 décembre 1985

[Original : anglais]

"Je me réfère à votre lettre du 15 octobre 1985 et, au sujet de la demande d'intervention adressée au Gouvernement philippin par M. S.A. Amos Wako concernant des exécutions sommaires ou arbitraires qui auraient eu lieu aux Philippines, j'ai l'honneur de communiquer les renseignements ci-joints sur les cas de M. Alexander Orcullo, du père Tullio Favali et de neuf personnes de Langoni, Negros Occidental.

Je suis persuadé que le Rapporteur spécial tiendra compte de ces renseignements dans son rapport à la Commission des droits de l'homme.

'CAS : ORCULLO, Alexander

Exposé des faits :

Le capitaine Alexander Orcullo de la barangay de Mandug, Davao City, a été tué le 19 octobre 1984 à Davao City par un groupe de moins de dix personnes non identifiées équipées d'armes à feu très puissantes. En compagnie de sa femme et d'un fils âgé de trois ans, le capitaine Orcullo se rendait au volant de sa voiture au village de la Development Foundation de Davao, à Mandug, lorsqu'il a été arrêté sur la route par des hommes armés.

Le capitaine de barangay Alexander Orcullo était président de Hukom Demokrasya, section de Mindanao du Sud du groupe militant NASJFD, secrétaire général de la section de Mindanao du Sud du groupe CORD, membre du Conseil national des groupes NAJFD et CORD, secrétaire général national du Makabayang Alyansa (MA), qui est un parti politique national de l'opposition, et rédacteur en chef de la publication Mindaweek depuis disparue, hebdomadaire local de format tabloïd dont le siège était à Davao City. Il était connu à Mindanao pour son hostilité au gouvernement et avait participé en fait à toutes sortes de grèves et de manifestations dans la région. Il avait été élu en 1980 capitaine de la barangay de Mandug, à Davao City, et résidait dans le village de la Development Foundation, fondation pour la construction de logements pour laquelle il exerçait les fonctions de consultant. Le capitaine Alexander Orcullo avait naguère combattu très activement le groupe armé d'Abubakar Karsolo, connu aussi sous le nom de "Kapitan Inggo", ancien commandant de l'armée de Bangsa Moro et ancien rebelle.

Le Kapitan Inggo et sa bande s'occupaient de la collecte de fonds extorqués en particulier aux habitants de Mandug. Avec l'appui du colonel Andres Superable, alors commandant de Metrodiscom, un groupe de 17 hommes de l'ICHDF, avait été formé pour contrer les agissements du Kapitan Inggo. Les membres de ce groupe avaient finalement été désarmés un par un par des hommes armés non identifiés. Au début de 1984, le

Kapitan Inggo et sa bande étaient revenus dans la région et avaient commencé à harceler les civils. Ces derniers avaient été pris de panique et certains endroits avaient été évacués. Les menaces contre la vie du capitaine Alexander Orcullo s'étaient précisées à tel point qu'il était parti pour Davao City même.

Lors d'une entrevue, le représentant du conseil d'administration de la Development Foundation de Davao, à Mandug, a révélé que, deux jours avant sa mort, le capitaine Orcullo lui avait confié que sa vie était en danger et que le Kapitan Inggo et un certain Usman Sali avaient même annoncé aux habitants de Mandug qu'ils l'écorcheraient vif. L'enquête a aussi montré qu'avant le capitaine Orcullo, un certain Dante Panlilio, de Mandug, avait aussi été assassiné. Deux gardes de la plantation de Lapanday, Cris Dacoycoy (ancien capitaine de l'armée philippine) et un certain Noel Flores, avaient également été abattus. Il en avait été de même du soldat de première classe Herenia Balod et de l'agent Ireneo Rosette, l'un et l'autre membres du détachement de campagne de Mandug.

L'enquête a permis d'établir que les membres du groupe armé pour lequel le capitaine Alexander Orcullo avait été tué appartenaient à l'armée de Bangsa Moro et étaient sous les ordres du Kapitan Inggo et que :

1. Alexander Orcullo et le groupe du Kapitan Inggo étaient ennemis.
2. Il y avait lutte pour le pouvoir dans la région de Mandug. Il ressort des résultats de l'enquête que le premier conseiller de la barangay de Mandug, qui se situait immédiatement après Orcullo dans la hiérarchie, est musulman et cousin germain d'Usman Sali, l'un des meurtriers présumés d'Alexander Orcullo.
3. Le Kapitan Inggo et sa bande se seraient vengés du capitaine Orcullo. Quelque temps auparavant, des maisons musulmanes de la barangay de Tigatto avaient été mitraillées par des personnes qui auraient été membres de la New Peoples Army (NPA) (Nouvelle armée populaire) et Alexander Orcullo était soupçonné d'avoir organisé la fusillade. D'où la possibilité d'une vengeance.

#### ETAT DE L'AFFAIRE/DEFENDEURS :

La justice n'a pas encore été saisie. Le dernier rapport intérimaire adressé par l'officier commandant le PC/INP/CIS à l'ACSAF, a la teneur suivante :

"Dans son rapport, le colonel Hermogenes B. Peralta Jr., a indiqué qu'Estanislao Viuvicencio, qui serait un ancien membre de la NPA et un proche collaborateur du capitaine Alexander Orcullo, avait été interrogé avec l'aide d'agents du C2. Viuvicencio avait affirmé que le travail politique réalisé par le Parti communiste philippin et des éléments de la NPA avait abouti à la conversion de plusieurs chauffeurs et conducteurs de VODTRANCO qui étaient aux ordres du capitaine Alexander Orcullo, en tant que "militants de base" ou membres du Parti.

Viuvicencio a aussi déclaré qu'un certain Alexander Fernandez, membre de la Sparrow Unit, de Davao City, lui avait révélé qu'Orcullo avait été tué par Sali, accompagné de Sasid Darama et de trois autres personnes en uniforme, derrière les bâtiments du quartier général CRS, à Davao City. Il semblerait que les dernières informations selon lesquelles Sali aurait participé au meurtre coïncident avec le rapport présenté par les enquêteurs.

Le colonel Hermogenes B. Peralta, officier commandant le CIS a chargé le 11ème service d'enquêtes criminelles de suivre l'affaire.'

'CAS : Meurtre de neuf personnes à Sitio Langoni, Barrio Inayawan, Cauayan, Negros Occidental

a) Le 23 mai 1984, le Bulletin Today a publié une information indiquant que selon des habitants de Langoni, neuf personnes auraient été emmenées par des soldats après avoir voté au Barrio Lambo et alors qu'elles allaient jouer au basket-ball, les soldats leur auraient arraché leurs chemises, leur auraient lié les mains par devant, les auraient fait défiler dans les rues d'Inayawan et les auraient conduits à la plage, puis au commandement du détachement, sur la route nationale. Trois heures plus tard, vers 19 heures, des rafales de mitraillettes auraient été entendues. Le matin suivant, neuf corps auraient été trouvés gisant dans l'enceinte du casernement. Les cadavres seraient ceux des personnes suivantes : Alejandro Guillermo, Armando Guillermo, Eulogio Macrinar, Mario Jamen, Rodolfo Jamen, Alfredo Nunez, Abundo Aldaya, Antonio Oyas et Bibiano Fajardo.

b) Le commandement régional militaire No 6 (RECOM 6) a enquêté sur l'affaire et recommandé que le personnel militaire en cause soit traduit devant une cour martiale. Cette recommandation a été approuvée par le Chef de la justice militaire. Une instruction préparatoire a été entreprise le 17 août 1984. Entre-temps, les défendeurs ont été relevés de leurs fonctions, puis mis aux arrêts.

c) L'affaire a été portée devant un tribunal militaire supérieur. Les officiers et les hommes de la gendarmerie philippine accusés d'avoir enfreint l'article 94 du Code de justice militaire et traduits devant le tribunal militaire supérieur de RECOM 6 étaient le capitaine Sahirom Salem, le sous-lieutenant Aquilino Pastolero, le sergent major Eduardo Verano, les caporaux Edgardo Honteria, Jose Mari Lasapin, Ernesto Ferreris, Toribio Catublas, German Magbanua et Geronimo Palomar, le colonel Felomino Padilla. Les audiences ont eu lieu les 8 et 9 novembre 1984, les 6 et 7 décembre 1984 et les 11 et 12 janvier 1985. Trois témoins ont été entendus, à savoir : 1) le capitaine de barangay Eddie Locsin, d'Inayawan Cauayan, qui a déposé sur le meurtre présumé des neuf personnes; 2) le docteur Reymundo Guerero, qui a déposé sur les blessures ayant entraîné la mort des victimes; 3) le commandant Perfecto Quiaoit, qui a attesté avoir enregistré les déclarations sous serment des personnes interrogées. Aucun des témoins à charge n'a comparu malgré les citations qui leur avaient été dûment signifiées. A l'audience de décembre 1984, la défense a demandé au tribunal 1) d'ordonner à l'accusation de conclure, 2) de classer l'affaire. Cette motion a été rejetée.



d) Le 11 janvier 1985, la défense a demandé le classement de l'affaire. Le tribunal, après avoir délibéré, a fait droit à la motion pour insuffisance de preuves. Il a en outre ordonné que soit levée la sanction de mise aux arrêts prise contre les défendeurs.'

'CAS : Meurtre du père Julio Favali le 11 avril 1985

A. L'enquête approfondie menée par les militaires a permis d'obtenir les renseignements généraux suivants : le père Julio Favali était italien et curé de la paroisse de Tulunan (Cotabato du Nord).

Vers 17 heures, le 11 avril 1985, il aurait été appelé dans la barangay La Esperanzade, Tulunan (Cotabato du Nord), pour mettre un terme à une altercation entre Edilberto Manero, ancien membre de l'ICHDF de Tulunan, et un certain Rufino Robles, tailleur dans la même localité. Manero aurait accusé Robles de faire partie de la New People's Army (NPA) sous le nom de "Bantel", nom qui figurait sur un panneau placé au bord de la route nationale et portant l'inscription "Mabuhay ang NPA" ("Vive la NPA") et "Bantel contre Edel". Au cours de la dispute, Manero avait sorti une arme à feu et tiré sur Robles qu'il avait touché à un doigt et à l'oreille droite alors que ce dernier s'efforçait de le désarmer. Robles avait néanmoins réussi à s'échapper et à se réfugier dans une maison voisine. Le père Favali était arrivé et était entré dans la maison pour s'enquérir de la cause de l'altercation. Sa motocyclette avait alors été brûlée par les compagnons armés de Manero qui auraient été sous l'influence de l'alcool. Quelques minutes plus tard, le père Favali, sortant de la maison, était atteint à la tête et en différentes parties du corps par des coups de feu et mourait instantanément.

B. Le Ministère de la défense nationale lançait immédiatement une chasse à l'homme pour retrouver les suspects qui, tous les huit, à savoir Norberto Manero, Edilberto Manero, Elpidio Manero, Rudy Legues, Severino Legues, Efren Pleñago, Amay Bedaño et Rudy Espia, ont été arrêtés et incarcérés à la prison provinciale de Cotabato du Nord, en juillet 1985.

C. Le 30 septembre 1985, ces personnes ont été accusées de meurtre et de tentative de meurtre et traduites devant la dix-septième chambre du Tribunal de première instance régional de Cotabato du Nord. Les accusés ont comparu le 3 octobre 1985. Tous ont plaidé non coupable. L'examen de la demande de mise en liberté provisoire sous caution a été fixée aux 2, 6, 7 et 8 novembre 1985. Environ 200 personnes dont 20 pères de l'ordre PIME et un certain M. Giacomo Pelasare de l'Ambassade d'Italie ainsi que 20 autres prêtres étaient présents."

b) 12 décembre 1985

[Original : anglais]

"En réponse à votre lettre du 15 décembre 1985 et comme suite à notre lettre du 10 décembre 1985 par laquelle nous vous communiquions des renseignements relatifs aux exécutions sommaires qui auraient eu lieu aux Philippines, j'ai l'honneur de vous adresser les informations supplémentaires ci-jointes portant sur les personnes suivantes :

1. Danilo Deldoc
2. Jose de la Cruz
3. Perlita de la Cruz
4. Elvie Degit
5. Leonardo Tagapan
6. Arcelos Babion
7. Julian Bonane
8. Marcelina Bonane
9. Henrieta Bonane
10. Daniel Bonane
11. Carlito Bonane
12. Jojie Paduano
13. Janilyn Enriquez
14. Orlando Viernes
15. Rolando Viernes
17. Ernesto Pijeda
18. Groupe de squatters de Davao.

Nous serions heureux qu'il soit tenu compte de ces informations dans le rapport de M. S.A. Amos Wako, rapporteur spécial.

Information fournie par le Gouvernement philippin en réponse à une demande émanant de M. S.A. Amos Wako, rapporteur spécial :

A. Danilo Deldoc, Jose de la Cruz, Perlita de la Cruz

Selon le rapport du Commandant provincial de Nueva Ecija, Jose de la Cruz et Perlita de la Cruz ont été tués le 7 juin 1984 dans une embuscade tendue par des éléments terroristes subversifs à la barangay Atate, Palayan City, alors qu'ils revenaient de la reconstitution d'une attaque de la ST et de la NPA (New People's Army), dirigée par Jose de la Cruz et ses hommes contre un détachement de l'ICHDF de la barangay Antipolo, Bongabon (Nueva Ecija). Le rapport affirme aussi qu'un certain Danilo Deldoc, courrier du ST, capturé avec le couple de la Cruz, s'est échappé pendant l'embuscade au cours de laquelle un véhicule militaire a été endommagé et des militaires ont été blessés.

B. Elvie Degit, Leonardo Tagapan, Arcelos Babion, Julian et Marcelina Boname, Henrieta, Daniel et Carlito Boname, Orlando Viernes, Rolando et Marieta Viernes, Ernesto Pejeda, Janilyn Enriquez, Jojie Paduano et un groupe de squatters occupant une chapelle à Davao

Les commandements régionaux unifiés 6, 8, 10 et 11 ont été chargés d'enquêter et de faire rapport sur le meurtre présumé des personnes susmentionnées. Une enquête de ce type devrait prendre du temps étant donné l'insuffisance des données de départ indispensables pour procéder à un travail valable. Le Gouvernement philippin s'efforcera cependant d'étudier les cas en question.

A cet égard, il est recommandé que, pour les futures enquêtes sur des violations présumées des droits de l'homme, les renseignements minimum ci-après soient communiqués au Gouvernement philippin : 1) nom, prénoms et domicile de la victime, 2) date et lieu de l'événement, 3) circonstances de l'événement. En outre, le Rapporteur spécial a rencontré le Représentant de l'Ambassade des Philippines qui a apporté des précisions sur ce qui précède."

c) 17 janvier 1986

[Original : anglais]

"...

En réponse à la demande que vous avez formulée lors de notre discussion d'hier, je suis heureux de vous communiquer un exemplaire d'un document intitulé "General information on the insurgency situation in the Philippines and its impact on human rights" (Informations générales sur la situation d'insurrection aux Philippines et son incidence sur les droits de l'homme) 2/. J'espère que ce document vous aidera à vous faire une idée exacte de la situation aux Philippines dans le cadre de l'examen des allégations d'exécutions sommaires ou arbitraires auquel vous devez procéder."

135. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant l'Afrique du Sud, qui se lit comme suit :

"Au cours des derniers mois, des centaines de personnes auraient été tuées, lors de diverses manifestations, très souvent à la suite du déchaînement de la violence populaire et d'interventions de la police, parfois en raison de coups de feu tirés au hasard. Bien que le nombre de décès annoncé varie selon les sources, il semblerait que plusieurs centaines de personnes ont trouvé la mort. Le Ministre de l'intérieur a annoncé qu'entre le 1er janvier et le 20 avril 1985, 123 personnes avaient été tuées dans la seule partie orientale de la province du Cap.

On donnera à titre d'exemples les indications suivantes :

1. Le 21 mars 1985, 19 personnes ou davantage (43 selon certaines sources) ont été tuées par balles par la police dans la commune de Langa, près d'Uitenhage;
2. Le 14 avril 1985, sept personnes ont été tuées par la police dans la commune de Zwide, près de Port Elizabeth.

En outre, des chefs de communautés sont morts dans des circonstances obscures impliquant directement ou indirectement la police. Ainsi :

1. Le 22 janvier 1985, William Kratshi a été tué par balles par la police, à Beaufort-Ouest;

---

2/ Peut être consulté au Secrétariat.

2. En mai 1985, un dirigeant syndical noir, Andries Raditsela, est mort peu après sa libération, des suites de blessures qu'il aurait reçues à la tête pendant sa détention par la police.

En mai 1985 également, une personne, dont le nom serait Sipho Mutsi, serait morte alors qu'elle était détenue par la police à Odendaalsrug, dans l'Etat libre d'Orange, du fait des mauvais traitements qu'elle aurait subis de la part de celle-ci.

A l'heure où nous écrivons, des décès survenant au hasard des interventions de la police et du déchaînement de la violence populaire continuent à nous être signalés".

136. Le 5 novembre 1985, le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a rendu visite au Rapporteur spécial au sujet des allégations susmentionnées.

137. Les lettres suivantes, datées des 8 et 30 janvier 1986 et adressées au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, ont été reçues de la Mission permanente d'Afrique du Sud auprès de l'Office des Nations Unies à Genève :

a) 8 janvier 1986

[Original : anglais]

"Vous vous rappellerez qu'au cours de notre rencontre du 23 décembre 1985, je vous ai remis un aide-mémoire concernant des mines terrestres qui avaient été posées près de la frontière septentrionale du Transvaal par des membres de l'African National Congress (ANC) et qui avaient provoqué la mort de cinq personnes, dont deux enfants.

Après cette réunion, deux autres attentats se sont produits. Le lundi 23 décembre, une bombe a explosé dans la station de villégiature d'Amanzimtoti, au Natal, causant la mort de deux adultes et de trois enfants et blessant 54 autres personnes, par ailleurs, une mine a explosé près d'Ellisras, sur la frontière entre l'Afrique du Sud et le Botswana, le 4 janvier 1986, tuant deux personnes et en blessant grièvement deux autres.

Les deux attentats ont été imputés à l'African National Congress, qui, bien que n'ayant reconnu sa responsabilité dans aucun des deux cas, n'a cependant pas catégoriquement nié être à l'origine des faits. Sans porter d'accusation précise contre l'ANC à ce stade, il convient de souligner que les actes terroristes que nous avons mentionnés lors de nos entretiens créent des précédents, leurs auteurs ne peuvent éluder leur responsabilité morale lorsque d'autres suivent leur exemple.

Etant donné ce qui précède, j'ai été prié de vous informer que le contenu de l'aide-mémoire représente les vues officielles des autorités sud-africaines et doit être utilisé en conséquence".

#### AIIDE MEMOIRE

"Au début de la soirée du dimanche 15 décembre 1985, vers 19 heures, une voiture de livraison transportant deux familles a sauté sur une mine aux environs de Messina. Six personnes, dont quatre enfants, ont été blessés. Cet incident grave fait suite à une série d'explosions de mines qui se sont produites dans la même région le 27 novembre, le 28 novembre et le 15 décembre 1985 causant la mort de plusieurs autres personnes. Il n'a pas encore été établi si la dernière explosion doit être imputée à la première opération de minage effectuée sur le territoire sud-africain ou si elle a été celle d'un engin posé plus récemment. Une enquête est en cours à ce sujet mais, quoi qu'il en soit, le Gouvernement sud-africain est profondément préoccupé par la continuation de ces actes de violence et de terrorisme dont on pense qu'ils sont ou ont été planifiés ou exécutés à partir du territoire zimbabwéen.

Le Gouvernement sud-africain a pris contact avec les autorités zimbabwéennes et il est encourageant de noter qu'elles aussi ont exprimé l'inquiétude que leur inspirait la gravité de la situation. Des entretiens ont donc commencé au niveau technique en vue de trouver un moyen pratique d'assurer que le territoire zimbabwéen ne sera utilisé comme tremplin pour une action violente contre un pays voisin.

Le Gouvernement sud-africain a fait preuve d'une grande retenue face à ces tragiques événements. Il lui appartient toutefois de défendre son territoire et d'assurer la sécurité de ses citoyens à tout moment et, de ce fait, il a non seulement le droit mais aussi le devoir de prendre les mesures appropriées pour empêcher tous nouveaux actes terroristes émanant du territoire zimbabwéen et de protéger ses frontières contre toute incursion.

Les événements susmentionnés intéressent certainement le Centre comme la Commission des droits de l'homme, qui l'un et l'autre mettent l'accent sur le droit à la vie. Le Rapporteur spécial pour la question des exécutions sommaires ou arbitraires a souligné dans le rapport qu'il a présenté à la Commission des droits de l'homme à sa quarante et unième session (E/CN.4/1985/17) que s'il appartenait au premier chef aux gouvernements de respecter le droit à la vie, cela ne dispensait pas les autres entités de le faire.

En outre, le 18 décembre 1985, l'Assemblée générale a condamné sans équivoque et à l'unanimité tous les actes de terrorisme quels que soient les motifs qui les aient inspirés.

L'African National Congress a confirmé que ses membres avaient posé les mines. Cette organisation bénéficie du statut d'observateur officiel aux sessions de la Commission des droits de l'homme, auxquelles elle assiste. Elle n'a jusqu'ici jamais été critiquée bien que des actes analogues aient été commis dans le passé. On peut supposer que la Commission prendra connaissance de ces faits lorsqu'elle se réunira en février et s'acquittera des obligations qui en découlent."

Le 15 janvier 1986, le Représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a rencontré le Rapporteur spécial au sujet des allégations mentionnées ci-dessus.

b) 30 janvier 1986

"Dans sa lettre G/50 214 (33-3) du 12 juillet 1985, M. S. Amos Wako, Rapporteur spécial pour la question des exécutions sommaires ou arbitraires a appelé l'attention des Etats Membres sur les informations qu'il avait reçues selon lesquelles dans certains cas les garanties habituellement prévues pour protéger le droit à la vie ne semblaient pas fonctionner de façon satisfaisante. A cet égard, il s'est référé notamment au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. S'agissant plus précisément de l'Afrique du Sud, le Rapporteur spécial a communiqué certaines allégations qui, à son avis, relevaient du paragraphe précité du Pacte, du Code de conduite des Nations Unies pour les responsables de l'application des lois ainsi que la Convention contre la torture ou autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En ce qui concerne ce dernier instrument, une communication vous a été adressée le 2 janvier 1986 en réponse aux questions posées par le Rapporteur spécial sur la torture.

Le Centre pour les droits de l'homme a également reçu le rapport du juge Kannemeyer sur l'incident qui s'est produit le 21 mars 1985 à Uitenhage, auquel le Rapporteur spécial s'est spécialement référé. Cette commission d'enquête établie par le Gouvernement sud-africain s'est informée sur les événements qui ont eu lieu ce jour là dans la banlieue noire de Langa. Le rapport a été soumis au Parlement le 13 juin 1985 et a fait l'objet d'un long débat au cours duquel le Ministre de la loi et de l'ordre a fait la déclaration suivante :

'Le rapport du juge Kannemeyer sur les événements qui se sont produits à Langa, Uitenhage, le 21 mars, revêt une très grande importance pour le gouvernement. Je voudrais de nouveau remercier le juge Kannemeyer qui s'est acquitté de sa mission avec soin, diligence et d'une façon irréprochable. Son rapport est clair et descriptif.

Le mémorandum soumis en même temps que le rapport a été rédigé de manière aussi factuelle et correcte que possible et contient un résumé des principaux points abordés dans le rapport, y compris les conclusions qui en découlent. En outre, le point de vue du gouvernement en ce qui concerne certains aspects importants y est aussi clairement énoncé, à savoir : premièrement, que la procédure d'application de l'interdiction qui frappe l'organisation de funérailles serait revue, deuxièmement, qu'indépendamment de ce qui a déjà été fait, les besoins de la police sud-africaine en matière de personnel, de matériel et de formation - pour lui permettre de lutter plus efficacement contre les émeutes tout en faisant courir à ses propres membres et au public le moins de risques possibles -, seraient régulièrement revus, et troisièmement, qu'un comité d'enquête a été désigné, en vertu de la loi relative à la police, pour étudier les questions soulevées par certaines conclusions de la Commission concernant la police.

Le rapport fait donc l'objet de l'attention qu'il mérite et le gouvernement le trouve acceptable quant au fond'."

La Commission peut donc considérer que le rapport a été officiellement approuvé.

A la fin de son allocution, le Ministre a déclaré :

"Le gouvernement tient à réaffirmer qu'il accepte la responsabilité de protéger par tous les moyens dont il dispose ce droit de chacun en Afrique du Sud à la vie, au travail et à la participation aux activités culturelles et politiques sans qu'il ait à craindre pour sa sécurité personnelle, celle de sa famille ou ses biens. Les meneurs et les organisations qui tentent de déstabiliser l'Afrique du Sud se sont engagés, en paroles et en actes, sur la voie de l'illégalité en provoquant des émeutes et en s'attaquant aux biens et aux personnes. Des gens, notamment des dirigeants communautaires noirs, ont été mutilés et tués, et des biens représentant des millions détruits. Ce sont surtout les membres de la force de police sud-africaine qui sont en première ligne. Dans l'exercice de leurs fonctions, parfois très peu nombreux, ils sont exposés à de graves dangers. Le gouvernement et l'Afrique du Sud leur doivent leur gratitude et leur reconnaissance. Mettre un terme à l'agitation et maintenir la paix nécessaire au développement politique, social et économique, voilà notre tâche et notre but communs."

Le Rapporteur spécial appréciera la pertinence de ces remarques à la lumière des observations figurant dans son rapport qu'il a soumis à la Commission des droits de l'homme à sa quarante et unième session (E/CN.4/1985/17, par. 75 et 76). Cette question a aussi été soulevée dans la lettre que je vous ai adressée le 2 janvier 1986 au sujet, entre autres, de la pose de mines par les partisans de l'Africain National Congress. Le Gouvernement sud-africain est résolu à assumer les obligations qui sont les siennes de protéger ses citoyens contre toute attaque de cette nature, devoir clairement reconnu par le Rapporteur spécial. Il compte donc que l'acceptation de cette obligation lui vaudra le soutien sans réserve de la Commission des droits de l'homme en vertu du paragraphe 2 de la résolution 1985/40 du Conseil économique et social.

Le Rapporteur spécial a fait état aussi du décès de M. Andries Raditsela. A cet égard, j'ai reçu pour instruction de vous informer que M. Raditsela a été arrêté le 4 mai 1985 en vertu de l'article 50 de la loi de 1977 relative à la procédure pénale, et non pas en vertu de la législation en matière de sécurité. Il a sauté d'un véhicule en marche qui le transportait au poste de police et dans sa chute il s'est blessé à la tête, il est mort à l'hôpital deux jours plus tard. Le rapport de police sur l'incident a été transmis au Procureur général de Johannesburg, aux autorités judiciaires compétentes et une instruction est en cours.

Dans le dernier paragraphe de l'annexe à sa lettre, le Rapporteur spécial précise : "Au moment où nous écrivons, des décès survenant au hasard des interventions de police et du déchaînement de la violence populaire continuent à nous être signalés". Il est fort probable que le Rapporteur spécial continuera de recevoir de telles allégations en ce qui concerne notamment les interventions de la police. En conséquence, compte tenu de certaines des questions soulevées précédemment dans la

présente lettre en ce qui concerne les obligations qu'a l'Etat de s'opposer aux activités de groupes non gouvernementaux qui ne respectent pas le droit à la vie, je souhaite vous informer que l'ensemble de la question de la législation relative à la sécurité a été soumise en 1981/82 à une commission d'enquête placée sous la présidence du juge Rabie. Après avoir examiné un grand nombre d'éléments, la Commission est arrivée, entre autres, à la conclusion qu'étant donné la situation de fait qui lui avait été exposée, et notamment les actes de terrorisme et de sabotage commis en Afrique du Sud au cours des deux années précédentes, la vraisemblance d'une recrudescence de ces activités dans un avenir prévisible, le fait qu'elles étaient planifiées et exécutées par des partisans d'organisations visant à renverser par la violence l'ordre existant en Afrique du Sud qui bénéficiaient de l'appui et de l'aide de pays communistes dans la réalisation de leurs objectifs et qui pouvaient mener leurs activités à partir de régions jouxtant l'Afrique du Sud, il n'y avait aucun doute quant à la nécessité d'adopter une législation en matière de sécurité, y compris la mesure de détention aux fins d'interrogatoires actuellement prévue à l'article 29 de la loi sur la sécurité intérieure de 1982.

La Commission a souligné qu'il s'agit là d'une mesure draconienne qui ne doit être maintenue que pour des raisons impérieuses. Elle a constaté que les informations obtenues des personnes détenues étaient l'atout majeur et, dans une grande mesure, la seule arme dont disposait la police pour prévenir les activités terroristes et autres actes subversifs.

Le gouvernement a tenu compte des observations de la Commission qu'il a incorporées dans la loi sur la sécurité intérieure de 1982 en même temps que ses recommandations sur la protection des détenus. Pour des raisons de commodité, l'effet de cette loi et des règlements pris en application de celle-ci est résumé ci-après :

Les mesures d'arrestation et de détention prises en application de la législation en matière de sécurité concernent les crimes de terrorisme ou de sabotage. Toute arrestation doit être notifiée aussi rapidement que possible au Directeur de la police qui, à son tour, en informe le Ministre de la loi et de l'ordre. Nul ne peut être détenu plus de 30 jours sans l'autorisation écrite du ministre auquel doivent être données une fois par mois les raisons pour lesquelles un détenu ne peut être libéré. En outre, tous les cas de détention doivent être examinés par une commission de contrôle au-delà d'une durée de six mois puis par la suite tous les trois mois.

La loi sur la sécurité intérieure contient différentes dispositions relatives au bien-être des détenus et à la prévention de la torture. Aux termes de cette loi, un inspecteur des détenus est chargé de rendre visite de façon régulière aux personnes détenues en vertu de l'article 29 pour garantir leur bien-être physique et mental, tandis que les magistrats et les médecins du service de santé dans la juridiction de laquelle se trouve un détenu doivent venir les voir au moins toutes les deux semaines. Tous les entretiens qu'ils ont avec le détenu pendant ces visites sont privés; si pendant un entretien, un détenu se plaint d'avoir été torturé ou maltraité, des moyens de communication spéciaux ont été créés pour que le Ministre de la loi et de l'ordre et le procureur général concerné en soient informés immédiatement.



Indépendamment des dispositions de la loi sur la sécurité intérieure, la Force de police sud-africaine est soumise à des règlements internes qui rendent obligatoire l'ouverture d'un dossier en cas de plainte pour mauvais traitement d'un détenu à l'encontre d'un membre quelconque de la Force. La plainte est enregistrée et transmise pour enquête à une autre section de la Force qui n'a pas été impliquée dans la détention. Lorsque l'enquête est terminée, le dossier doit être transmis au procureur général concerné qui doit décider s'il existe à première vue suffisamment de preuves pour justifier des poursuites.

Ni l'inspecteur des détenus, ni les magistrats, ni les médecins des services de santé n'ont à rendre compte à la police des mesures qu'ils peuvent prendre. Le Rapporteur spécial n'ignore probablement pas que des poursuites ont été entamées dans le passé à la suite de telles enquêtes. Certaines, comme on l'indique plus haut dans la présente lettre, sont à l'heure actuelle examinées par la division compétente de la Cour suprême.

Indépendamment de la consigne permanente qui interdit tout mauvais traitement des détenus, le Directeur de la police a édicté des ordonnances spéciales pour garantir leur bien-être et le Ministre de la loi et de l'ordre a publié une série de règlements dans la Government Gazette dont tout le monde peut donc prendre connaissance et qui sont régulièrement portés à l'attention des fonctionnaires chargés des enquêtes.

L'administration pénitentiaire s'enorgueillit du comportement professionnel de ses agents et de leur respect des règlements rigoureux qui garantissent le bien-être de tous les prisonniers et de tous les détenus :

Tous les détenus subissent un examen médical à leur arrivée,

Au moment de leur arrivée et chaque jour par la suite les détenus et les prisonniers peuvent présenter des requêtes ou des plaintes qui sont enregistrées,

Des juges de la Cour suprême, spécialement détachés à cette fin, rendent visite aux détenus à intervalles réguliers. Lors de leurs passages, ces derniers peuvent se plaindre de tout acte de torture ou de tout mauvais traitement. Les juges chargés de cette tâche non seulement rapportent les plaintes et transmettent les besoins exprimés par les détenus mais ils évaluent aussi leurs conditions de détention,

De temps à autre, des membres du Parlement rendent aussi visite aux détenus.

Tout détenu peut également, pendant qu'il est encore en détention ou après sa libération, engager des poursuites civiles ou pénales contre quiconque lui aurait fait subir des sévices ou l'aurait maltraité.

Il n'est pas possible de formuler des observations définitives sur tous les cas précis soulevés par le Rapporteur spécial car certains sont en instance de jugement et soumis à l'application de la règle sub judice."

138. Le Rapporteur spécial a communiqué un résumé des allégations reçues concernant Sri Lanka, qui se lit comme suit :

"Comme cela est le cas depuis quelques années dans le contexte des troubles civils, plusieurs civils appartenant à un groupe ethnique minoritaire particulier ont été tués par les forces de sécurité. On a allégué que ces meurtres auraient souvent été commis à titre de représailles ou à la suite du meurtre de membres des forces armées, de la police ou de civils par des groupes armés. Selon une information, entre le mois d'août 1984 et le mois de février 1985, 225 personnes auraient été tuées par des agents des forces de sécurité. Ces meurtres auraient été perpétrés surtout dans la partie septentrionale de Sri Lanka, , notamment à Mannar (août et décembre 1984, janvier 1985), Point Pedro (septembre 1984), Vavuniya (septembre 1984), Othiyamalai (décembre 1984), Vankalai (janvier 1985), Velvettiturai (mai 1985), après l'attaque d'un transbordeur de l'île de Delft (mai 1985) et Anuradhapura (mai 1985).

Selon une autre information, le 3 décembre 1984, 32 personnes auraient été abattues au camp militaire de Vavuniya après avoir été arrêtées parce qu'elles étaient soupçonnées de participer à l'opposition armée.

Selon d'autres sources, plusieurs personnes auraient été tuées par des groupes de guérilleros à différentes occasions dans le même contexte. Par exemple, 86 personnes auraient été tuées le 14 mai 1985 à Anuradhapura par un groupe de guérilleros."

139. Les réponses suivantes, datées des 5 novembre et 27 décembre 1985, ont été reçues de la Mission permanente de Sri Lanka auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

a) 5 novembre 1985

[Original : anglais]

"J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 12 juillet 1985 et de vous transmettre de la part du Gouvernement sri-lankais les informations ci-après concernant les questions qui y étaient soulevées.

1. Le Gouvernement sri-lankais nie les allégations selon lesquelles, dans le contexte de troubles civils, des civils appartenant à un groupe minoritaire particulier auraient été assassinés par des agents des forces de sécurité. Quelques civils sont morts parce que des terroristes ont délibérément mené des attaques armées contre les forces de sécurité dans des endroits où il y avait foule mettant ainsi en péril la vie des civils dans les échanges de tirs. Toutefois, les pertes de vies humaines dues à ces incidents ne se sont pas limitées à un groupe ethnique particulier.

2. Pour ce qui est des allégations formulées contre l'armée au sujet d'incidents qui se seraient produits en août 1984 à Mannar, nous avons été informés que le 11 août 1984, six soldats faisant partie d'un convoi armé ont été tués à la suite d'une explosion provoquée par des terroristes. Cet incident a suscité dans la région des tensions qui font l'objet d'une enquête de la part des autorités compétentes de Sri Lanka.

3. Quant à l'incident survenu à Point Pedro, le 1er septembre, un convoi de la force spéciale d'intervention qui se rendait à Point Pedro a sauté sur une mine terrestre; quatre policiers ont été tués. Les terroristes qui avaient dressé l'embuscade ont alors ouvert le feu sur le détachement qui a riposté. Des civils des alentours ont été tués dans l'échange de tirs.

4. Pour ce qui est de l'incident qui s'est produit à Vavuniya en septembre 1984, l'enquête dont il a fait l'objet révèle qu'un autobus privé portant le No 30 Sri 257 et appartenant à la société "VIP Express" était parti de Colombo à destination de Jaffna le 11 juin 1984, aux environs de 20 heures, avec 44 voyageurs et 2 chauffeurs à son bord. A Rambawewa, un groupe armé a intercepté l'autobus et a ordonné au conducteur de quitter la route principale. Les membres du groupe ont alors abattu 14 voyageurs et se sont emparés de tous leurs biens personnels. Plusieurs passagers blessés ont été admis à l'hôpital de Vavuniya puis ultérieurement transférés aux hôpitaux d'Anuradhapura et Kurunegala. Deux personnes sont mortes plus tard des suites de leurs blessures. Des témoignages ont été recueillis auprès de plusieurs personnes blessées par balles et plusieurs autres voyageurs qui s'étaient échappés au moment de la tragédie ont été interrogés. Selon l'enquête menée, il a été établi qu'aucun membre de l'armée ou de la police n'avait participé à l'incident, le mobile du crime était le vol.

5. Pour ce qui est de l'incident qui se serait produit à Othiyamalai, en décembre 1984, on trouvera ci-après le récit des événements tel qu'il a pu être établi. Le 30 novembre 1984, des terroristes tamouls ont lancé une attaque contre les fermes de Dollar et de Kent au cours de laquelle quelque 60 civils, y compris des femmes et des enfants, ont été tués dans des conditions horribles. Cet incident a créé dans la région des tensions à la suite desquelles des Cinghalais ont attaqué des peuplements tamouls, le 2 novembre 1984, à titre de représailles. Quelque 27 villageois auraient été tués lors de cet incident.

6. A Vankalai, en janvier 1985, le Rev. Père Mary Bastian a été trouvé mort et l'enquête menée par les autorités compétentes a révélé qu'il n'avait pas été tué par les forces de sécurité.

7. Le 14 mai 1985, des terroristes tamouls déguisés en militaires se sont rendus en autobus à Anuradhapura. Ils ont tiré sur la foule à l'arrêt d'autobus d'Anuradhapura et plusieurs personnes ont été tuées ou blessées. De là, ils sont allés au Mausolée sacré de "Sri Maha Bodiya", révééré par les bouddhistes du monde entier, où ils ont tiré sur des fidèles en prière. Ils se sont ensuite dirigés vers Puttalam où ils ont ouvert le feu sur le poste de police de Nochchiyagama puis ont poursuivi leur chemin vers la réserve d'animaux de Wilpatu où ils ont ouvert le feu et tué 23 employés du service de protection de la faune et de la flore. Au cours de ces incidents 144 personnes, dont 25 femmes et 6 enfants, ont été tués, et plus de 60 ont été blessées.

L'assassinat d'innocents à Anuradhapura a été source de tensions dans la région, ce qui a obligé le gouvernement à donner la priorité à la sécurité des Tamouls résidant à Anuradhapura. Pour ce faire, il a été décidé de les transférer en un lieu plus sûr. Pendant l'opération de transfert, un caporal surexcité s'est emparé du fusil d'un soldat et a commencé à tirer sur les personnes qui étaient évacuées. L'officier commandant lui a ordonné de cesser et a dû finalement l'abattre parce qu'il n'obtempérait pas. Six Tamouls ont été tués.

8. Pour ce qui est des allégations selon lesquelles 32 personnes auraient été abattues dans le camp militaire de Vavuniya en décembre 1985, les explications sont les suivantes :

Le 2 décembre, 39 suspects détenus au camp militaire de Vavuniya ont été abattus lorsque le camp a été attaqué par des terroristes. Dans ce contexte, une enquête judiciaire a été menée par la Haute Cour et le juge de la Haute Cour a statué que les personnes en question avaient été tuées parce qu'elles avaient été prises entre deux feux lorsque le camp avait été attaqué par les terroristes dans la nuit du 2 décembre 1985 (Enquête No 31/85 de la Haute Cour) 3/.

9. J'aimerais saisir cette occasion pour appeler votre aimable attention sur quelques cas d'assassinats arbitraires perpétrés au cours des 12 derniers mois par des groupes terroristes et dont ont été victimes des civils innocents appartenant aux communautés cinghalaises, musulmanes et tamouls.

- a) Entre le 6 novembre et le 6 décembre 1984, 156 personnes ont été tuées, dont les victimes des attaques des villages de pêcheurs de Kokila et de Nayaru et des fermes de Kent et de Dollar;
- b) Cent-quarante-quatre personnes ont été tuées à Anuradhapura en mai 1985;
- c) Au cours des trois premiers mois de la cessation des hostilités, entre le 18 juin et le 18 septembre 1985, 168 civils ont été tués par des terroristes.

10. Le Gouvernement de Sri Lanka a, dans l'intervalle, pris diverses mesures pour promouvoir le respect des droits de l'homme dans le contexte de la situation spéciale créée dans le pays à la suite des activités lancées par les terroristes dans le but d'établir un Etat séparé.

En juin 1985, une organisation pour la promotion des droits de l'homme, par les organismes responsables de l'application des lois, a été officiellement inaugurée sous les auspices de S. E. le Président de Sri Lanka. Cette organisation est également placée sous le patronage du Premier Ministre, du Président de la Cour suprême et du chef de l'opposition. Ses objectifs sont les suivants :

- a) Prendre des mesures en vue d'encourager et de coordonner les activités des agents et des organismes responsables de l'application des lois, en matière de reconnaissance et de respect des droits de l'homme reconnus et énoncés par la communauté des nations;

---

3/ Ce document peut être consulté au secrétariat.

- b) Etudier et formuler les principes, les pratiques, les procédures et les conditions préalables propres à garantir le respect des droits de l'homme dans l'exercice des fonctions d'application de la loi à Sri Lanka,
- c) Aider à élaborer des politiques et des codes de conduite qui, grâce à la mise en place de mesures de coordination et d'intégration, feraient progresser l'administration de la justice en général et le respect des droits en particulier,
- d) Encourager tout agent et organisme responsable de l'application des lois à remplir son devoir d'une certaine autodiscipline conformément aux principes et aux normes formulés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, aux droits fondamentaux consacrés par la Constitution et les lois de Sri Lanka et aux autres instruments relatifs aux droits de l'homme qui peuvent être ratifiés par le Gouvernement de Sri Lanka,
- e) Prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'organisation de séminaires, de conférences et d'expositions, la préparation et la diffusion de documentation et d'informations, pour favoriser la réalisation des objectifs susmentionnés.

Un Comité chargé de contrôler la cessation des hostilités a aussi été désigné en octobre 1985.

Ce Comité est composé de trois anciens juges de la Cour suprême à la retraite et de plusieurs autres hauts fonctionnaires renommés appartenant aux trois principales communautés, dont le principal du Collège hindou de Trincomalee, et un professeur de l'Université de Jaffna.

Le Comité enquêtera et fera rapport sur les violations du cessez-le-feu, aidera les autorités à réinstaller les personnes déplacées, facilitera les rencontres entre les détenus incarcérés au titre de la loi provisoire sur le terrorisme et leurs familles, se rendra dans les camps de détention lorsqu'il le jugera nécessaire et entamera des enquêtes sur tout dossier qui pourra lui être soumis."

b) 27 décembre 1985

[Original : anglais]

"Enquête No 31/85 menée par la Haute Cour à Sri Lanka"

Comme suite au paragraphe 8 de ma lettre datée du 5 novembre 1985 et à votre entretien ultérieur avec le Premier Secrétaire de la Mission au sujet de la procédure d'enquête de la Haute Cour, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de l'enquête No 31/85 de la Haute Cour que vous avez demandé.

Je suis convaincu que les détails qui y figurent vous aideront à procéder à une évaluation objective de la situation à Sri Lanka."

140. Le représentant permanent de Sri Lanka auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a rencontré le Rapporteur spécial le 16 janvier 1986 et lui a exposé la situation générale à Sri Lanka. Il a déclaré que le Gouvernement sri-lankais recherchait une solution pacifique au "problème tamoul". Le gouvernement a présenté des propositions en juin 1985 et a lui-même reçu des propositions du Front uni de libération des Tamouls. Toutefois, les militants n'ont fait aucune proposition et continuent à se livrer à des actes de violence. Le nombre total de civils assassinés serait de 885 et celui des agents des forces de sécurité de 194. Le Comité chargé du contrôle de la cessation des hostilités a continué de fonctionner mais il affirme que le cessez-le-feu a été violé à maintes reprises par les militants extrémistes.

141. En outre, la Mission permanente de Sri Lanka auprès de l'Office des Nations Unies à Genève a transmis au Rapporteur spécial de la documentation, des communiqués de presse, des articles de journaux, etc., sur la situation à Sri Lanka.

142. Le Rapporteur spécial a transmis un résumé des allégations reçues concernant l'Ouganda, qui se lit comme suit :

"Un nombre important de civils auraient été tués par l'armée dans les régions du Nil occidental et de Buganda. Les victimes seraient des partisans du parti d'opposition ou des membres de certains groupes ethniques. Selon les sources, au moins 100 000 personnes auraient été tuées depuis 1981. Les quelques exemples ci-après illustrent ces allégations :

#### Nil occidental

En juin 1984, des civils auraient été tués par des soldats sur la place du marché de Rigbo à titre de représailles, à la suite d'une attaque de guérilleros contre le camp militaire de Rhino,

En octobre 1984, plus de 40 civils auraient été tués par des soldats près de Kulikulinya, Udravu, comté d'Aringa, par représailles contre une attaque de guérilleros.

#### Buganda

En mai 1984, au moins 100 civils auraient été tués par des soldats à Namugongo au cours d'une opération militaire lancée pour débusquer des guérilleros. Il a aussi été avancé que certains corps auraient été jetés dans des fosses communes aux alentours des casernes. Un grand nombre de charniers auraient été découverts dans le triangle de Luwero et dans la banlieue de Kampala, par exemple à Bombo, à la ferme de Kaaya, dans le comté de Buruli, et dans la forêt de Namanve. En juin 1985, lors d'un incident à Kasangati, quatre personnes, dont les noms seraient Bazirio Mukasa, Francis Kiwe, Lazaro Ntabyera et Henry Nnunda, auraient été abattues par des soldats de la caserne de Makindye, près de Kampala, et jetées dans une fosse commune. Lazaro Ntabyera aurait été enterré vivant.

En outre, plusieurs personnes seraient mortes en prison à la suite d'actes de torture, de privations d'eau et de nourriture, de conditions d'incarcération extrêmement mauvaises et par manque de tous soins médicaux.

Pour ce qui est des allégations d'assassinats de membres et de partisans du parti d'opposition, l'une de ces victimes serait Sebastian Ssebuggwawo, membre de l'opposition au Parlement, qui aurait été enlevé en mai 1985 et dont le corps aurait été retrouvé aux alentours de Kampala."

143. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement ougandais.

144. Le Rapporteur spécial a transmis un résumé des allégations reçues concernant le Zaïre, qui se lit comme suit :

"Les forces de sécurité auraient continué à tuer des détenus en 1984. A Kinshasa, des prisonniers auraient été assassinés en octobre 1984 dans la Deuxième Cité de l'OUA. En février 1984, à Bukavu, dans la région du Kivu, plusieurs personnes (de jeunes chômeurs) auraient été exécutées au siège de l'Agence nationale de documentation (AND) après avoir été arrêtées parce qu'on les soupçonnait de posséder des armes à feu.

Des villageois auraient également été assassinés par des soldats lors d'opérations militaires, fin 1984, près de la frontière orientale du Zaïre, notamment dans deux villages au nord d'Urina dans la région du Kivu (Luberizi et Sange) et à Moba, Bendera et Kalemie dans le nord-est du Shaba."

145. Aucune réponse n'a été reçue du Gouvernement zaïrois.

### III. PHENOMENES GRAVES APPELANT UNE ATTENTION PARTICULIERE

146. Le chapitre précédent contient les informations reçues par le Rapporteur spécial, y compris les diverses réponses qui s'y rapportent. Le Rapporteur spécial s'est efforcé de donner une idée exacte de l'ensemble de la situation qui lui a été décrite. D'après ce qui précède, il est évident que des exécutions sommaires ou arbitraires ont eu lieu dans différentes situations et dans différents pays ayant des antécédents politiques, sociaux et culturels différents. Il est toujours dangereux de généraliser et de classer ces situations par catégories.

147. On peut toutefois noter certaines similitudes entre les éléments fondamentaux de certaines situations. Dans ses rapports précédents, le Rapporteur spécial a tenté de classer par catégorie les situations dans lesquelles des exécutions sommaires ou arbitraires avaient été signalées, afin de dégager les caractéristiques communes à un certain nombre de situations (voir E/CN.4/1984/29, chap. II et E/CN.4/1985/17, chap. III).

148. Les situations types dans lesquelles des exécutions arbitraires et sommaires se produisent restent celles qui ont été mentionnées par le Rapporteur spécial dans ses rapports précédents. Il ressort du présent rapport qu'il y a trois types particuliers de situations dans lesquelles le respect du droit à la vie est gravement battu en brèche. Ce sont :

- a) les meurtres commis dans des situations de conflit armé interne,
- b) les meurtres dus à un emploi abusif ou illégal de la force par les responsables de l'application des lois,
- c) les décès en cours de détention.

149. Ces situations correspondent à des phénomènes graves qui sont expliqués plus en détail ci-après.

A. Meurtres commis dans des situations de conflit interne armé

150. Comme le Rapporteur spécial l'a indiqué dans tous ses rapports antérieurs, un très grand nombre d'exécutions sommaires ou arbitraires se produisent dans des situations de conflit armé.

La vie humaine est souvent de plus en plus menacée en période de conflit interne quand les forces de répression ou les organes chargés de veiller à la sécurité prennent l'habitude de recourir à l'emploi aveugle et abusif de la force. Au cours de l'année considérée, des conflits armés internes dans diverses régions du monde ont fait de nombreuses victimes. Au cours de ces conflits, des membres des forces gouvernementales et des groupes d'opposition armés ont été tués au cours d'affrontements ou de combats armés. Mais, en général, les pertes en vies humaines ne se sont pas arrêtées là. A mesure que le conflit empirait, les forces gouvernementales et les groupes d'opposition ont fait de plus en plus de victimes parmi les civils non combattants, y compris les femmes et les enfants, en particulier dans les régions où sévissait la guérilla.

151. Dans un certain nombre de cas, des meurtres de victimes innocentes ont aussi été imputés à des groupes d'opposition. Les meurtres de soldats des armées régulières ont incité les forces gouvernementales à exercer des représailles. Les victimes étaient souvent des civils appartenant à certains groupes ethniques, religieux ou sociaux soupçonnés de soutenir des groupes d'opposition.

152. Les meurtres commis par les groupes d'opposition présentaient des caractéristiques analogues. Des gens étaient tués parce qu'ils étaient soupçonnés de coopérer avec le gouvernement ou parce qu'ils faisaient partie d'un groupe ethnique, religieux ou social dominant qui contrôlait le gouvernement. Là aussi, les victimes étaient souvent des civils innocents. Les représailles exercées par un parti en appelaient d'autres de la part de l'autre parti et il se produisait une escalade de la violence. Dans certains cas, la population de villages entiers faisait l'objet de représailles, comme en témoignent les charniers découverts au bord des routes ou dans des décharges, les corps retrouvés portant souvent des traces de tortures. Dans plusieurs cas, il a été annoncé officiellement que ces victimes étaient en fait des guérilleros, qu'elles avaient été tuées au cours d'opérations de guérilla, ou d'affrontements armés entre les forces gouvernementales et des guérilleros. Les groupes d'opposition prétendaient au contraire que ces personnes avaient été exécutées sommairement par des soldats des troupes régulières, souvent après avoir été placées en détention et torturées.

153. Les quelques situations décrites dans les paragraphes suivants illustrent ce phénomène.

154. Un grand nombre de civils ont été tués sans discrimination dans le conflit armé qui se déroule en Afghanistan entre les troupes régulières et des forces étrangères d'une part et des mouvements d'opposition d'autre part. A cet égard, on renvoie aux rapports établis par le Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan ((E/CN.4/1985/21 et E/CN.4/1986/24).



155. Des assassinats de civils et de combattants faits prisonniers ont été perpétrés sans discrimination au Tchad, dans le conflit armé qui oppose les forces du nouveau gouvernement à celles qui sont restées fidèles à l'ancien Président. Les meurtres commis par des forces gouvernementales auraient eu lieu en représaille d'attaques armées contre les forces du gouvernement ou des responsables politiques.

156. Un nombre important de décès ont été signalés parmi les civils, surtout des paysans, dans le conflit armé interne qui oppose les forces gouvernementales d'El Salvador à des groupes d'opposition armés. Outre les morts et les disparitions attribués aux forces gouvernementales, des organisations paramilitaires et des guérilleros auraient commis des meurtres politiques contre des civils non combattants. A cet égard, on renvoie aux rapports du Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme chargé d'étudier la situation des droits de l'homme en El Salvador (E/CN.4/1502, E/CN.4/1983/20, E/CN.4/1984/25, E/CN.4/1985/18 et E/CN.4/1986/22).

157. Les forces armées du Guatemala auraient tué sans discrimination des villageois dans les zones de guérilla. Dans plusieurs de ces cas, le gouvernement a expliqué que beaucoup de victimes avaient trouvé la mort au cours d'affrontements entre les forces de sécurité et des groupes de guérilleros ou qu'elles avaient été tuées ou avaient disparu à la suite d'actions menées par des groupes d'opposition armés. Outre les campagnes menées contre les insurgés, des personnes considérées comme des opposants au gouvernement ont été assassinées par ce que l'on a appelé les "escadrons de la mort". Un état de siège a été déclaré et un tribunal militaire spécial a été institué en 1982. Ce dernier a été habilité à prononcer la peine de mort pour une gamme étendue de crimes contre la sûreté de l'Etat, à l'issue d'une procédure qui ne garantissait pas entièrement les droits de la défense. Les tribunaux militaires spéciaux ont été abolis en août 1983. On peut se référer à cet égard aux rapports du Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Guatemala (E/CN.4/1984/30, E/CN.4/1985/19 et E/CN.4/1986/23).

158. Toujours à titre d'exemple, on peut noter que des civils non combattants ont été tués par des membres des forces armées, des milices civiles et des groupes paramilitaires irréguliers aux Philippines, souvent dans les zones où des groupes d'opposition armés mènent des activités de guérilla. Plusieurs de ces assassinats se seraient produits après que les victimes aient été emmenées en détention par les forces de sécurité ou enlevées par des groupes non identifiés. On a également signalé l'assassinat de civils non armés par les groupes d'opposition.

159. Un certain nombre de personnes faisant partie d'un groupe ethnique minoritaire ont été tuées au Sri Lanka au cours d'incidents violents. L'assassinat de membres des forces de sécurité par des groupes d'opposition armés aurait donné lieu à des représailles qui auraient fait plusieurs morts parmi les civils non armés appartenant à la minorité ethnique, et on a signalé plusieurs cas dans lesquels des villages entiers auraient été victimes de ces représailles. D'après les chiffres communiqués par le Gouvernement de Sri Lanka, en 1985, 885 civils au total ont été tués par les militants terroristes et 194 membres des forces de sécurité ont été assassinés.

160. Le Rapporteur spécial a souligné dans son rapport qu'en application du paragraphe 2 de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, aucune dérogation n'est autorisée en période de danger public exceptionnel à l'article 6 qui prévoit le respect du droit à la vie. Les Protocoles additionnels aux Conventions de Genève contiennent des dispositions

qui protègent le droit à la vie des civils dans les situations de conflit armé interne, de troubles et de tensions internes. Cependant, dans les situations de ce genre, ni les règles internationales ni les lois et règlements nationaux qui sont conformes aux normes internationales et visent à tempérer les agissements des membres des forces de sécurité ne sont respectés.

161. L'existence d'un conflit armé interne présuppose la suspension et la non-applicabilité de certaines garanties légales par la déclaration officielle d'un état de siège, d'un état d'urgence ou d'un régime légal "d'exception" équivalent. Diverses garanties constitutionnelles visant à protéger certains droits de l'homme, en particulier le droit de la personne à la liberté et à la sécurité, sont suspendues ou considérablement restreintes, à tel point parfois que toute garantie est en fait supprimée.

162. Dans un certain nombre de situations de ce genre, il existait un état d'exception de facto bien qu'un état d'urgence ou une autre forme de suspension n'ait pas été officiellement déclaré. Les pouvoirs étendus exercés par l'exécutif et/ou par les autorités militaires ont rendu inopérantes la plupart des garanties constitutionnelles, et des lois relatives aux questions de sécurité ont été promulguées par décret.

163. Les situations d'exception sont généralement caractérisées par le fait que des pouvoirs étendus sont conférés aux forces de sécurité pour procéder à des arrestations sans mandat et garder les intéressés en détention pendant de longues périodes sans inculpation, et qu'aucun contrôle judiciaire ne s'exerce sur la légalité de ces arrestations et de ces détentions.

164. Un grand nombre de personnes ont disparu dans de telles situations. Les autorités ont souvent refusé de reconnaître les arrestations et les détentions. Dans un certain nombre de cas, les intéressés ont été retrouvés morts par la suite. Parfois, des membres des forces de sécurité et des responsables politiques ont été enlevés et tués par des groupes d'opposition.

165. Il est extrêmement difficile, même pour un initié, d'établir qui est responsable des assassinats commis dans des situations de conflit interne. Les gouvernements rejettent la faute sur les groupes de guérilleros terroristes qui, de leur côté, accusent les forces gouvernementales. Les choses peuvent encore se compliquer quand, dans un but de propagande, l'une ou l'autre partie se livre à une campagne de désinformation pour donner de l'autre une image noircie et défavorable. Les groupes antigouvernementaux commettent autant d'assassinats que les organes gouvernementaux. En fait, certains de ces groupes se livrent à des violences même dans des pays dans l'ensemble démocratiques qui offrent donc à de tels groupes un moyen de se faire entendre et une possibilité d'obtenir des réformes dans la paix.

166. Il convient toutefois de souligner que, selon les lois nationales comme en droit international, la responsabilité de garantir le respect du droit à la vie incombe au premier chef à l'Etat. Mais les groupes non gouvernementaux doivent eux aussi respecter le droit à la vie, et il faut les condamner s'ils se livrent à des assassinats. Comme le Conseil de sécurité l'a déclaré dans la résolution historique qu'il a adoptée le 18 décembre 1985, tous les actes de terrorisme doivent être résolument condamnés.

167. Il incombe au gouvernement d'éliminer les causes qui incitent ces groupes à prendre les armes. Dans les rapports antérieurs du Rapporteur spécial, ces causes ont été définies comme étant : une répartition inéquitable des

richesses, les conflits ethniques, l'intolérance religieuse et la discrimination raciale. Le Rapporteur spécial constate avec satisfaction que, d'après les informations qu'il détient, certains gouvernements s'efforcent tout au moins d'éliminer ces causes profondes.

168. Par exemple, dans la réponse qu'il a adressée au Rapporteur spécial, le Gouvernement brésilien a déclaré qu'il avait décidé d'aborder les problèmes de la propriété et de l'utilisation des terres afin d'éliminer les situations dans lesquelles les tensions montent et donnent lieu à des actes de violence. Dans leur politique, le Gouvernement de la Colombie et celui du Pérou tiennent compte des causes économiques et sociales de la situation qui règne dans leur pays.

169. Dans les cas de conflits internes, il se produit une polarisation des divers groupes sociaux que le gouvernement peut éliminer notamment en inaugurant une politique authentique et délibérée de réconciliation nationale. C'est ce qu'ont fait la Colombie et le Pérou. Ce dernier a, par exemple, créé une Commission de paix, organe consultatif relevant du cabinet du Président, qui a notamment pour fonctions d'entamer un dialogue afin de persuader ceux qui ont recours à la violence et au terrorisme d'effectuer un retour vers la démocratie et la vie de la collectivité, comme il est prévu dans la Constitution et dans la législation de la République.

170. Ainsi que le Rapporteur spécial l'a indiqué dans le passé, en général, lorsque des exécutions sommaires ou arbitraires se sont produites dans de telles situations, les gouvernements n'ont pas procédé à une enquête, ni traduit les coupables devant les tribunaux. C'est pourtant ce qui commence à se passer actuellement. C'est ainsi que la Commission de la paix créée au Pérou a notamment pour fonctions de faire parvenir aux autorités les plaintes qui peuvent être déposées au sujet des violations de droits de l'homme accompagnées d'assassinats et d'exécutions extrajudiciaires. Le Gouvernement péruvien a remplacé le chef du commandement commun des forces armées et relevé de leurs fonctions un général de division et un général de brigade dont les officiers subalternes étaient responsables de plusieurs assassinats. D'après la réponse du Gouvernement colombien, on peut constater que des enquêtes ont été menées au sujet de plusieurs allégations qui ont été portées à son attention. C'est ce genre de coopération que le Rapporteur spécial apprécie particulièrement.

171. Sur le plan international, certaines évolutions méritent d'être relevées. Il faut se féliciter qu'à la suite de l'étude élaborée par Mme N. Questiaux sur la question des droits de l'homme en période d'état de siège ou d'exception, la Sous-Commission a examiné, à sa trente-huitième session, un document explicatif de son Rapporteur spécial, M. L. Despouy, sur la meilleure façon de procéder pour dresser et tenir à jour une liste annuelle des pays qui ont proclamé ou abrogé l'état d'exception. La Sous-Commission a prié son Rapporteur spécial de présenter son premier rapport annuel et d'établir une liste initiale qui serait présentée lors de la trente-neuvième session de la Sous-Commission.

172. L'application de normes internationales concernant les droits de l'homme dans les situations d'exception aura donc fait un pas de plus avec l'activité qui est actuellement menée à la Sous-Commission, et les garanties énoncées dans l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques s'en trouveront renforcées. A ce propos, les observations générales du Comité des droits de l'homme sur l'article 4 du Pacte méritent une mention spéciale.

B. Emploi abusif ou illégal de la force

173. Le recours généralisé à la force par les responsables de l'application des lois figure parmi les causes premières des exécutions sommaires ou arbitraires.

174. On a signalé de nombreux décès résultant de l'emploi de la force par les responsables de l'application des lois, les forces de sécurité et les groupes armés agissant sous les ordres des autorités. La force a parfois été utilisée à l'occasion de désordres publics, d'émeutes ou de manifestations. Dans d'autres circonstances, il a été recouru à la force et en particulier aux armes à feu pour poursuivre ou arrêter des personnes soupçonnées de crimes ou de délits. On a aussi usé de la force dans le cadre de campagnes contre la criminalité et la subversion au cours desquelles des suspects ont été tués par les forces de sécurité sans autre forme de procès. Dans d'autres cas encore, des groupes armés non identifiés, les "escadrons de la mort", ont exécuté des personnes soupçonnées d'opposition au gouvernement. Dans toutes ces situations, la force déployée a été disproportionnée par rapport aux objectifs recherchés et son emploi illégal.

175. Dans un certain nombre de pays, les forces de sécurité ont pris des mesures excessives pour maintenir l'ordre public, pour arrêter les troubles ou pour réprimer des manifestations ; elles ont fait feu sans sommation sur des foules non armées, elles ont tiré des balles en plastique ou en caoutchouc ou lancé des grenades lacrymogènes presque à bout portant, elles ont répandu des gaz extrêmement nocifs et dangereux pour mater les manifestants, elles ont frappé brutalement leurs adversaires avec des matraques et d'autres objets lourds et durs ou les ont bourrés de coups de pied visant en particulier la tête et l'estomac. Il est arrivé à plusieurs reprises que ces actes de violence abusive ne fassent jamais l'objet d'enquêtes.

176. Dans certains pays, des personnes seraient mortes alors qu'elles étaient poursuivies ou au moment de leur arrestation. Selon les communiqués officiels, des suspects ont été tués par balle pour avoir cherché à s'échapper ou s'être débattus lors de leur arrestation ou encore au cours d'affrontements armés. Toutefois, dans un certain nombre de cas, il a été affirmé qu'ils avaient d'abord été appréhendés par les forces de sécurité puis fusillés ou torturés à mort. Le plus souvent, il n'y a pas eu d'enquête posthume ni d'autopsie et les rapports de police ont été acceptés sans que les recherches soient poussées plus avant.

177. Dans plusieurs pays, des personnes soupçonnées de crimes ou d'opposition au gouvernement ont été assassinées. Elles ont fréquemment été trouvées mortes après avoir disparu ou été enlevées par des groupes armés. Dans un certain nombre de cas, il a été prouvé que des membres des forces de sécurité avaient participé à leur assassinat mais dans d'autres les coupables n'ont pas été identifiés. Le plus souvent, le gouvernement a nié toute responsabilité en la matière, accusant des groupes de guérilleros ou des bandes de criminels organisées. Ces meurtres présentent les caractéristiques communes suivantes : a) les victimes sont toutes soit des criminels présumés, soit des membres de groupes ethniques, religieux ou sociaux s'opposant activement au gouvernement, b) les hommes armés qui les commettent agissent en toute impunité, c) même s'il est procédé parfois à des enquêtes officielles, des poursuites pénales ne sont engagées que dans des circonstances exceptionnelles, quand les auteurs sont identifiés.

178. A titre d'exemple, on évoquera ci-après un certain nombre de situations.

179. En Argentine, on estime que 6 000 à 9 000 personnes ont disparu ou sont mortes dans le cadre de la lutte contre la subversion menée par le pouvoir militaire entre 1976 et 1983. Les personnes victimes de membres des forces armées ont d'abord été emmenées dans des camps secrets puis assassinées et leurs corps ont été abandonnés dans des lieux éloignés. Il est rare que leur détention ait été reconnue par les autorités.

180. On peut en outre mentionner les nombreuses personnes qui auraient été tuées au Chili en raison des mesures disproportionnées prises par les forces de sécurité, en particulier l'emploi aveugle d'armes à feu, pour réprimer les manifestations publiques. Ces abus des organismes responsables de l'ordre public ont également fait des victimes parmi les passants ou les spectateurs.

181. Un certain nombre de dirigeants et de militants de l'opposition ont été abattus par des hommes armés non identifiés. Dans certains cas, la responsabilité directe ou indirecte de ces assassinats a été attribuée aux forces de police ou de sécurité.

182. Un certain nombre d'affaires ont été instruites, en particulier celle, récente, des trois militants des droits de l'homme qui ont été retrouvés morts, mutilés et la gorge tranchée après avoir été enlevés par un groupe de civils non identifiés fortement armés et très organisés. Dans ce cas, les carabineros ont été mis en cause et l'instruction est toujours en cours.

183. La situation en Afrique du Sud mérite de retenir particulièrement l'attention. Au cours de l'année écoulée, le monde a été le témoin des fusillades aveugles au cours desquelles des êtres humains qui cherchaient à affirmer les droits qui leur reviennent de naissance avaient perdu la vie. En 1985, 1 000 décès au moins ont été signalés. Depuis la proclamation de l'état d'urgence le 20 juillet 1985, le nombre moyen de personnes tuées chaque jour en raison de l'emploi abusif ou illégal de la force par les organismes responsables de l'application des lois a triplé. L'Afrique du Sud compte parmi les pays qui viennent en tête pour les exécutions arbitraires ou sommaires enregistrées au cours de l'année écoulée.

184. Il a été affirmé que la police sud-africaine et les forces de défense sud-africaines faisaient un emploi abusif ou illégal de la force sans commune mesure avec l'objectif soi-disant visé, à savoir la répression des émeutes. Selon une information, la plupart des personnes qui sont mortes du fait de l'intervention de la police et des forces de défense étaient des non-Blancs. Ces actes de violence disproportionnés ont consisté à mitrailler et agresser aveuglément des foules non armées qui étaient rassemblées, manifestaient ou protestaient contre diverses mesures d'apartheid imposées par le gouvernement ou encore participaient aux funérailles de victimes de manifestations précédentes. Des spectateurs innocents, y compris des enfants, ont aussi été touchés. Un certain nombre de personnes auraient été traînées de force hors de chez elles et assassinées. D'autres qui fuyaient les charges de la police auraient été tuées sur place, parfois à bout portant. Certaines de celles qui avaient été blessées sont décédées par la suite à l'hôpital.

185. Le Rapporteur spécial a noté que les auteurs des actes rapportés étaient protégés par la loi. Ainsi, pendant la durée de l'état d'urgence, l'immunité est accordée sur tout le territoire (et non pas seulement dans les 36 circonscriptions administratives visées à l'origine) à l'entité et aux personnes suivantes :

- "a) l'Etat,
- b) le Président de l'Etat,
- c) tout membre du gouvernement de la République,
- d) tout agent de la force publique,
- e) toute personne agissant sur les ordres ou avec l'approbation de toute personne visée aux alinéas précédents du présent paragraphe, pour tout acte conseillé, exigé, ordonné, prescrit ou exécuté de bonne foi par quelque personne que ce soit dans l'accomplissement des devoirs ou l'exercice des pouvoirs ou des fonctions qui lui ont été assignés ou conférés en vertu du présent règlement, dans le but d'assurer la sécurité du public, le maintien de l'ordre ou la fin de l'état d'urgence dans toute région où l'état d'urgence a été proclamé en application de l'article 2 (paragraphe 1) de la loi, ou afin de faire face à une situation que ledit état d'urgence a engendrée ou risque d'engendrer".

186. Les agents de la force publique sont les membres de l'armée, de la police et de l'administration pénitentiaire. Cette disposition a eu un double effet : premièrement, les membres des forces armées s'acquittent désormais de tâches qui relèvent normalement de la police et patrouillent essentiellement dans les communes noires sans être assujettis aux restrictions qui peuvent ou devraient s'appliquer aux relations de la police avec les citoyens, deuxièmement, l'immunité accordée par la loi relative à l'état d'urgence a amené les agents de la force publique à se comporter comme s'ils étaient autorisés à tuer.

187. Il a en outre été allégué qu'un certain nombre de personnes, dont certaines militaient contre l'apartheid, ont été tuées par des membres d'autres groupes tribaux ou ethniques avec la complicité ou le soutien actif des autorités. Il y aurait eu au moins 238 victimes de ce type.

188. D'autres opposants actifs à l'apartheid ont été assassinés par des personnes dont l'identité n'aurait jamais été connue. Selon de nombreux témoins, ces assassinats ont été flagrants et systématiques.

189. Le Rapporteur spécial est heureux de noter que certains gouvernements ont levé l'immunité accordée à des dirigeants militaires qui avaient notamment été impliqués dans des exécutions sommaires ou arbitraires. Ainsi, en décembre 1983, lors de son entrée en fonctions, le Gouvernement argentin qui venait d'être formé a abrogé la loi d'immunité que les militaires avaient adoptée à la fin de leur règne et a ordonné que les neuf membres des trois juntas qui avaient dirigé le pays entre 1976 et 1982 soient traduits devant le Conseil suprême des forces armées, d'autres membres de l'armée ont été accusés de délits qu'ils avaient commis en participant à la lutte contre la subversion.

190. Le gouvernement a aussi créé une commission nationale sur les disparitions de personnes qui a été chargée d'enquêter sur le sort des personnes disparues. La Commission a reçu des renseignements et des témoignages sur les cas de disparition et les a communiqués aux autorités judiciaires pour instruction pénale. En septembre 1984, la Commission a soumis son rapport au président. En octobre 1984, la Cour d'appel nationale

pour les affaires criminelles et correctionnelles fédérales a décidé de dessaisir à son profit le Conseil suprême des forces armées qui n'avait pas pu statuer dans le délai fixé. La Cour d'appel a agi en tant que juge en premier et dernier ressort, sa décision étant définitive à moins que les parties ne se pourvoient devant la Cour suprême de justice pour violation des droits constitutionnels.

191. En décembre 1985, après avoir entendu 833 témoins, la Cour a rendu son verdict concernant les neuf dirigeants militaires. D'eux d'entre eux ont été jugés coupables d'homicide, de détention illégale et d'autres violations des droits de l'homme et condamnés à l'emprisonnement à vie. Trois autres ont été jugés coupables des mêmes crimes et condamnés à des peines d'emprisonnement allant de 4 ans et demi à 17 ans. Les quatre autres ont été acquittés. Les gouvernements ont souvent manqué de la volonté nécessaire pour poursuivre des responsables de l'application des lois qui étaient les auteurs d'exécutions sommaires ou arbitraires. L'exemple donné par le Gouvernement argentin mérite d'être prôné et imité par les autres gouvernements.

192. Il est impérativement nécessaire que les responsables de l'application des lois reçoivent une formation sérieuse et approfondie portant sur les dispositions de documents comme le Code de conduite pour les responsables de l'application des lois et d'autres règles pouvant leur servir de guide dans des situations tendues ou imprévisibles. Le Rapporteur spécial note que, par exemple, à Sri Lanka, une organisation pour la promotion des droits de l'homme par les organismes responsables de l'application des lois a été créée sous les auspices du Président, assisté du Premier Ministre, du Président de la Cour suprême et du chef de l'opposition. Ses objectifs sont les suivants :

- a) Prendre des mesures en vue d'encourager et de coordonner les activités des agents et des organismes responsables de l'application des lois en matière de reconnaissance et de respect des droits de l'homme reconnus et énoncés par la communauté des nations,
- b) Etudier et formuler les principes, les pratiques, les procédures et les conditions préalables propres à garantir le respect des droits de l'homme dans l'exercice des fonctions d'application de la loi à Sri Lanka,
- c) Aider à élaborer des politiques et des codes de conduite qui, par la coordination et l'intégration, feraient progresser l'administration de la justice en général et le respect des droits de l'homme en particulier,
- d) Encourager tout agent et organisme responsable de l'application des lois à remplir son devoir d'autodiscipline conformément aux principes et aux normes ainsi qu'aux droits inscrits dans la Constitution et les lois de Sri Lanka et les autres instruments relatifs aux droits de l'homme qui peuvent être ratifiés par le Gouvernement sri-lankais,
- e) Prendre toutes les mesures nécessaires, y compris l'organisation de séminaires, de conférences et d'expositions, la préparation et la diffusion de documentation et d'informations, pour favoriser la réalisation des objectifs susmentionnés.

193. Au niveau international, l'examen de la question auquel la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités procède à l'heure actuelle est réellement très utile

pour la campagne contre les exécutions arbitraires et sommaires. A sa trente-huitième session, la Sous-Commission a suggéré que le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants étudie les moyens de promouvoir la coopération technique internationale en matière de restrictions au recours à la force par les responsables de l'application des lois et le personnel militaire. La Sous-Commission a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa prochaine session un point subsidiaire intitulé "Restrictions au recours à la force par les responsables de l'application des lois et le personnel militaire".

### C. Morts en détention

194. En ce qui concerne le traitement des personnes sous la garde des autorités responsables de l'application des lois, ou de l'administration pénitentiaire, plusieurs instruments internationaux énoncent des critères qui sont acceptés par consensus international. L'article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques stipule : "Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. En particulier, il est interdit de soumettre une personne sans son libre consentement à une expérience médicale ou scientifique". L'article 5 du Code de conduite pour les responsables de l'application des lois dispose : "Aucun responsable de l'application des lois ne peut infliger, susciter ou tolérer un acte de torture ou quelque autre peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant, ni ne peut invoquer un ordre de ses supérieurs ou des circonstances exceptionnelles telles qu'un état de guerre ou une menace de guerre, une menace contre la sécurité nationale, l'instabilité politique intérieure ou tout autre état d'exception pour justifier la torture ou d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants". La règle 31 de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus stipule : "Les peines corporelles, la mise au cachot obscur ainsi que toute sanction cruelle, inhumaine ou dégradante doivent être complètement défendues comme sanctions disciplinaires".

195. Il a été établi à plusieurs reprises que les risques de mort ou de lésion grave s'accroissaient nettement dans les situations où la détention des personnes était niée et/ou les personnes étaient détenues au secret. La mort d'individus placés sous la garde des organes chargés de l'application des lois ou des forces de sécurité a été un phénomène largement répandu. Les victimes appartenaient à différentes catégories : personnes soupçonnées de délits, ou opposants au gouvernement et personnes soupçonnées d'appartenir à des groupes de guérilleros. La garde peut avoir eu pour objet la détention initiale aux fins d'interrogatoire, la détention sans inculpation, la détention provisoire ou l'emprisonnement après une condamnation. La mort s'est le plus souvent produite au cours du premier stade de la détention, c'est-à-dire immédiatement après que les personnes aient été arrêtées ou appréhendées, alors qu'elles étaient détenues au secret, aux fins d'interrogatoire. Il a été souvent allégué que les victimes mouraient sous la torture. Dans certains cas, des personnes étaient exécutées au moyen d'armes à feu. Dans les cas de détention ou d'emprisonnement prolongé, il y a eu des cas de décès imputables à la privation de nourriture ou à l'absence de soins médicaux, qui faisaient partie du châtimement dans les centres de détention, les prisons et les camps de travail ou de rééducation. Il a été expliqué dans plusieurs cas que les victimes étaient mortes de maladie, s'étaient suicidées ou avaient été tuées alors qu'elles tentaient de s'évader. Dans de nombreux cas de décès en cours de détention, il n'y a pas eu d'enquête ou d'autopsie. Dans un petit nombre de cas, les responsables de ces morts ont été punis.



196. Les paragraphes qui suivent décrivent certains exemples illustrant ce phénomène.

197. La mort d'un certain nombre de personnes sous la garde des forces de sécurité a été signalée au Chili. Ces personnes mouraient : par suite de torture au cours des interrogatoires. Selon le gouvernement, les cas de mort en cours de détention ont fait l'objet d'une action judiciaire afin de déterminer les "circonstances précises de ces morts et les personnes qui en sont responsables".

198. En République islamique d'Iran, un certain nombre de personnes, qui avaient été arrêtées parce qu'on les soupçonnait d'opposition au régime ou parce qu'elles appartenaient à des groupes ethniques ou religieux, auraient été torturées à mort ou exécutées secrètement, sans jugement. On ne connaîtrait pas le nombre exact de morts ou d'exécutions.

199. En Iraq, un certain nombre de personnes soupçonnées d'opposition au gouvernement seraient détenues au secret, seraient mortes du fait de la torture au cours des interrogatoires ou seraient exécutées sans jugement. D'après la communication du gouvernement, ces personnes ont été exécutées "après une enquête et un procès réguliers au cours desquels elles ont joui de toutes les sauvegardes prescrites par la loi". Malgré l'affirmation du gouvernement, on n'a eu connaissance de poursuites judiciaires concernant ces affaires ou aucune information n'a été communiquée à ce sujet.

200. Plusieurs décès au cours d'une garde à vue ont été signalés au Paraguay. Dans un cas, une personne est morte du fait des mauvais traitements infligés par la police après son arrestation. Bien que la police ait déclaré que la personne s'était suicidée, l'autopsie aurait indiqué que la mort était due à des blessures à la tête. D'après le gouvernement, cette affaire fait l'objet d'une action en justice.

201. Plusieurs personnes seraient mortes en prison en Sierra Leone par suite de malnutrition.

202. Le Rapporteur spécial a reçu des renseignements sur de nombreux cas de décès qui se seraient produits en Afrique du Sud par suite de mauvais traitements infligés par la police pendant la période initiale de garde à vue, de même qu'en cours de détention. Le Rapporteur spécial a reçu une masse considérable d'informations, orales et écrites, indiquant qu'il y avait des preuves accablantes de voies de fait systématiquement perpétrées sur la personne de détenus en garde à vue, notamment parmi les adversaires de l'apartheid.

203. En vertu de l'article 29 du Internal Security Act (loi sur la sécurité intérieure), tout officier de police ayant le rang de lieutenant-colonel ou un rang supérieur est autorisé à ordonner la détention d'une personne pour une durée de 30 jours au maximum sans l'autorisation écrite du Ministre de l'intérieur. Cette détention initiale peut être prolongée indéfiniment par le Ministre de l'intérieur et par un conseil qui examinent périodiquement les cas, pour "les besoins de l'interrogatoire".

204. Il a été rapporté qu'un très grand nombre de personnes arrêtées en vertu de l'état d'urgence subissaient des voies de fait alors qu'elles se trouvaient en garde à vue avant d'être transférées dans des centres de détention. En septembre 1985, le Dr Wendy Orr, médecin inspecteur dans la région de

Port Elizabeth, a présenté à la Cour suprême des preuves de la torture et des mauvais traitements qui étaient couramment et régulièrement infligés aux personnes arrêtées en vertu de l'état d'urgence. La Cour suprême aurait fait droit à sa demande d'une injonction interdisant à la police de se livrer à des voies de fait sur les personnes arrêtées en vertu de l'état d'urgence et détenues dans les prisons de St. Alban et de North End à Port Elizabeth, ainsi que sur toute personne qui serait arrêtée à l'avenir en vertu de la réglementation d'exception dans la circonscription judiciaire de Port Elizabeth et Uitenhage.

205. Dans plusieurs cas d'arrestation, une requête a été déposée devant le tribunaux au nom des personnes arrêtées pour obtenir des injonctions provisoires interdisant à la police de se livrer à des voies de fait sur les personnes détenues en garde à vue pour les besoins de l'enquête.

206. Les paragraphes qui précèdent ont été inclus dans le rapport, car le Rapporteur spécial a constaté dans les rapports précédents qu'il y avait un lien très étroit entre la torture en cours de détention et la mort en cours de détention. Quand le taux de fréquence des cas de torture ou de violences infligées à des personnes sous la garde des responsables de l'application des lois est élevé, il y a inmanquablement des décès consécutifs à ces pratiques.

#### IV. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

207. Depuis la présentation du dernier rapport du Rapporteur spécial à la Commission l'an dernier, les exécutions arbitraires et sommaires sont restées un des problèmes les plus urgents à l'ordre du jour international dans le domaine des droits de l'homme, elles méritent à ce titre la priorité la plus élevée. Il n'y a pas eu véritablement de répit dans les exécutions. Si leur nombre a diminué dans une situation, cette diminution a été annulée par une augmentation dans d'autres situations et, dans l'ensemble, le problème a gardé son acuité. Le Rapporteur spécial est donc tout à fait d'avis que la communauté internationale devrait continuer à suivre le phénomène des exécutions sommaires ou arbitraires et, en particulier, à trouver les moyens d'intervenir efficacement dans les situations où il y a imminence ou menace d'exécution sommaire ou arbitraire.

208. Ainsi qu'on le constatera à la lecture du présent rapport, il y a plusieurs organismes ou organes des Nations Unies et autres organisations internationales, qui sont concernés par certains aspects du problème, comme le Comité des droits de l'homme, la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, le Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, l'Organisation internationale de police criminelle, les rapporteurs spéciaux pour les situations dans divers pays et des groupes de travail sur divers sujets ou pays. Une coordination est nécessaire entre ces institutions et le Rapporteur spécial, afin que des efforts mieux concertés, à court et à long terme, puissent être consacrés à l'examen des problèmes immédiats et des causes qui sont à l'origine des exécutions sommaires ou arbitraires. Par exemple, le Rapporteur spécial a trouvé les audiences communes tenues à Lusaka avec le Président du Groupe spécial d'experts sur l'Afrique australe fort utiles pour son travail.

209. L'une des façons dont les gouvernements peuvent montrer leur volonté de mettre un terme à ce phénomène odieux des exécutions arbitraires ou sommaires consiste à faire des recherches, à organiser des enquêtes, à poursuivre et à punir les personnes dont la culpabilité a été établie. Il faut donc élaborer des normes internationales propres à garantir que des enquêtes seront menées dans tous les cas de mort suspecte et, en particulier, quand dans toutes les situations où les personnes en question étaient entre les mains des organes responsables de l'application des lois. Ces normes devraient prévoir une autopsie sérieuse. Un décès survenu au cours de tout type de détention devrait être considéré prima facie comme une exécution sommaire ou arbitraire et une enquête appropriée devrait être faite immédiatement pour confirmer ou rejeter cette présomption. Les conclusions des enquêtes devraient être publiées.

210. L'attention du Rapporteur spécial a été appelée sur le fait que certaines législations et réglementations nationales n'étaient pas conformes aux dispositions énoncées au paragraphe 1 de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, selon lesquelles le droit à la vie doit être protégé par la loi et nul ne peut être arbitrairement privé de la vie. Il importe de souligner que le Comité des droits de l'homme a interprété ces dispositions comme signifiant que la loi doit contrôler et limiter strictement les circonstances dans lesquelles une personne peut être privée de la vie par les autorités de l'Etat. La sauvegarde prévue au paragraphe 2 de l'article 4, qui n'autorise aucune dérogation de ce droit fondamental à la vie, même en cas de danger public exceptionnel, est absente de nombreuses législations et réglementations nationales. Une étude devrait donc être faite dans ce domaine et les Etats devraient veiller à ce que leur législation nationale soit conforme aux normes internationalement admises.

211. Le nombre de morts en cours de détention augmente de façon inquiétante. Il faut donc absolument que, dans tous les cas, les gouvernements :

- a) révèlent l'identité de toutes les personnes arrêtées ou détenues par des membres de la police, de l'armée ou des services de sécurité ou par d'autres personnes agissant à leur connaissance, ainsi que le lieu et l'état dans lesquels elles se trouvent,
- b) révèlent le motif de la détention,
- c) permettent à un avocat et/ou un parent d'avoir accès à la personne détenue.

212. Le Rapporteur spécial aimerait réitérer l'appel déjà lancé aux gouvernements afin qu'ils ratifient les instruments internationaux comme le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et les quatre Conventions de Genève.

213. En conclusion, le Rapporteur spécial aimerait mentionner une question qui, à son avis, mérite un plus ample examen de la Commission. Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques prohibe l'imposition d'une sentence de mort pour des crimes commis par des personnes âgées de moins de 18 ans au moment où le crime a été commis. Si des réserves ont été officiellement émises au sujet de cette disposition, le Pacte a néanmoins un statut particulier, puisqu'il a été proclamé et adopté par l'Assemblée générale et a été, dans sa majeure partie, largement reconnu dans l'ensemble de la communauté internationale. Dans certains exemples récents,

l'attention du Rapporteur spécial a été appelée sur des personnes exécutées ou sur le point d'être exécutées, après avoir été régulièrement déclarées coupables et condamnées conformément à la loi, même s'il avait été établi de façon absolument certaine qu'elles avaient moins de 18 ans au moment où les crimes en question avaient été commis. Ces exécutions ont posé au Rapporteur spécial un délicat problème de principe car, s'il est évident que les personnes en question ont été régulièrement jugées et condamnées et ont eu toutes les possibilités de faire appel, il n'en demeure pas moins qu'une norme des Nations Unies de validité universelle n'a pas été respectée. Le Rapporteur spécial estime que cette question mérite un plus ample examen et il saura gré à la Commission des conseils qu'elle pourra lui fournir à ce sujet.

ANNEXE I

RESOLUTION 1985/40 DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Le Conseil économique et social,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui garantit le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne,

Considérant les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, où il est dit que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine, que ce droit doit être protégé par la loi et que nul ne peut être arbitrairement privé de la vie,

Rappelant la résolution 34/175 de l'Assemblée générale, en date du 17 décembre 1979, dans laquelle l'Assemblée a réaffirmé que les violations massives et flagrantes des droits de l'homme préoccupaient particulièrement l'Organisation des Nations Unies et a prié instamment la Commission des droits de l'homme de prendre en temps opportun des mesures efficaces pour faire face aux cas présents et futurs de violations massives et flagrantes des droits de l'homme,

Ayant présentes à l'esprit les résolutions 36/22, 37/182, 38/96 et 39/110 de l'Assemblée générale en date des 9 novembre 1981, 17 décembre 1982, 16 décembre 1983 et 14 décembre 1984,

Prenant acte de la résolution 1982/13 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités en date du 7 septembre 1982, dans laquelle la Sous-Commission a recommandé l'adoption de mesures efficaces pour empêcher les exécutions sommaires ou arbitraires,

Prenant acte aussi des travaux accomplis par le Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance en ce qui concerne les exécutions sommaires et arbitraires a/, et notamment l'établissement de normes minimales de garantie et de protection juridiques pour empêcher le recours aux exécutions extrajudiciaires qui doivent être examinées au septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, en 1985.

Profondément alarmé par le grand nombre d'exécutions sommaires ou arbitraires, et notamment d'exécutions extrajudiciaires,

1. Déplore vivement, une fois de plus, qu'un grand nombre d'exécutions sommaires ou arbitraires, et notamment d'exécutions extrajudiciaires, continuent d'avoir lieu dans diverses parties du monde,

2. Lance un appel urgent aux gouvernements, aux organes de l'Organisation des Nations Unies, aux institutions spécialisées, aux organisations intergouvernementales régionales et aux organisations non gouvernementales pour qu'ils prennent des mesures efficaces afin de combattre et supprimer la pratique des exécutions sommaires ou arbitraires, et notamment des exécutions extrajudiciaires,

---

a/ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, 1984, Supplément No 6 (E/1984/16), chap. VII.

3. Prend acte avec satisfaction du rapport de M. S. Amos Wako, rapporteur spécial b/,

4. Décide de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial, M. S. Amos Wako, pour lui permettre de soumettre de nouvelles conclusions et recommandations à la Commission des droits de l'homme,

5. Prie le Rapporteur spécial de continuer, dans l'exercice de son mandat, à examiner les situations donnant lieu à des exécutions sommaires ou arbitraires,

6. Prie le Rapporteur spécial, dans l'exercice de son mandat, de donner suite efficacement aux informations qui lui parviennent, en particulier lorsque de telles exécutions sont imminentes ou risquent d'avoir lieu,

7. Estime que le Rapporteur spécial, dans l'exercice de son mandat, devrait continuer à solliciter et à recevoir des informations des gouvernements, des organes de l'Organisation des Nations Unie, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales régionales et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social et tenir dûment compte des déclarations officielles et des informations émanant des gouvernements qui lui parviennent,

8. Prie le Secrétaire général de continuer à fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance dont il aura besoin pour s'acquitter efficacement de son mandat,

9. Prie instamment tous les gouvernements et tous les intéressés de coopérer avec le Rapporteur spécial et de lui apporter leur aide,

10. Prie la Commission des droits de l'homme d'examiner, en lui accordant un rang de priorité élevé, la question des exécutions sommaires ou arbitraires, à sa quarante-deuxième session, au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants".

25ème séance plénière  
30 mai 1985

Annexe II

RESOLUTION 40/143 DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Exécutions sommaires ou arbitraires

L'Assemblée générale,

Rappelant les dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme qui stipulent que tout être humain a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne,

Considérant les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui stipulent que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine, que ce droit doit être protégé par la loi et que nul ne peut être arbitrairement privé de la vie,

Rappelant sa résolution 34/175, du 17 décembre 1979, dans laquelle elle a réaffirmé que les violations massives et flagrantes des droits de l'homme préoccupent particulièrement l'Organisation des Nations Unies et a prié la Commission des droits de l'homme de prendre en temps opportun des mesures efficaces pour faire face aux cas présents et futurs de violations massives et flagrantes des droits de l'homme,

Rappelant en outre sa résolution 36/22, du 9 novembre 1981, dans laquelle elle a condamné la pratique des exécutions sommaires ou arbitraires, ainsi que ses résolutions 37/182 du 17 décembre 1982, 38/96 du 16 décembre 1983, et 39/110 du 14 décembre 1984,

Profondément alarmée par le grand nombre d'exécutions sommaires ou arbitraires, notamment d'exécutions extra-légales, qui continuent à se produire,

Rappelant la résolution 1982/13 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 7 septembre 1982 dans laquelle la Sous-Commission a recommandé l'adoption de mesures efficaces pour empêcher que ne se produisent des exécutions sommaires ou arbitraires,

Accueillant avec satisfaction la résolution 1984/50 du Conseil économique et social, en date du 24 mai 1984, qui prévoit des garanties pour la protection des droits des personnes passibles de la peine de mort et que le septième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants a faite sienne, ainsi que les travaux actuellement réalisés au sujet des exécutions sommaires ou arbitraires par le Comité pour la prévention du crime et le traitement des délinquants,

Convaincue de la nécessité de prendre des mesures appropriées pour combattre et finalement éliminer la pratique des exécutions sommaires ou arbitraires, qui est en violation flagrante du droit le plus fondamental de l'homme, le droit à la vie,

1. Condamne avec force les nombreuses exécutions sommaires ou arbitraires, notamment les exécutions extra-légales, qui continuent à avoir lieu dans diverses parties du monde,

2. Exige qu'il soit mis fin à la pratique des exécutions sommaires ou arbitraires,

3. Accueille avec satisfaction la résolution 1982/35, du Conseil économique et social, en date du 7 mai 1982, dans laquelle celui-ci a décidé de nommer pour une période d'un an un rapporteur spécial chargé d'examiner les questions relatives aux exécutions sommaires ou arbitraires,

4. Accueille aussi avec satisfaction la résolution 1985/40 du Conseil économique et social, en date du 30 mai 1985, dans laquelle celui-ci a décidé de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial, M. S. Amos Wako, et a prié la Commission des droits de l'homme d'examiner à sa quarante-deuxième session, en lui accordant un rang de priorité élevé, la question des exécutions sommaires ou arbitraires,

5. Prie instamment tous les gouvernements et tous les intéressés d'apporter leur coopération et leur concours au Rapporteur spécial dans l'accomplissement de son mandat,

6. Prie le Rapporteur spécial, dans l'exécution de son mandat, de réagir de manière effective aux informations dont il a connaissance, en particulier lorsqu'une exécution sommaire ou arbitraire est imminente ou qu'il en existe la menace, ou qu'une telle exécution a récemment eu lieu,

7. Prie en outre le Rapporteur spécial d'envisager dans son prochain rapport les mesures qui pourraient être prises par les autorités compétentes en cas de décès en cours de détention, notamment une autopsie suffisante,

8. Considère que le Rapporteur spécial, dans l'exécution de son mandat, doit continuer à solliciter et à recevoir des informations des gouvernements, des organes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales régionales et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social,

9. Prie le Secrétaire général de mettre à la disposition du Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire pour que celui-ci puisse s'acquitter efficacement de son mandat,

10. Prie à nouveau le Secrétaire général de continuer à faire tout son possible dans les cas où le critère minimal de garanties légales prévu aux articles 6, 14 et 15 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques semble n'être pas respecté,

11. Prie la Commission des droits de l'homme de formuler, à sa quarante-deuxième session, sur la base du rapport que le Rapporteur spécial aura établi conformément aux résolutions 1982/35, 1983/36, 1984/35 et 1985/40 du Conseil économique et social, des recommandations concernant les mesures à prendre pour combattre et finalement éliminer l'odieuse pratique des exécutions sommaires ou arbitraires.

116ème séance plénière  
13 décembre 1985



Annexe III

NOTE VERBALE DATEE DU 16 AOUT 1985 ADRESSEE PAR  
LE SECRETAIRE GENERAL A DES GOUVERNEMENTS

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Ministre des affaires étrangères de ..... et a l'honneur de se référer à la résolution 1985/40 adoptée par le Conseil économique et social le 30 mai 1985, intitulée "Exécutions sommaires ou arbitraires". Un exemplaire de la résolution est joint à la présente note. Par cette résolution le Conseil a décidé de proroger d'un an le mandat du Rapporteur spécial, M. S. Amos Wako, pour lui permettre de soumettre de nouvelles conclusions et recommandations à la Commission des droits de l'homme.

Le Rapporteur spécial désirerait faire référence à la note adressée l'année dernière au Gouvernement de Son Excellence, lui demandant certaines informations relevant de son mandat. Le Rapporteur spécial réitère sa demande d'informations contenue dans la note verbale du 21 septembre 1984 (copie jointe) et serait particulièrement reconnaissant de recevoir des informations sur la législation et/ou les mesures prises ou envisagées concernant les garanties prévues pour protéger l'individu contre la violation du droit à la vie. Le Rapporteur spécial apprécierait également de recevoir toutes observations que le Gouvernement de Son Excellence désirerait formuler à ce sujet.

Le Secrétaire général serait reconnaissant au Gouvernement de Son Excellence de bien vouloir envoyer toute information qu'il désirerait fournir, pour faire suite à cette demande, au Sous-Secrétaire général aux droits de l'homme, Office des Nations Unies à Genève, CH-1211 Genève 10, si possible avant le 1er octobre 1985.

Le 16 août 1985